

مركز العالم

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14908 - 7 F

MERCREDI 30 DÉCEMBRE 1992

BOURSE
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'annulation de deux contrats importants pour l'industrie française

Punition chinoise

Le gouvernement chinois vient d'enfoncer un peu plus le clou en faisant annoncer par voie de presse son veto à toute participation de firmes françaises à la construction du métro de Canton. Une semaine après avoir intimé à Paris l'ordre de fermer son consulat général à Canton, Pékin, par ce nouveau geste spectaculaire, manifeste un peu plus son mécontentement à l'égard de la vente de Mirage 2000-B au régime rival de Taïwan.

Geste spectaculaire certes, mais dont la portée n'est pas aussi grande qu'il paraît à première vue, les Chinois n'ayant jamais paru séduits par les offres françaises sur ce projet. En outre, si les négociations sur les « gros contrats » demeurent gelées, Pékin n'en a pas moins approuvé récemment la signature en bas d'un protocole d'entente financière de 650 millions de francs.

La décision du régime de L.M. Deng Xiaoping - qui vient d'être promue « homme de l'année » par le « Financial Times » - est donc avant tout politique. Et ce n'est sans doute pas une coïncidence si elle frappe les Cantonais, dont les velléités d'autonomie économique basées sur des performances industrielles et commerciales exceptionnelles sont mal acceptées par les bureaux chinois. Tout comme celles de Hongkong, la colonie britannique voisine.

Cette nouvelle « punition » infligée aux Français intervient peu après que Taïwan ait effectué son premier versement, confirmant sa commande de Mirage. La modération de Pékin envers les Américains, fournisseurs de chasseurs F 16 à Taïwan, s'explique peut-être en partie parce que Washington n'a pas encore touché son acompte. Mais la raison principale demeure qu'il est plus difficile pour Pékin de faire pression sur l'unique « super-puissance » - surtout à la veille de l'implosion d'un nouveau président réputé moins « pro-chinois » que son prédécesseur George Bush - que sur un gouvernement français en bout de course.

EN sanctionnant politiquement la France, et en la frappant sur son point le plus vulnérable, les affaires, Pékin veut faire un exemple afin d'empêcher que d'autres pays ne soient tentés de vendre aux deux armées à Taïwan pour rééquilibrer leur balance commerciale. Mais cette manifestation de force est en même temps un signe de faiblesse. Car, de même que les sanctions chinoises n'ont pas eu raison de la détermination française, ou américaine, de même les offres mirobolantes de contrats faites par Pékin ont trop rarement été suivies d'effet.

La Chine est certes un pays en pleine expansion - son taux de croissance économique de 12 % pour 1992 le confirme - et, comme tel, une destination attrayante pour les investisseurs étrangers. Mais la poids diplomatique de la dernière puissance communiste dans l'arène internationale demeure limité par rapport à ses ambitions affichées : la carte chinoise a perdu beaucoup de sa valeur depuis la disparition de l'URSS. Enfin, sur le plan des affaires, les « petits dragons » asiatiques, Taïwan en tête, demeurent plus alléchants.

Lire page 20
Article de FRANCIS DERON

M0147 - 1230 0 - 7.00 F



Le protectionnisme américain inquiète les Européens

Le groupe public français Bull a confirmé, lundi 28 décembre, l'annulation par une juridiction fédérale américaine du contrat de 4 milliards de francs que sa filiale Zenith avait emporté avec l'US Air Force. Cette décision renforce en Europe les interrogations des milieux économiques sur une montée du protectionnisme américain. M. Bill Clinton, qui vient d'achever la composition de son équipe, hésite encore à durcir sa politique à l'égard des investisseurs étrangers.

par Erik Izroelewicz

De l'état de menace, le protectionnisme américain est-il en train de devenir une réalité ? La remise en cause, lundi 28 décembre, par l'administration des Etats-Unis du contrat de vente de micro-ordinateurs remporté, il y a trois mois, par Zenith, filiale américaine du groupe français Bull, conduit à poser la question. A un mois à peine de l'arrivée à la Maison Blanche du démocrate Bill Clinton, l'Europe ne peut rester insensible aux inquiétantes évolutions observables outre-Atlantique.

Certes, l'annulation du contrat de 4 milliards de francs par lequel le groupe public français Bull aurait dû livrer à l'US Air Force 300 000 micro-ordinateurs est un cas particulier. Il est pour-

tant symptomatique de la montée des pressions protectionnistes aux Etats-Unis et d'une moindre résistance de l'administration à leur égard. C'est à la suite du lobbying des concurrents de Zenith, tous américains (CompuAdd Corp et Sysorex notamment), que ce contrat a été remis en cause. Ils se sont pour cela appuyés sur le Buy American Act, une loi qui réserve prioritairement les marchés publics aux sociétés locales. Ils ont aussi joué sur le fait que la société mère de Zenith, le français Bull, est une entreprise publique. Ils ont enfin mis en avant la sécurité nationale, le client, l'US Air Force, dépendant du Pentagone.

Lire la suite et l'article de CAROLINE MONNOT page 14

L'affaire des Palestiniens expulsés

Le Liban rejette un compromis proposé par Israël

Israël a lâché un peu de lest, mardi 29 décembre, dans l'affaire des 415 Palestiniens expulsés au Liban du Sud, en proposant d'autoriser, à partir de son territoire, l'envoi de secours à ces derniers, à condition que le Liban, de son côté, fasse de même, simultanément. Mais, confirmant que l'Etat juif devait assumer seul toute la responsabilité de l'expulsion, le gouvernement de Beyrouth a aussitôt fait savoir qu'il refusait le contrepartie lui incombant dans cette proposition israélienne.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Israël avait proposé au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'autoriser une équipe médicale à se rendre une seule fois au campement des expulsés palestiniens, via son territoire, à la condition qu'un convoi de ravitaillement parte au même moment de Beyrouth, nous a indiqué le porte-parole du ministère israélien de la défense, M. Oded Ben Ami.

« Nous attendons la réponse des Libanais et nous espérons qu'elle sera positive », avait ajouté le porte-parole. Selon le quotidien Haaretz, les Etats-Unis ont également été informés de cette proposition et ont exprimé le vœu que les Libanais acceptent le compromis. Auquel cas, une équipe du CICR se rendrait mercredi matin

auprès des expulsés en traversant, sous la protection de l'armée israélienne, la « zone de sécurité » établie par l'Etat juif au Liban sud. Dans le concert de condamnations et de protestations qu'a soulevé l'expulsion des 415 Palestiniens, c'est la voix du ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui a le mieux réussi à agacer les Israéliens. Et quand Israël est courroucé, ses porte-parole officiels optent pour un silence évasif, préférant faire réagir un « haut fonctionnaire », une « source autorisée », ou, en l'occurrence, lundi 28 décembre, un « responsable » du ministère israélien des affaires étrangères.

(Intérim)

Lire la suite, nos informations et le point de vue de MAREK HALTER page 6

Le gaz du Golfe

Les princes du pétrole investissent des milliards de dollars pour extraire du gaz naturel

ABOU-DHABI

de notre envoyé spécial

Des kilomètres de tuyaux qui partent dans tous les sens, des réservoirs monstrueux aux allures de bunkers, des générateurs de vapeur géants, du béton déversé à profusion... Ici, au large d'Abou-Dhabi, à quelques milles seulement de l'Irak et du Qatar, sur la petite île de Das, des milliers d'ouvriers, représentant une trentaine de nationalités, travaillent nuit et jour à la construction d'un troisième train de liquéfaction du gaz naturel, le plus grand jamais construit dans le monde.

Au printemps 1994, il sera achevé. Le gaz naturel des gisements offshore voisins sera schématisé à Das-Island pour y être liquéfié à -163°C avant d'être chargé sur des méthaniers. Direction : la baie de Tokyo - 10 500 kilomètres plus à l'est, - que les navires atteindront deux semaines plus tard.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Lire la suite page 14

Les derniers jours de la Tchécoslovaquie

Sans joie et conscients des difficultés à venir
Tchèques et Slovaques vont se séparer le 1^{er} janvier

PRAGUE

de notre envoyé spécial

On dansera peu, la nuit de la Saint-Sylvestre, dans les rues de Prague, et sans doute guère plus dans celles de Bratislava. Tchèques et Slovaques vivent leur partition un peu comme la majorité d'entre eux ont vécu le communisme : sans l'approuver, mais sans vraiment s'y opposer non plus. Comme un fait accompli.

Le 31 décembre, la Tchécoslovaquie disparaît, après soixante-quatorze ans d'existence. De ce divorce à l'amiable doivent naître, le 1^{er} janvier, deux Etats indépendants, la République tchèque - dix millions d'habitants - et la Slovaquie, moitié moins peuplée. « C'est un saut dans l'inconnu », reconnaît

M. Jozef Zieleniec, le ministre tchèque des affaires étrangères, un proche du premier ministre Vaclav Klaus aux côtés duquel il a participé à toutes les discussions sur la division du pays, ces derniers mois, avec les Slovaques. En bon politicien, M. Zieleniec préfère parler des aspects positifs de cette séparation, exemplaire par son côté négocié, méthodique et programmé. « Parvenir à cette séparation, techniquement et politiquement, c'était un exploit plus grand que d'envoyer un homme sur la Lune, nous assure-t-il. Maintenant, nous disposons d'un know how, que d'autres pays vont nous emprunter. » Des trois fédérations d'Europe centrale ou de l'Est qui ont éclaté depuis la chute du communisme, la Tchécoslovaquie est

celle qui se saborde le plus en douceur ; mais cette partition se fait dans la morosité et l'appréhension, loin de l'enthousiasme qu'éprouvaient, au moins au départ, Slovaques ou Baltes au moment de quitter le carcan fédératif yougoslave ou soviétique.

Le démantèlement de la Fédération tchécoslovaque est d'abord l'œuvre de deux hommes, le Tchéque Vaclav Klaus et le Slovaque Vladimir Meciar. Ni l'un ni l'autre n'a reçu des électeurs, lors du scrutin législatif de juin dernier, le mandat de diviser le pays.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite et l'article de MARTIN PLICHTA page 3

Moins de morts sur les routes



La France continue de diminuer après la mise en place du permis à points : la baisse a été de 8 % le mois dernier par rapport à novembre 1991. La route, qui tuait 16 000 Français par an dans les années 70, aura fait 9 100 morts au cours des douze derniers mois.

page 8

La guerre civile en Bosnie

MM. Vance et Owen s'inquiètent d'une contre-offensive musulmane à Sarajevo.

page 3

Ethiopie : les mille plaies de l'empire

L'octroi aux « nationalités » du droit à l'autodétermination favorise les rivalités ethniques.

page 4

Un non-lieu général requis dans l'affaire de Port-Fréjus

La chambre d'accusation de Lyon se prononcera définitivement, le 19 janvier, sur le dossier de M. François Léotard et de ses co-inculpés.

page 7

Superphénix jugé indispensable

Un rapport du ministre de la recherche et de l'espace estime que le surgénératour arrêté de Creys-Malville est indispensable aux études sur la gestion des déchets radioactifs.

page 9

SCIENCES & MÉDECINE

Des oiseaux malades de la peste : La caverne d'« Alt-Eauze » en album : Dépistage du sida : « L'Institut Pasteur a rempli sa mission », un point de vue du professeur Maxime Schwartz

pages 11 et 12

Le sommaire complet se trouve page 20

LE MONDE. COMMENCEZ-LE PAR LA FAIM.

- voir page 5 -

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Institutions

Vers la VI^e République

par Michel Durafour

Le président de la République a proposé des réformes de la Constitution qui visent à donner de nouveaux droits aux citoyens. Ces réformes sont nécessaires. Elles ne sont pas suffisantes, si l'on veut réussir le pari d'ouvrir l'avenir de notre démocratie : réconcilier l'électeur avec son élu.

On comprend l'attachement de quelques-uns à la V^e République : c'est l'œuvre du père. Mais le père, s'il était encore là, ne remettrait-il pas son ouvrage sur le chantier ?

Le président de la République est élu au suffrage universel direct. On est en droit de se demander si un tel mode d'élection n'est pas à la démocratie ce que la cour d'assises est à la justice. Mais comme on ne reviendra pas là-dessus, force est de s'accommoder de la situation.

L'instauration d'un véritable régime présidentiel s'impose comme la conséquence de l'élection au suffrage universel direct : le gouvernement est alors responsable devant lui, expression de la volonté nationale. Le Parlement vote les lois et la plus importante d'entre elles, la loi de finances. Il n'y a pas de premier ministre.

On oppose à ce système qu'il risque d'entraîner des conflits entre l'exécutif et le législatif. Sans doute. Il y aura obligation de débattre, de négocier : l'intérêt général s'en portera mieux. Et celui qui détient en fait le pouvoir assumera la responsabilité qui découle de l'exercice de celui-ci.

Il faut séparer les mandats électifs locaux et nationaux. La décentralisation est une bonne chose, à inscrire à l'actif des socialistes, mais elle doit s'accompagner de l'incompatibilité des mandats électifs locaux et nationaux.

D'une part, l'exercice de fonctions locales exige une présence constante sur le terrain, des connaissances et une pratique. D'autre part, les citoyens, soumis à une mission officielle de six mois, à leur retour, sont plus longtemps absents de leur domicile, de leurs familles, de leurs sénateurs, des caméras de télévision balayant des hémicycles désertés.

Le vote des élus doit être public.

Nul n'est obligé de solliciter un mandat. S'il le fait, il renonce implicitement au secret de ses votes, au nom de la transparence.

La vote publique des élus, y compris lorsqu'il s'agit de désigner des personnes, éviterait des manœuvres, comme on en a vues lors des dernières élections régionales.

Un statut de l'élu est nécessaire.

Il n'est pas convenable que certains élus locaux touchent des indemnités, qui sont des salaires, sans payer l'impôt. Il n'est pas convenable que les parlementaires ne soient imposés que sur les onze vingtièmes de leur rémunération (la différence d'ailleurs des ministres qui sont imposés sur la totalité) : on ne peut décider de l'impôt des autres et se dispenser de payer le sien.

Sans doute convient-il de noter la modestie des indemnités des parlementaires français, comparées à celles des parlementaires américains par exemple. Qu'on les revérifie, qu'on revérifie une indemnité spéciale en fin de mandat, mais que la loi soit la même pour tous.

La fuste administrative française compte trop d'étages : la commune, le district, le département, l'État, l'Europe. Le coût financier est excessif : on mesure les dégâts à considérer la croissance rapide des impôts locaux.

Le département, créé à une époque où les transports publics et individuels étaient peu développés, n'a plus de raison d'être : il faut le supprimer, d'abord par économie, ensuite pour éviter la multiplication des centres de décision, nuisible à une bonne administration.

Il faut instituer un sénat des régions, se substituant au sénat actuel, élu à la proportionnelle. On créerait ainsi une chambre où les minorités seraient représentées, tout en conservant au niveau de l'Assemblée nationale un scrutin majoritaire.

Cette liste de propositions n'est pas exhaustive. Elle montre une direction. Elle témoigne surtout qu'un toilettage de la Constitution ne répond pas aux exigences de la vie moderne. Il faut changer de République.

Michel Durafour est ancien ministre d'État.

Le tabou levé

par André Gauron

De tous les sujets de réforme constitutionnelle proposés par le président de la République, le plus innovant et le plus décisif pour la conduite de l'action gouvernementale est celui qui, jusqu'à présent, a le moins retenu l'attention tant des politiciens que des observateurs : l'extension du domaine de la loi prévu à l'article 34 de la Constitution.

En gardant le texte de 1958, François Goguel est le seul à y avoir vu - et dénoncé - un projet qui consiste à élargir au gouvernement les prérogatives qui sont actuellement les siennes (1). Faut-il s'en inquiéter ou s'en réjouir ?

En touchant à l'article 34, le président ébranle en effet l'un des piliers de la Constitution de 1958, et, même s'il le fait avec une extrême prudence, à propos d'un thème majeur, le budget social de la nation, il enfreint ce qu'il faut appeler un tabou du débat constitutionnel.

Que dit cet article ? Que « la loi est votée par le Parlement », ce qui est banal, mais surtout, il définit la loi comme fixant les « règles » ou les « principes fondamentaux » dans un certain nombre de domaines énumérés de façon limitative - au nombre de 13. En fait, cet article ne vaut que par l'article 37 qui, lui, donne pleine compétence au gouvernement en ce qui concerne « les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ».

C'est ainsi que le Conseil d'État a considéré, il y a quelques années, que l'âge qui ouvre droit à la retraite - bien que son abaissement à soixante ans ait été réalisé par ordonnance votée par le Parlement - ne relevait pas de la loi. Par comparaison, la Constitution de la IV^e République se contentait de définir par la loi (art. 13) et qui en a l'initiative (art. 14) sans autre précision.

Si on ajoute à ces deux articles ceux qui assurent au gouvernement la maîtrise de l'ordre du jour et les procédures de vote contrainzantes, on a l'essentiel du dispositif qui confère à l'exécutif l'intégralité du pouvoir et, dans tous les domaines

autres que ceux prévus par l'article 34, un pouvoir non soumis au contrôle parlementaire, donc souverain. Faut-il s'étonner que la haute administration - investie ou non par l'électorat - y ait trouvé matière à sa toute-puissance avec ce que cela comporte parfois de certitude et d'arrogance.

La construction européenne ne peut qu'accroître les interrogations que suscitent ces articles. Même si le Parlement est à l'avenir mieux informé et peut voter des résolutions, il ne peut intervenir dans le cours de la négociation conduite par le gouvernement ni ensuite amender un texte accepté par les Douze. De plus, tout le champ réglementaire échappe à son contrôle.

Contrairement à une idée très largement admise, les pouvoirs du président de la République, pas plus que son mode d'élection ou la durée du mandat, ne sont en cause. La Constitution donne au président le pouvoir de nommer le premier ministre et les membres du gouvernement, non celui de déterminer ou de conduire la politique de la nation - tâche du gouvernement (art. 20).

Essence absolutiste

La réduction du mandat présidentiel à cinq ans ne changerait strictement rien à ce très large pouvoir de l'exécutif. Au contraire, si elle devait être la seule réforme, en limitant le sort de l'Assemblée à celui du président élu, elle accentuerait même un peu plus, non pas la dérive, mais l'essence absolutiste de la Constitution de la V^e République.

Le résultat auquel aboutirait la seule réduction du mandat à cinq ans serait très différent du système américain, souvent évoqué par ses partisans. Aux États-Unis, le Congrès constitue un véritable pouvoir face au président pouvant bloquer les initiatives de celui-ci, qui peut mettre son veto aux projets du Congrès. Cet équilibre n'est pas parfait, et peut même se traduire par des blocages lorsque le Congrès et le président s'opposent durablement, mais équilibre il y a.

En France, un tel équilibre n'a jamais existé. Tantôt, c'est l'Assemblée qui a trop de pouvoirs, tantôt c'est l'exécutif, au point que le moindre grignotage des pouvoirs de l'exécutif est aussitôt dénoncé comme un retour aux errements de la IV^e République. La recherche d'un équilibre, fût-il imparfait, est pourtant indispensable. Encore faut-il ne pas prendre le chemin inverse et, en voulant renforcer le caractère présidentiel du régime, régresser vers un régime bonapartiste.

On peut juger l'élargissement de l'article 34 insuffisant et plaider pour une inversion entre ce qui devrait être limité - le champ réglementaire - et général - le domaine de la loi - afin de donner au Parlement les moyens d'un contrôle effectif du pouvoir administratif, mais les diverses dispositions proposées pour redonner des pouvoirs au Parlement ont le mérite d'ouvrir le seul débat qui vaille si nous voulons résoudre la crise de la politique.

Ceux qui s'interrogent docilement sur l'utilité de ce débat constitutionnel face à la gravité du chômage seraient plus avisés de se demander comment tant de surpuissance administrative conduit à autant d'impuissance. On ne peut pas éternellement dénoncer la technocratie et ne jamais s'interroger sur la source de ses maux. Si la société civile fait tant d'adeptes depuis quelques années, il doit bien y avoir des raisons plus profondes qu'un effet de mode. Le président de la République a levé un tabou. La réflexion est désormais lancée. Souhaitons que le comité consultatif puis, demain, le Parlement, qui y jouera sa crédibilité, s'en saisissent.

(1) Le Figaro du 2 décembre 1992.

André Gauron, haut fonctionnaire, est ancien conseiller de Pierre Bérégovoy au ministère de l'Économie, des finances et du budget, et membre du CSA.

Immunité légitime

par Alain Vivien

TOUT ce qui paraît porter atteinte à l'égalité suscite l'irritation. Châteaubriant le constatait il y a deux siècles : « L'égalité seule est leur idole. » Mais il ajoutait que « l'égalité et le despotisme ont des liaisons secrètes ».

Prenez garde que le débat actuel sur les immunités parlementaires ne dissimule pas en réalité une régression du droit républicain, et partant, des libertés essentielles.

Qu'est-ce en effet que l'immunité parlementaire ? Le constat qu'une fois élu démocratiquement au suffrage universel un national porte pour la durée du mandat qui lui a été confié, une part intangible de la souveraineté populaire. Et cette souveraineté ne se divise pas, si elle est également partagée par l'ensemble des députés et sénateurs.

A ce titre, aucun élu national ne doit être poursuivi pour les opinions qu'il émet dans le cadre de ses fonctions. Tout comme un magistrat, un procureur ou un avocat lorsqu'ils s'expriment au tribunal. A-t-on jamais entendu quelqu'un proposer de supprimer l'immunité judiciaire ?

S'agissant de la représentation politique de la nation, cette immunité telle qu'elle est conçue par notre Constitution et interprétée par certains légistes paraît déjà bien archaïque et discriminatoire.

L'opinion publique sait-elle, par exemple, qu'un député hors session ou lors de l'hémicycle n'est pas couvert par cette immunité, même si ses propos relèvent bien de la fonction qu'il exerce ? L'opinion sait-elle qu'une interprétation hasardeuse du Conseil constitutionnel ne confère

plus d'immunité à un parlementaire s'exprimant dans le cadre précis d'une mission officielle de six mois, à lui confiée par l'exécutif ? Sur ce plan, les députés et sénateurs nationaux sont infiniment moins respectés que leurs homologues du Parlement européen dont l'immunité est permanente pendant la durée de leur mandat, sans session aussi bien que pendant les sessions.

Du fond d'une maison centrale

Députés et sénateurs français peuvent être poursuivis en justice (et certains l'ont été) pour avoir simplement émis, dans le cadre de leurs fonctions, des opinions qui, si elles avaient été énoncées par des magistrats devant un tribunal, paraîtraient aller d'elles-mêmes et n'être que des moyens indispensables à la recherche de la vérité.

Mais l'opinion publique est focalisée actuellement sur tout autre chose : les délits et les crimes susceptibles d'être imputés à des parlementaires bénéficiant d'une immunité qu'il ne différencie pas le pénal du politique. Comment ne pas partager l'indignation générale devant une extension aussi ancienne que scandaleuse du droit républicain ?

Mais, dit-on, si le parlementaire qui commet une faute ou un crime, comment pourra-t-il s'exprimer au plan législatif ? Certainement pas du fond d'une maison centrale.

Une solution existe. Une loi organique a institué la fonction de suppléant, avec le titulaire qu'il remplace en cas de décès ou lorsque ce dernier scode au gouvernement. Il suffirait de prévoir dans le cadre de la prochaine révision constitutionnelle, qu'en cas de condamnation pénale grave, le parlementaire serait déchu de son mandat et remplacé immédiatement par son suppléant.

Nous éviterions ainsi des débats confus qui mettent en cause une immunité politique parfaitement légitime, indispensable à l'expression libre du suffrage universel et inscrite dans le droit constitutionnel de la quasi-totalité des nations démocratiques.

Serait également évité l'auto-censure de droit ou de fait d'un mandat national, puisqu'un condamné succéderait immédiatement le remplaçant élu avec lui.

Un terme définitif serait mis à ce scandale qui déshonore la fonction parlementaire lorsqu'un élu en fuite se refuse à démissionner de son mandat et continue, contre le règlement de son Assemblée, à percevoir bénévolement traitement et indemnités.

Si limitée dans son principe (et menacée d'une réduction sensible au cas probable où un ministre sortant de charge pourrait récupérer le siège qu'il a dû quitter), la fonction de suppléant trouverait là une raison forte de subsister et un regain certain d'intérêt.

Alain Vivien est ancien ministre.

François Mitterrand

« Un combat honorable à mener contre soi-même »

par Ali Magoudi

EN cet après-midi cossu de septembre 1992, huit jours après l'intervention qu'il vient de subir pour un cancer de la prostate, François Mitterrand a quelques journalistes avides de connaître ses derniers sentiments : « Après tout, c'est un combat honorable à mener contre soi-même ».

L'énigme que le sphinx présidentiel propose à la sagacité des électeurs et des exécutés politiques ne saute alors aucun commentateur. Le propos mérite pourtant une réflexion rétrospective tant il révèle le fonctionnement de notre mythologie contemporaine et les enjeux de vie et de mort véhiculés par la ratification du traité de Maastricht. C'est-à-dire, même que le président escamote depuis le début de la campagne électorale.

Retour sur la barrière de sentiments qui sépare les partisans du « oui » et les tenants du « non » au référendum. Éclairage sur la nature mystérieuse de leur objet passionnel : la France, un instant brouillée par l'annonce de la mort potentielle du chef de l'État.

Les « hautes parties contractantes ». Leurs Majestés, reines, rois, grand-duc et présidents, représentants respectifs du pouvoir souverain des douze pays de la Communauté, expriment très clairement, dans le préambule du traité, leur désir d'instaurer dans un « cadre institutionnel unique », une monnaie, une citoyenneté, une politique étrangère et de sécurité uniques.

Bénévolement, elles proposent la création de nouvelles fictions d'État sans préciser l'audacieuse première qu'aujourd'hui personne ne possède la légitimité nécessaire pour dire : « Moi qui vous parle, j'invoque l'Éternel et je peux exiger la vie de tout un chacun pour en défendre la pérennité. » Ou plus prosaïquement les intérêts. Rien de plus naturel donc, pour les tenants du « non », que de jouer l'argument du registre de la terreur. Celle qui se déclenche automatiquement à l'évocation de la disparition de l'entité nationale qui fonde la vie des citoyens.

Replaçons l'« honorable combat » dans le contexte politique du moment. De quel corps s'agit-il ? Cette voix capée par la myriade de

micros ? Du corps naturel, soumis à tous les aléas de l'âge et de la maladie ? Ou du corps politique, immortel par définition ? Si tous les présidents, incarnant de manière exceptionnelle ces deux registres, l'un dévoué aux populations d'en bas, l'autre réservé à l'espace divin, force est de constater que cette dualité, opérante en terre laïque depuis les deux natures du Christ ont perdu leur prérogative d'État, est particulièrement féconde dans la biographie quotidienne de François Mitterrand.

Le corps politique éternel

La dualité ressort, par exemple, de la vive querelle qui saisit ses propres médias. Les premiers détiennent, dans une hâte extrême, la réalité du corps naturel pour autoriser l'expédition du corps politique au sommet franco-africain d'Abidjan. Les seconds calment le jeu des représentations en imposant une convalescence standard à l'État suprême de la République. Elle donne à la première interview télévisée qui annonce le rétablissement présidentiel un sentiment d'irréalité. L'homme expédie le problème de sa santé d'un revers de main : « ma convalescence est terminée », tout en le menaçant (quand même) : « du moins je l'espère ».

Le président s'attarde, lui, avec complaisance sur les règles intemporelles du jeu politique et détaille avec gourmandise sa chronique d'une réforme de la Constitution, supposée lui survivre.

La même dualité éclaircit la nature des grands travaux (dont la liste n'est jamais close malgré les communications annonçant le « dernier grand chantier du président ») qui transforment certains quartiers de Paris, 20 heures passées, en un mausolée au regard duquel la nécropole des Pharaons, aise en la vallée des Rois de l'Antiquité Thébes, ressemble à un parc d'attractions.

C'est encore cette dualité qui entraîne l'homme à entreprendre sa première visite d'État post-chirurgicale à Jérusalem, éternel épiscopat politique des secousses telluriques qui ébranlent régulièrement le monde. Si la tournée en Terre sainte

est prévue de longue date, les circonstances actuelles lui donnent un éclat particulier. François Mitterrand, pètri de lecture biblique, frotté d'Histoire, a compris, mieux que quiconque peut-être dans le personnel politique, la Guerre et paix moyen-oriental.

Il n'aurait sûrement pas convoqué une conférence, à Madrid, du mercredi 30 octobre au dimanche 2 novembre 1991, période retenue par l'administration des États-Unis pour réunir les parties adverses autour d'une même table, ignorant délibérément les causes primitives de la haine de l'autre. En effet, si tous les adversaires, Israéliens (juifs par essence) et Arabes (musulmans par essence), ainsi que leurs parents américains (chrétiens en substance) avaient été de stricts observants religieux, les séances de négociation n'auraient pu se tenir trois jours durant : les vendredi, samedi, dimanche. Chacun de ces jours sacrés étant successivement chômés par l'un des trois groupes qui se partagent la mise sous tutelle dogmatique du monde monothéiste. Il aurait tenu compte, lui, de ces stigmates temporels qui font ressortir l'impossible et nécessaire coexistence de pratiques concurrentes. Celles qui font naître et mourir des corrélationnaires, chacune à leur manière. Seulement voilà, le temps presse. Le sabbat a été repoussé, mais le président Mitterrand ignore le délai qui lui est octroyé pour pacifier ces vérités irréconciliables.

Je m'aperçois que je n'ai toujours pas répondu à la question : qui parle dans la cour de l'hôpital Cochin ? Gageons que le corps mortel avait troqué sa célèbre plaisanterie : « Je suis sûr que je vais mourir mais je n'y crois pas » contre cet « honorable combat » annonçant les efforts (surhumains ?) que son corps naturel allait encore devoir assumer pour faire vivre sa fiction de corps politique éternel.

Ali Magoudi est psychanalyste. Il est l'auteur de *Quand l'homme civilise le temps*, (La Découverte).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescarrou, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppet
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amis
Thierry Frenay
Philippe Hariman
Jacques-François Simon

Olivier Verzet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonfils-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fassin (1985-1991)

REDACTION ET SECRÉTARIAT :
11, RUE PALOUBINE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE MURBET-SEVIGNY
94092 NRY-OUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

La guerre civile en Bosnie

MM. Vance et Owen s'inquiètent d'une contre-offensive musulmane à Sarajevo

GENÈVE

de notre correspondant

La rumeur d'une contre-offensive musulmane à Sarajevo se faisait de plus en plus insistante lundi 28 décembre à Genève, où des pourparlers se poursuivaient, en tête à tête ou dans les couloirs des grands hôtels et du Palais des Nations. Selon le porte-parole de la conférence de Genève sur l'ex-Yugoslavie, rapportant les propos des deux coprésidents, Cyrus Vance et David Owen, les forces musulmanes bosniaques ont procédé ces derniers jours à un « renforcement très significatif » de leurs positions proches de la capitale bosniaque et pourraient tenter de dégager Sarajevo assiégée par les forces serbes.

MM. Vance et Owen, s'appuyant sur les informations que leur a transmises le chef des forces de l'ONU en Bosnie, le général Philippe Morillon, ont fait état de leurs craintes d'une escalade du conflit, notamment auprès du président izétbegovic, en lui demandant de préserver les chances de la négociation.

Il a été question, d'autre part, lors des différents entretiens de lundi à Genève, du nouveau rapport remis par M. Boutros-Ghali au Conseil de sécurité de l'ONU et dans lequel il recommande le déploiement de 10 000 « casques bleus » supplémentaires aux frontières de la Bosnie, tout en se montrant sceptique sur la mise en œuvre de cette proposition. Le secrétaire général souligne lui-même la « complexité » d'une telle opération, qui viserait à empêcher l'infiltration de combattants et de matériel militaire en Bosnie – ainsi que son coût en argent et en hommes.

Il a été question aussi du découpage territorial de la Bosnie-Herzégovine sur cartes, dont avaient discuté la veille au Palais des Nations leaders croates et musulmans, qui n'a jusqu'à présent été jugé réaliste par personne et a eu pour effet d'irriter les Serbes bosniaques opposés à ce qu'ils appellent la coalition croato-

to-islamique. C'est dans une atmosphère lourde que M. Boutros-Ghali s'est entretenu successivement avec M. Dobrica Cosic, président de la République yougoslave, avec le président croate Franjo Tudjman et enfin avec le président bosniaque Alija Izetbegovic, s'efforçant de convaincre chacun de la nécessité absolue d'une paix négociée. Trouver des points, sinon un terrain d'entente, constituerait une étape indispensable avant le sommet de la dernière chance, qui doit réunir, le 2 janvier à Genève, les présidents des trois parties au conflit avec le secrétaire général de l'ONU. M. Boutros-Ghali a qualifié ses entretiens de lundi de « très constructifs » et de nature « à renforcer la dynamique de la paix ».

Toutefois, M. Fred Eckhard, porte-parole de la conférence, qui, la veille, avait fait état de « progrès », déclarait lundi : « On a fait deux pas en avant et un pas en arrière. » Avant le 2 janvier, Washington met en garde la Serbie contre toute action au Kosovo. Le département d'État a exprimé lundi 28 décembre sa « profonde préoccupation » quant à la situation au Kosovo et a indiqué que les États-Unis considéreraient « très sérieusement » toute action serbe visant à déstabiliser cette région à majorité albanaise.

M. Boutros-Ghali se rendra à Sarajevo le 31 décembre après avoir rencontré la veille M. Roland Dumas. Celui-ci doit également rencontrer mercredi à Genève, le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev.

ISABELLE VICHNIAC

Les derniers jours de la Tchécoslovaquie

Suite de la première page

L'un des thèmes de la campagne de M. Klaus était même une « fédération rationnelle et efficace », tandis que M. Meciar vantait aux Slovaques les mérites de la « souveraineté et de l'émancipation » au sein d'une confédération, sans jamais lui parler d'indépendance. Mis au pied du mur par M. Klaus dès le lendemain des élections, M. Meciar n'est d'autre choix que de négocier la partition. Six mois plus tard, Tchèques et Slovaques se retrouvent effectivement séparés, avec une drôle d'impression, celle de ne pas avoir eu leur mot à dire. M. Klaus n'a pas voulu donner suite à la proposition d'un référendum, formulée avec insistance par le président Vaclav Havel, quant aux Slovaques, il était prévu qu'ils se prononceraient avant la fin de l'année sur le choix entre « l'indépendance et confédération », puis, ce choix étant de facto dépassé, les deux peuples de partition : mais en décembre, à Bratislava, plus personne ne parlait de référendum. Une telle consultation « est désormais sans objet puisque de toute façon la partie tchèque a décidé de se séparer de nous », nous a fait valoir le président du Parlement slovaque, M. Gasparovic, un proche de M. Meciar. Ce n'aurait été qu'un problème financier et matériel de plus.

Les Slovaques étaient largement majoritaires. « C'était une construction purement politique, relève l'historien Dusan Trestik. La Tchécoslovaquie, pratiquement, c'était la nation tchèque. A présent, nous qui étions tchécoslovaques, nous devons devenir tchèques, mais dans quel sens ? Si c'est dans le sens nationaliste du dix-neuvième siècle, ce n'est pas très intéressant. »

L'un de ceux qui ressentent le problème le plus douloureusement est M. Petr Pithart, ancien ministre de 1990 à 1992. « Pour la première fois en plus de mille ans, dit-il, les Tchèques ne votent plus dans un État multinational. Pour moi, l'identité tchèque est inséparable sans sept cents ans d'histoire avec les Allemands, elle est inséparable sans les Juifs, sans les Ruthènes... La guerre nous a débarrassés des Allemands, nous avons perdu les Juifs dans l'Holocauste, nous avons abandonné la Ruthénie à Staline sans pouvoir réagir et maintenant, en trois ans, nous déposons les armes devant les Slovaques. » M. Petr Pithart crie à « la trahison de l'Europe centrale ».



« Oui, nous pouvons maintenant crier « enfin seuls ». Mais pour ce qui me concerne, c'est avec beaucoup d'amertume et de tristesse. » Pourtant, ce que M. Pithart et ses amis dénoncent comme un cruel manque d'ambition – « on renonce à jouer un rôle en Europe centrale », accusent-ils – correspond en fait aux aspirations de nombreux Tchèques, épuisés par deux ans de tergiversations avec les Slovaques. « Les Tchèques veulent leur petit État bien organisé, note un diplomate européen à Prague. Ils sont prêts. La nostalgie viendra éventuellement après, quand ils seront seuls. » Les Tchèques, résume l'historien Trestik, « veulent être une nation avec des standards européens, ni plus ni moins ». Pour l'heure, la nouvelle République tchèque naît surtout comme la

« continuation de la Tchécoslovaquie. Témoin l'épisode du drapeau, qui pourrait sembler futile si l'on ne savait, ici, le poids des symboles : les députés fédéraux avaient décidé en novembre que ni la Bohême ni la Slovaquie ne reprendraient le drapeau tricolore tchécoslovaque. Les Slovaques ayant déjà le leur, s'engagea alors en République tchèque un long débat sur le drapeau tchèque : difficile de reprendre l'ancien, qui, rouge et blanc, risquait d'être confondu avec le polonais. »

Certains proposent de modifier légèrement le drapeau tchécoslovaque, par exemple en éliminant la composante bleue. « Pas besoin d'être artiste pour comprendre que cela équivaudrait à se rabaisser, s'écrie le quotidien Mlada Fronta. Une adaptation « cosmétique » serait une lâcheté. Cet État déjà humilié deux fois (en 1938 à Munich et en 1968, NDLR) finit en banqueroute. »

Les deux Vaclav

On trouve à Prague deux Vaclav : celui qui a osé imposer la seule solution qu'envisageaient réellement les Tchèques : faire fi de la loi fédérale votée précédemment et adopter le drapeau tchécoslovaque, ce que fit le Parlement tchèque, à l'unanimité, le 17 décembre. La candidature de M. Vaclav Havel,

ex-président tchécoslovaque, à la présidence du nouvel État relève au peu de la même démarche de continuité. Décidé après moult atermoiements, et psychologiquement rassurant pour les Tchèques, la candidature de M. Havel – qui a toutes les chances d'être élu par le Parlement tchèque à la mi-janvier – ouvre la voie à une autre spécificité de la politique tchèque : le tandem Klaus-Havel, dont les relations alimentent beaucoup les conversations à Prague. Destabilisé par l'éclatement de la Tchécoslovaquie, auquel il avait aveuglément tenté de s'opposer jusqu'au dernier moment, M. Havel a connu un passage à vide ces derniers mois. Sa décision de se porter candidat sans avoir pu imposer à M. Klaus sa conception d'une présidence forte a conduit bon nombre de ses compatriotes à conclure que l'envie de retourner au Château de Prague était décidément la plus forte...

La réalité est sans doute plus complexe. « C'est vrai, Havel se plait bien dans la politique et dans le pouvoir, dit un de ses proches amis. Peut-être a-t-il un peu trop le sens d'une mission, mais il a aussi celui du devoir, et d'est un homme qui doute, qui se pose des questions. Il a une vision de la société, exactement ce qui manque à Klaus, pour qui la société n'est rien de plus qu'une économie qui fonctionne. » Les interrogations sur les relations des deux Vaclav ont redoublé après la diffusion, à la télévision, il y a quelques semaines, d'une émission au cours de laquelle M. Klaus s'est livré, en présence d'un Vaclav Havel étonnamment neutre, à une critique féroce des intellectuels tchèques, à l'entendre, ne se sentant pas remis de la perte de l'âge d'or qu'ils ont connu sous le communisme.

Pour les optimistes, M. Klaus et M. Havel se complètent, le premier faisant « un complexe d'infériorité » par rapport au second, et le second ayant peur de l'extraordinaire assurance du premier. Chacun dans son domaine, les deux hommes auront en tout cas fort à faire, car, même si les auspices paraissent a priori plus favorables à la République tchèque qu'à la Slovaquie, les difficultés ne seront pas en reste. Une crise politique menace déjà, avant même l'indépendance, avec la décision à prendre sur le sort des 174 députés fédéraux : leur intégration au Parlement tchèque peut bouleverser l'équilibre des forces et de nouvelles élections pourraient être inévitables.

D'autres problèmes peuvent venir de la question morale ou des rapports avec l'Allemagne, très présente : ils viendront, à coup sûr, de l'économie. La trentaine d'accords « exemplaires » conclus avec la Slovaquie pour régler la partition seront-ils respectés ? « Tout dépend de la volonté politique », admet le ministre tchèque des affaires étrangères. Nous avons conclu une union douanière, cela implique que nous coordonnions nos politiques. Nous avons, dans un premier temps, une monnaie commune, cela implique que nous nous tenions au même déficit budgétaire. Cela vaut pour des milliers de choses. » On attend en vain les paroles, diplomatiques, certes, mais encourageantes, d'usage. « Je ne suis pas optimiste, lâche M. Zelenka. Tout dépend de la dynamique. Il y a beaucoup de différences entre nos deux pays. Notre environnement géopolitique est différent, les Slovaques ont un ensemble de voisins, nous en avons un autre... » Une façon de dire que, aux yeux des Tchèques, la Slovaquie est déjà un pays étranger.

SYLVIE KAUFFMANN

Inventaire avant partition

La partition de la Tchécoslovaquie n'a épargné aucune institution fédérale. La quasi-totalité des biens matériels, avoirs et dettes de ces organismes dépendant de l'administration d'État ou d'entreprises publiques fédérales ont été répartis selon deux règles définies par la loi constitutionnelle du 13 novembre 1992.

Les propriétés immobilières et le mobilier affecté ont été répartis selon le principe de territorialité : ce qui se trouve dans une des deux Républiques fédérées y

reste. Pour le reste, des commissions de répartition, créées dans chaque ministère et organisation, ont appliqué la règle de « deux pour un », correspondant au rapport des populations tchèque (10,8 millions) et slovaque (5,3 millions). Ce rapport a été choisi au détriment de celui des contributions au PNB (2,23 contre 1 en faveur de Prague). C'est, en revanche, ce dernier rapport qu'on choisit le FMI et la Banque mondiale pour le partage des quotas entre République tchèque et Slovaquie.

Lorsque ces deux règles se sont révélées inacceptables pour l'une des deux parties, les biens ont été divisés en vertu d'accords particuliers. Une commission bilatérale présidée par les ministres des finances veillera au processus de partage au-delà du 1^{er} janvier 1993. Les désaccords concernant particulièrement le partage de la réserve en or (105 tonnes), des dettes et surtout des avoirs auprès de pays arabes, du tiers-monde et de l'ex-URSS (5 milliards de dollars).

PRAGUE

de notre correspondant

● Armée. – Son partage fut sûrement le plus simple : dès le printemps 1991 fut lancée une importante réaffectation de l'armée, visant à renforcer la défense de la Slovaquie, négligée au sein du pacte de Varsovie. Les corps de l'armée de terre n'ont eu qu'à accélérer leur déménagement dans les casernes abandonnées l'année précédente par les Soviétiques en Slovaquie. Des chaussures aux chars d'assaut, tout le matériel a été divisé selon le rapport de 2 à 1, y compris l'armement qui devait être détruit en vertu du traité sur le désarmement conventionnel en Europe du 19 novembre 1991. Les consignes d'une République servent dans leur République d'origine depuis le 1^{er} octobre 1992. Les ministres de carrière ont été invités à choisir l'armée dans laquelle ils souhaitent servir après le 1^{er} janvier, certains choisissant l'armée de l'autre pays, essentiellement pour des raisons familiales.

● Affaires étrangères. – Ce fut une affaire très délicate. La règle du 2 à 1 a été respectée partout où cela a été possible, y compris pour les appartements des diplomates, après estimations. Des « compensations » ont été effectuées au sein de trois zones d'importance : ainsi en

France, la République tchèque conserve l'ambassade et le consulat actuels, la Slovaquie prenant possession de la représentation commerciale. En revanche à Rome, c'est la Slovaquie qui garde l'Ambassade.

La Tchécoslovaquie président cette année la CSCE, Prague a cédé à la Slovaquie la place au sein du comité directeur. À l'inverse, Bratislava laisse à la République tchèque le siège au Conseil de sécurité de l'ONU qui devait revenir en 1994 à la Tchécoslovaquie. Reste à régler le sort des archives que Prague ne souhaiterait pas voir divisées, mais aucun des deux pays n'a les moyens de s'en faire une copie intégrale.

● Intérieur. – Autre domaine délicat. Le processus de division ayant commencé dès 1990, la plupart des organes de police dépendaient des gouvernements nationaux, à l'exception des polices criminelle, antiterroriste et antidrogue, ainsi que les services secrets. Tous ont été maintenant partagés, des ordinateurs aux voitures, mais il y a aussi les archives posent problème, en particulier celle de l'ex-police politique. La solution n'a pas encore été trouvée. Quelques dizaines de délinquants slovaques emprisonnés en Bohême-Moravie seront échangés contre des prisonniers tchèques en Slovaquie...

● Patrimoine historique. – Le problème fut soulevé par Bratislava. Certaines collections de

meubles et de tableaux se trouvent à l'origine en Slovaquie ont été démembrées dans des musées en pays tchèque, en particulier des collections du Musée juif de Prague. Des conservateurs slovaques cherchent les œuvres disparues en comparant des photos d'intérieurs de châteaux ou d'églises slovaques avec les catalogues des musées tchèques. Ainsi, Bratislava réclame des œuvres installées au château de Prague ou dans la résidence présidentielle de Lany, que le président Masaryk (1918-1935) avait transférées de sa résidence d'été de Topolcany, en Slovaquie centrale.

● Transports. – La division de la compagnie des chemins de fer tchécoslovaque selon le rapport 2 à 1 va poser des problèmes : les responsables pragois n'ont pas tenu compte de la densité du réseau dans chaque République, trois fois plus importante en République tchèque. Ainsi, certains trains de voyageurs y seront beaucoup plus courts et les passagers plus souvent debout... Pour différencier les quelque cent mille wagons répartis entre les deux futures sociétés tchèque et slovaque, chaque matériel roulant s'est vu coller un tracé à la craie un grand « C » ou un grand « S ». Par contre, la compagnie aérienne tchécoslovaque CSA, société anonyme depuis 1991 dans laquelle le Fonds de propriété

nationale tchèque détient la majorité des parts, ne sera pas divisée et aucun appareil ne sera transféré à la compagnie slovaque, Slov-Air. En contrepartie, une participation au capital doit être proposée au gouvernement slovaque à hauteur de 1 % à 5 %.

● Associations. – Les fédérations sportives se scindent lors de leurs réunions annuelles : les clubs de football, qui achèvent au printemps 1993 le dernier championnat fédéral, participeront en 1994 aux coupes européennes au titre de la République tchèque et de la Slovaquie. En revanche, chaque République depuis leur démocratisation en 1990, doit conserver pour l'instant un conseil tchéco-slovaque à la tête de la Confédération.

● Médias. – La division des médias du service public, la télévision, la radio et l'agence de presse CSTK a été un des sujets délicats. Les stations fédérales de télévision et de radio cessent d'émettre le 1^{er} janvier pour se transformer en deuxième chaîne des télévisions nationales qui existent depuis de nombreuses années. La CSTK a disparu début décembre, laissant la place à l'agence de presse de la République slovaque TASR et à l'agence de presse tchèque CTK.

MARTIN PLUCHTA

Le tabou levé

à mener contre S

AFRIQUE

Ethiopie : les mille plaies de l'empire

En accordant aux « nationalités » le droit à l'autodétermination
le nouveau pouvoir a laissé s'accroître les rivalités ethniques

ADDIS-ABEBA

de notre envoyée spéciale

« C'est vrai que le gros des combats a cessé, mais les exactions et les meurtres de « non Oromos » continuent : loin des grandes routes, loin des troupes gouvernementales, et presque toujours pendant la nuit », vitupère un vieux missionnaire, qui est lui-même resté bloqué dans sa paroisse du sud de l'Éthiopie de la fin 1991 jusqu'à mai dernier.

Le sud, mais aussi l'est (notamment l'Ogaden, proche de la frontière somalienne) et l'ouest (en particulier le Wollega, proche de la frontière soudanaise) restent, en cette fin 1992, des régions à hauts risques. L'Éthiopie de l'après-Mengistu, qui a vu la victoire des rebelles nordistes du Tigré et de l'Erythrée en 1991, se découvre mille plaies béantes. Celles d'un empire de près de 52 millions d'habitants, dont plus personne ne semble vraiment tenir les rênes (le Monde date 13-14 décembre).

Le droit théorique à l'autodétermination, accordé aux « nationalités » éthiopiennes par les anciens maquisards du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), aujourd'hui au pouvoir à Addis-Abeba, a ravivé les revendications ethniques, suscitant des désordres sanglants en province, alors que le pouvoir central n'est pas assez solide pour contrôler le mécanisme qu'il a lui-même lancé.

Les nouveaux maîtres tigréens seraient-ils des « rêveurs », comme l'affirme, avec une indulgence un peu méprisante, ce comptable d'une modeste société privée de la capitale ? Ou faut-il les considérer comme une « bande d'apprentis sorciers » dont les « manières de faire menacent l'unité nationale et la société tout entière », comme le dit plus crûment un universitaire inquiet des coups de boutoir infligés à la communauté amhara, hier toute puissante et désormais montrée du doigt ?

Confirmer leur volonté de donner la « priorité à l'éthiopie », les anciens marxistes tigréens, publiquement appuyés par les Américains, prônent la mise en place d'un système « décentralisé et fédéraliste ». Mais l'Éthiopie n'est pas la Nigéria. Dans un pays à peine sorti de l'ère féodale, selon les estimations de l'UNICEF (1), seulement 11 % de l'immense majorité paysanne ont accès à l'eau potable et où le revenu moyen par tête d'habitant ne dépasse pas les 120 dollars par an (environ 600 francs), il y a loin du rêve fédéraliste à la réalité.

Des « mouvements de résistance spontanés »

Le réveil des tribus oromos, qui représentent plus de 50 % de la population éthiopienne, a causé la mort de « plusieurs centaines » de personnes sur tout le territoire en l'espace de quelques mois. La défile des maquisards du Front de libération oromo (FLO), dont quelque 10 000 partisans seraient toujours détenus dans des camps de « rééducation », n'a pas calmé la tension. A en croire le secrétaire général du FLO, M. Lencho Letta, des « mouvements de résistance spontanés persisteraient dans les provinces de Bale, du Wollega, du Harar et du Choa ».

Cette situation est d'autant plus préoccupante que la majeure partie des régions oromiques tiennent lieu, bon an mal an, de grenier agricole pour le pays. En 1991-1992, près des deux tiers de la récolte de café — principale source de devises de l'Éthiopie — avaient quitté le pays par des pistes illégales. Qu'en sera-t-il en 1993 ? Le retour (ou non) de la production de café dans les circuits officiels sera tout aussi importante pour les caisses de l'État que pour sa crédibilité. En attendant, et malgré les bonnes intentions affichées au départ par les autorités tigréennes, la boîte de Pandore des nationalités n'a sans doute pas fini de susciter des troubles.

Ainsi, l'indépendance de l'Erythrée, que beaucoup à Addis-Abeba, et plus encore à Asmara, considéraient comme acquise, risque de rouvrir les cicatrices affreuses. Présente en Éthiopie, à Djibouti, et sur toute la côte des Danakil, cette tribu de nomades et de contrebandiers, chère à Henri de Monfreid, a toujours eu la lance et la gachette faciles. « Pour eux, le frère qu'on frappe là-bas, c'est comme le frère qu'on frappe ici. La moindre maladresse peut mettre le feu aux poudres », assure un observateur. Très

attentifs à ce qui se passe chez leurs « frères » de Djibouti ou d'Erythrée, les Afars d'Éthiopie ont choisi, contrairement à leurs compatriotes oromos, de participer aux élections régionales de juin dernier.

Malgré « quelques litiges » entre le Front de libération afar (FLA), dirigé par le sultan Ali Miri, et le mouvement gouvernemental basé Union démocratique afar (UDA), un compromis a finalement été trouvé : dans 19 circonscriptions sur 22, les électeurs ont pu voter, le résultat final donnant au FLA une confortable majorité de 38 sièges sur 66 au sein du Conseil régional. Minoritaire en Éthiopie, la communauté afar dispose aussi d'un poste de ministre (celui des fermes d'État) et de trois députés au Parlement d'Addis-Abeba.

Les quatorze nouvelles régions instituées par le gouvernement central ne peuvent pas toutes en dire autant. L'urgence de pseudo-partis inféodés aux autorités tigréennes et la manipulation parfois grossière du scrutin ont refroidi l'enthousiasme (pourant mitigé) de la plupart des diplomates occidentaux. Les plus indulgents parlent « d'erreur de parcours », les autres dénoncent ces « signes inquiétants » qui, s'ils se confirmaient, plongeraient le pays « dans la catastrophe ».

Américains et Européens ne cachent pas leur préoccupation en matière de respect des droits de l'homme. Entre 2 000 et 3 000 dignitaires de l'ancien régime, arrêtés au lendemain de la « libération d'Addis-Abeba » par les guérilleros nordistes, sont toujours détenus, dans l'attente d'un procès. Quant au comité chargé de rédiger une nouvelle Constitution éthiopienne, il semble, dans sa composition, faire une place bien maigre aux esprits critiques. « Les autorités n'ont pas l'intention, apparemment, d'associer les Amharas ou les Oromos », regrette-t-on en coulisses.

« Ce n'est pas l'île Maurice ! »

L'intérêt, souvent passionné, dont font montre ici les observateurs étrangers quant à l'évolution politique de l'Éthiopie semble loin d'être partagé dans les capitales occidentales. La majeure partie des appuis financiers accordés à Addis-Abeba relève de l'aide humanitaire. Comme au moment de la grande famine des années 80, l'État bailleur de fonds, la CEE aura fourni en trois ans (de 1990 à 1992) plus d'un million de tonnes de vivres aux populations éthiopiennes. Au total, depuis 1975, les engagements de la CEE dépassent 1,5 milliard d'eus (10,5 milliards de francs) — dont 30 % en aide humanitaire.

Ce pourcentage en dit long sur la profonde misère qui continue de régner dans l'immense empire du Négus. Dans ce contexte d'arrivisme, l'aide au « développement » consiste, bien souvent, à parer au plus pressé : construction de puits, envoi de médicaments, de camions, de pièces détachées pour la petite industrie, etc. Les États-Unis, qui, pendant des années, ont nourri, via le Soudan, les guérillas de l'Erythrée et du Tigré, ont renforcé massivement leur programme d'aide. En un an, 49 millions de dollars ont été engagés par Washington — « soit notre deuxième programme sur le continent, après l'Afrique du Sud », soulignent les responsables de l'USAID en poste à Addis-Abeba. Quant à l'UNICEF, son programme d'aide à l'Éthiopie est le troisième en importance — après l'Inde et le Bangladesh.

Les investisseurs privés semblent en revanche très réticents. Ni la dévaluation du birr (la monnaie locale, passée de 2 à 4,95 pour un dollar, au 1^{er} octobre dernier) ni les professions de foi du régime en matière de libéralisation n'ont encore réussi à ce jour à séduire les hommes d'affaires étrangers. « L'Éthiopie, ce n'est pas l'île Maurice ! Le pays n'est pas prêt à l'économie de marché. Et il l'est d'autant moins que l'administration reste aux mains des mêmes fonctionnaires, élites à l'école de la politique étatique », estime le chercheur français Jacques Bureau.

Dans les rues d'Addis-Abeba où dambulent les éternelles élégances, drapées de la traditionnelle « shamma » (long voile de coton blanc), les circuits de chaussettes et les petits marchands, le nombre de taxis collectifs (des breacks repeints en bleu et blanc, généralement bons) a pratiquement doublé. « Pour se faire de l'argent, le mieux, c'est le petit commerce ou la publication de

journaux », affirme-t-on souvent. La presse indépendante — écrite en amharique, en tigrina, ou, plus rarement, en oromo — n'en finit pas d'éclore.

La toute nouvelle liberté — de s'exprimer, de critiquer, de parler aux étrangers sans craindre les mouchards et les rafles de l'armée — serait-elle menacée, comme l'affirment les esprits grincheux ? « En 1974 et 1975, juste avant la terreur, Mengistu, lui aussi, avait autorisé ces libertés. La différence avec aujourd'hui, c'est qu'il existait de vrais partis politiques et non ces regroupements tribaux qui nous sont imposés aujourd'hui », souligne un enseignant. Le spectre de la terreur ? Personne, apparemment, n'en a cure pour l'instant.

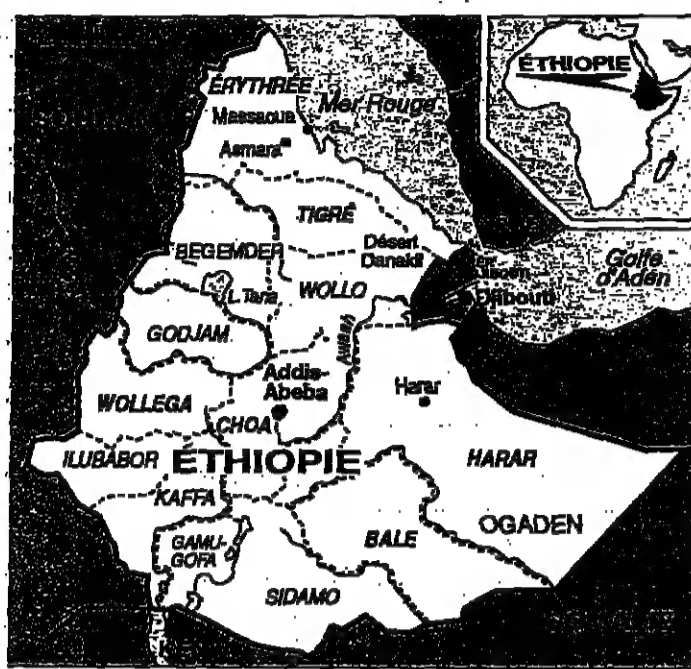
« En ce mois de Maskarem (fête religieuse), toutes les fleurs se sont ouvertes : chante la jeune Héloïse, du haut de ses quinze ans, avec qu'on croyait invincibles ont été battus par les va-nu-pieds. Merci à la vie, merci à Dieu de nous avoir permis de voir ça ! » Outre sa voix superbe, la nouvelle coqueluche

d'Addis-Abeba a l'insigne mérite de rompre avec la tradition des « maladies d'amour » — genre obligé sous la chape de la dictature. « A l'époque de Mengistu, tout était censuré. Dans chaque cassette de musique, on était forcé de placer deux ou trois chants révolutionnaires », rappelle le producteur Ali Kaifa. Ces temps-là aussi ont changé.

« C'est un don de Dieu, cette terre où nous vivons. Pourquoi sommes-nous en train de la détruire ? La famine, la guerre et tous ses ravages, c'est des fléaux trop lourds pour la corne de l'Afrique ! », scandent la jeune Éthiopienne. Dans les camps de fortune, installés aux frontières du Soudan, du Kenya et de la Somalie, des centaines de milliers de civils — femmes et enfants pour la plupart — continuent de mourir, loin des caméras, des satellites et des soldats américains.

CATHERINE SIMON

(1) Fonds des Nations unies pour l'enfance



CAMEROUN : après le transfert de prisonniers politiques vers Yaoundé

L'état d'urgence a été levé dans la province du Nord-Ouest

Le président Paul Biya a signé un décret levant, à compter du mardi 29 décembre, l'état d'urgence instauré le 27 octobre dans la province anglophone du Nord-Ouest après les violences ayant marqué la proclamation de sa réélection. Selon un communiqué officiel, cette mesure « marque de l'annonce d'un dialogue constructif entre toutes les forces politiques et constitue une invitation à la réconciliation, par tous, à toutes sortes de violences dans la vie politique ».

Dimanche soir, de nouveaux troubles avaient éclaté à Bamenda, la capitale de la province du Nord-Ouest, après le transfert, par les forces de l'ordre, de 173 prisonniers politiques de la prison de la ville vers celle de Yaoundé, alors que le tribunal de grande instance s'était prononcé deux jours plus tôt pour leur libération conditionnelle. Les militants du Social Democratic Front (SDF, opposition), craignant que leur dirigeant, M. John Fru Ndi — en résidence surveillée, — ne soit lui aussi transféré, avaient dressé des barricades. Les affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont conduit, lundi, à la mort de trois personnes, selon une source officielle. Dans un communiqué rendu public lundi, le SDF s'était élevé contre la « déportation » des prisonniers politiques, et avait demandé « à la population camerounaise de rester en alerte ».

La levée de l'état d'urgence permet, de l'avis des observateurs, d'écarter les relations tendues entre le Cameroun et les États-Unis, qui ont suspendu leur aide. Le gouvernement français avait

exprimé lundi ses vifs regrets à propos de la situation au Cameroun. Confirmant les heurts à Bamenda, après l'arrestation et le transfert dans d'autres régions (...) de plusieurs dizaines de personnes », un porte-parole du ministère français des affaires étrangères a indiqué que « la France regrette vivement cette situation et souhaite que l'esprit de dialogue l'emporte ».

M. Jean-Michel Gaussoit nommé ambassadeur au Togo

M. Jean-Michel Gaussoit a été nommé ambassadeur au Togo, en remplacement de M. Bruno Delage, conseiller à la présidence de la République, chargé des affaires africaines. [Né le 17 octobre 1944, M. Jean-Michel Gaussoit est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'école nationale d'administration. Il a été en poste à Bonn (1974-1978), à La Haye (1978-1980), à Londres (1980-1982), à l'administration centrale et à Belgrade (1984-1987). Il avait été nommé à la mission permanente auprès des Nations unies à New-York en 1987, puis ambassadeur à Quito en septembre 1989.]

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : trois mille Noirs ont été tués en mai de l'année dernière. — Selon un rapport intermédiaire de la commission d'enquête présidée par le juge Richard Goldstone, les différentes formes de violence ont causé la mort de 3 000 personnes dans les communautés noires depuis janvier dernier. La rivalité entre les deux principaux mouvements noirs, le Congrès national africain (ANC) et le parti inkatha, a dominé toute la mission permanente auprès des Nations unies à New-York en 1987, puis ambassadeur à Quito en septembre 1989.]

ANGOLA : une mission de l'OUA a pu rencontrer M. Savimbi. — Une commission de l'Organisation de l'unité africaine, envoyée en Angola, a quitté Luanda, lundi 28 décembre, sans avoir pu s'entretenir avec le dirigeant de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, toujours retranché à Huambo, dans le centre du pays. Dans un entretien publié mardi par le Figaro, M. Savimbi demande l'organisation d'un second tour de l'élection présidentielle et « quel qu'en soit le résultat », la formation d'un gouvernement incluant toutes les forces politiques angolaises.

CORÉE DU SUD : neuf exécutions par pendaison. — Neuf condamnés à mort pour meurtre ont été exécutés par pendaison, mardi 29 décembre, a annoncé le ministère de la justice sud-coréen. Ces exécutions sont les premières de l'année. Neuf personnes avaient

subi ce châtiment l'an passé. — (Reuters.)

CÔTE-D'IVOIRE : l'opposition crée une Union des forces démocratiques. — Quinze partis d'opposition ont annoncé, lundi 28 décembre, à Abidjan, la création d'une Union des forces démocratiques (UFD) pour mener un « combat commun » contre le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI) au pouvoir. Cette union compte notamment des représentants du Parti ivoirien des travailleurs, le Parti socialiste ivoirien, le Parti libéral de Côte-d'Ivoire et le Parti communiste ivoirien. Le principal parti d'opposition, le Front populaire ivoirien, de M. Laurent Gbagbo, n'en fait pas partie. — (AFP.)

INDE : hindous et musulmans mécontents de la décision du gouvernement sur Ayodhya. — Hindous et musulmans ont critiqué, lundi 28 décembre, la décision du gouvernement de M. Narasimha Rao d'acquiescer le site de la mosquée d'Ayodhya, détruite début décembre par des extrémistes hindous, afin d'y construire à la fois une mosquée et un temple (le Monde du 29 décembre). Le parti extrémiste hindou BJP a estimé que cette décision « compliquera encore » la situation. Un imam de New-Delhi a affirmé que la mosquée détruite devait être reconstruite « au même endroit ». — (AFP, UPI.)

ITALIE : baisse de la criminalité. — La criminalité a enregistré une baisse sensible en 1992 en Italie, après plusieurs années de forte croissance, selon un bilan diffusé lundi 28 décembre par le ministère italien de l'Intérieur. Quelque

DIPLOMATIE

Les relations entre Moscou et Washington

M. Eagleburger fait état de progrès dans les discussions sur le désarmement stratégique

Le secrétaire d'État américain, Lawrence Eagleburger, a fait état lundi 28 décembre de progrès dans ses discussions à Genève avec le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, sur le nouvel accord de désarmement stratégique START II.

Prêt de dire si un accord pouvait être conclu dès mardi, le responsable américain a répondu : « Je ne peux pas vous répondre. Nous ne dirons plus rien jusqu'à ce que tout soit terminé. Nous ferons de notre mieux ». Le porte-parole du département d'État, M. Richard Boucher, a déclaré que les négociations se poursuivraient mardi. M. Eagleburger entend rentrer à Washington mardi soir, avec ou sans accord.

Si les négociations de Genève sont couronnées de succès, les présidents George Bush et Boris Eltsine se rencontreront la semaine prochaine pour signer le traité dans la station balnéaire de Sochi, sur les côtes de la mer Noire. — (Reuters.)

Les États-Unis vont acheter du plutonium russe

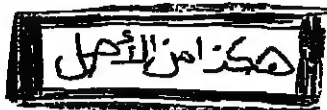
Les États-Unis vont acheter à la Russie du plutonium-238 pour un montant pouvant atteindre jusqu'à 57,3 millions de dollars, et prévoir d'utiliser ce plutonium comme source d'énergie pour leurs engins spatiaux, a annoncé lundi 28 décembre un porte-parole du département de l'énergie. Un contrat, portant sur des achats pouvant aller jusqu'à 40 kilos d'isotope de plutonium-238 en cinq ans, a été signé le 8 décembre entre le département américain de l'énergie et un organisme du ministère russe de l'énergie atomique, Mayak Production Association, a indiqué le porte-parole, M^{me} Mary Heinze.

Le plutonium-238 est un isotope radioactif utilisé par les États-Unis comme source d'énergie pour les engins spatiaux et ne possède pas la qualité requise pour des programmes militaires, selon des responsables du département de l'énergie. M. William Young, secrétaire adjoint à l'énergie, a qualifié l'accord d'étape importante dans les relations américano-russes, estimant que « des contrats commerciaux de ce type soutiennent » la transition de la Russie « vers une société libre, démocratique et ouverte ». — (AFP.)

2,4 millions de défits ont été recensés, soit une baisse de 9 % par rapport à 1991. On compte une diminution du nombre d'assessments de 21 % sur le plan national, et de 23 % dans les « zones chaudes » du sud de l'Italie : Sicile, Calabre, Campanie, Pouilles. Le nombre des morts par overdose a également baissé de 19,03 %. Environ 100 000 personnes ont été arrêtées en 1992 (soit une augmentation de 18 %) et 52 400 sont actuellement détenues contre 39 392 fin 1991. Selon la presse, les mesures contre la criminalité adoptées durant l'été ont ainsi que les révolutions des quel- que 270 personnes qui ont décidé de collaborer avec la police ont permis, notamment, de porter des coups importants à la Mafia. — (AFP.)

KENYA : manifestations d'opposition à la veille des élections générales. — Le Forum pour la restauration de la démocratie (FORD, opposition) a indiqué, lundi 28 décembre, à la veille des élections générales, que cinq cents partisans de l'opposition avaient été arrêtés et plusieurs autres blessés, dimanche, par la police, lors d'une manifestation à Nakuru, dans le centre du pays. Des habitants de la ville, joints par téléphone, n'ont pu confirmer que des arrestations massives avaient eu lieu. Les accusations du FORD figurent dans un mémorandum remis, à Nairobi, aux 130 observateurs étrangers qui devaient assister, mardi, aux élections présidentielle et législatives (le Monde du 29 décembre). — (AFP.)

Dévelop
Comité Co
4, rue



(Publicité)

• Le Monde • Mercredi 30 décembre 1992 5

LA FAIM DANS LE MONDE

COMME VOUS CONNAISSEZ DÉJÀ LA RECETTE DE LA DINDE AUX MARRONS, LE CCFD VOUS DONNE CELLE DU DEVELOPPEMENT.

Plutôt qu'un temps de cuisson ou un mode d'assaisonnement, posons-nous une autre question : combien de millions d'hommes, de femmes et d'enfants souffriront-ils encore de la misère et de la faim dans 10, 20 ou 30 ans ? Eh bien non, la misère et la faim ne sont pas une fatalité. L'aide d'urgence ne suffit pas. Il faut aller plus loin dans le sens d'une véritable solidarité à long terme : le développement. Depuis 30 ans, le CCFD travaille avec ses partenaires du tiers monde. Ils mettent en place des solutions durables de développement. Ainsi, les plus démunis peuvent enfin prendre eux-mêmes leur avenir en main. Depuis 30 ans, partout où le CCFD agit, les résultats sont là. Soyons nombreux à démontrer que la volonté est plus forte que la fatalité.



Développement, le mot de la faim.

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
4, rue Jean-Lantier - 75001 PARIS - CCP Paris 4600 F

PROCHE-ORIENT

Le sort des 415 Palestiniens expulsés

POINT DE VUE

Que t'arrive-t-il, Israël ?

par Marek Halter

QU'ARRIVE-T-IL à Israël ces jours-ci, à cet Israël que j'aime ? Comment se conduit-il, là-bas, sur le plateau ennemi du Liban ?

Quatre cent quinze Palestiniens campent entre les armées libanaise et israélienne, et personne ne veut les nourrir. Devant les caméras de télévision, ils défilent.

Ce ne sont certes pas des enfants innocents, ces Palestiniens. Ils ont peut-être tué. Et ceux d'entre eux qui ne l'ont pas encore fait sont prêts à le faire. Ils le reconnaissent eux-mêmes. Au nom de Dieu, ils pratiquent l'intolérance, l'exclusion, la violence. Pour nous qui sommes nés avec le commandement « Tu ne tueras point », ce sont des barbares. Mais combat-on les barbares en devenant barbares à son tour ?

La Bible ordonne d'aimer l'étranger — et pas seulement le prochain — et rappelle : « Car vous avez été des étrangers dans le pays d'Égypte » (Deutéronome, 10, 19). Même à l'égard des ennemis traditionnels, les Édomites, il est écrit : « Tu n'auras point en abomination l'Édomite, car il est ton frère » (Deutéronome, 23, 7).

Où, j'aime Israël, j'aime les valeurs qui présideront à sa naissance. Et ce n'est pas un hasard si l'État démocratique de la région et s'il s'y trouve toujours assez d'hommes et de femmes pour, à l'instar des prophètes, rappeler à l'ordre la puissance politique quand celle-ci abandonne ou transgresse, comme tous les pouvoirs, les principes fondateurs. Aussi n'avons-nous pas à désespérer d'Israël.

Il y a quelques mois, nous nous sommes réjouis du changement de la politique et du discours de Jérusalem. Et même si la paix ne dépend pas de l'État, les objectifs désormais proclamés allaient dans le sens de son avènement. Qu'est-il donc arrivé ?

Les quatre cent quinze Palestiniens appartiennent au Hamas, un mouvement intégriste musulman soutenu et armé par l'Iran et qui refuse l'existence même d'Israël. Mais si le Hamas s'est fortifié dans les territoires à la faveur de l'intifada, n'est-ce pas qu'Israël a trop longtemps refusé le dialogue avec les Palestiniens modérés, ceux-là mêmes avec qui il négocie actuellement la paix ? C'est à eux, à ces Palestiniens membres de l'OLP, d'arrêter l'expansion de l'irrationnel et du fanatisme au sein d'un peuple qui le prétendait représenter. Pas à Israël. Mais, pour cela, il faudrait qu'Israël reconnaisse enfin l'OLP.

Que comptait-il donc obtenir, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, en bannissant de la sorte les quatre cent quinze Palestiniens ? Décourager les fanatiques pour qui le sacrifice de la vie est une valeur ? C'est, me semble-t-il, une erreur d'appréciation. Croyait-il que cela irait sans complication, que, comme par le passé, le Liban accepterait d'accueillir ces Palestiniens sur son territoire ? L'a-t-il seulement consulté ? Je ne crois pas, et c'est une erreur politique. La plus grave, c'est qu'en négligeant toute considération d'ordre diplomatique et humanitaire il vient de commettre une faute morale. Et les images qui nous parviennent du plateau ennemi du Liban sont insupportables.

« N'est-ce pas pour moi, les enfants des Éthiopiens, enfants d'Israël ? dit le Seigneur. N'ai-je pas fait sortir Israël du pays d'Égypte, comme les Philistins de Caphtor et les Syriens de Kir ? » (Amos, 9, 7).

Qu'on laisse donc revenir ces Palestiniens : qu'on les juge chacun selon son crime — et non collectivement — comme il est d'usage dans un État de droit. Il est encore temps. Israël n'y perdrait pas la face. Il y gagnerait en revanche de rester fidèle à lui-même.

M. Arafat souhaite rencontrer M. Boutros-Ghali à Genève

Les 415 Palestiniens expulsés par Israël vers le Liban sud n'avaient pas encore réagi, mardi 29 décembre, en fin de matinée, à la proposition israélienne visant à régler le problème de leur rapatriement dans le no man's land où ils se trouvent. La veille, ils avaient observé une nouvelle fois un jeûne pour économiser leurs vivres. Dix d'entre eux — dont un adolescent de seize ans, Bassam Salim Sioury — avaient appris par la radio qu'ils pourraient être rapatriés. L'armée israélienne ayant admis avoir fait une erreur en ce qui les concerne.

De son côté, le premier ministre libanais, M. Rafic Hariri, à qui M. James Jonah, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, devait transmettre mardi la proposition israélienne, avait affirmé la veille qu'il n'autoriserait pas plus M. Jonah que le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire, M. Bernard Kouchner, à se rendre auprès des exilés via le territoire libanais, même si l'un et l'autre étaient les bienvenus à Beyrouth.

Pour contribuer au dénouement de la situation, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, devait se rendre mercredi à Genève en vue de rencontrer M. Boutros-Ghali. Selon M. Nabil Ramlawi, l'observateur de la Palestine à l'ONU, il est « possible » que M. Arafat s'entretienne également avec le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, attendu lui aussi à Genève. A Tunis, un porte-parole de l'OLP avait exprimé sa « considération et sa satisfaction » au sujet de la proposition française d'envoyer une mission médicale auprès des expulsés. La semaine dernière, M. Arafat avait adressé un message les concernant au président François Mitterrand (le Monde du 25 décembre). — (AFP)

Beyrouth rejette un compromis proposé par Jérusalem

Suite de la première page

L'irritation israélienne transparaissait à chacun de ses mots : « La requête française de dépêcher un groupe de médecins auprès des expulsés en passant par le territoire israélien est pour le moins surprenante. Nous sommes étonnés de constater combien certains pays sont sensibles au sort réservé à des terroristes dont l'objectif avoué est de détruire Israël, de liquider le processus de paix et de tuer Juifs et Arabes qui souhaitent faire aboutir les négociations de paix. »

Ce qui a irrité au plus haut point M. Itzhak Rabin, c'est « toute ingérence dans les affaires intérieures » d'Israël. Mais s'il a refusé de céder aux demandes de Paris — la télévision croyait savoir lundi que le refus israélien avait déjà été signifié à l'ambassade de France à Tel-Aviv —, Israël, une fois n'est pas coutume, a choisi de négocier avec les Nations unies. L'ambassadeur spécial de M. Boutros-Ghali a même été prié par le premier ministre de revenir en Israël dès la fin de son séjour au Liban.

Une réponse cinglante

Avant de partir pour Beyrouth, M. Jonah a tenu à s'entretenir avec des personnalités palestiniennes des territoires occupés. Outre M. Fayyad Hussein, proche de l'OLP, il a écouté lundi pendant quatre heures d'affilée les requêtes d'une dizaine de dirigeants de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Sur le pont d'Orion House, siège du gouvernement provisoire palestinien à Jérusalem-Est, M. Hanane Achraoui a appelé au « rapatriement immédiat » des

dépouilles dans leurs maisons » et au « respect de la résolution 799 du Conseil de sécurité ». « Il est inadmissible qu'Israël puisse imposer une déportation à un autre pays », a ajouté le porte-parole de la délégation palestinienne, rejetant sur l'État juif « la responsabilité du sort des expulsés ».

En coulisse, cependant, les responsables palestiniens ne placent pas très haut la barre de leurs espoirs dans la mission entreprise par M. Jonah. Lors d'une réunion de solidarité avec les proscrits, lundi soir à l'université de Bir-Zeit, bastion intellectuel de l'intifada en Cisjordanie occupée, certains ont même allé jusqu'à affirmer que M. Jonah était là pour convaincre les Palestiniens d'accepter une solution de compromis, afin d'aider les Israéliens à s'extraire de « ce mauvais pas ». L'ambassadeur de l'ONU aurait ainsi suggéré aux délégués des territoires occupés d'approuver l'éloignement des expulsés vers un pays

tiers qui accepterait de les accueillir. La réponse de M. Hussein est tombée, cinglante : « Les déportés ont une seule patrie. Ils doivent y revenir. »

Sur le terrain, les Arabes islamistes et les frondeurs de l'intifada continuent, quant à eux, d'exprimer leur soutien à la cause des expulsés. Tandis que les premiers tentaient, en vain, de traverser la frontière israélo-libanaise pour porter des vivres aux exilés, une dizaine de jeunes Palestiniens étaient blessés par les balles des soldats israéliens dans le camp de réfugiés de Jabalia, dans la bande de Gaza occupée. — (Interim)

■ M^{me} Simone Veil juge la situation « inadmissible ». — M^{me} Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, a jugé « inadmissible », lundi 28 décembre, sur Europe 1, l'expulsion des 415 Palestiniens par Israël. « La priorité, c'est que l'aide internationale parvienne », a-t-elle déclaré, avant d'ajouter : « Ensuite, il faudrait que le Liban et les Israéliens discutent d'unir une enclave, une zone où les intérêts humains sont en jeu, car on ne peut pas admettre que des gens soient expulsés de partout. »

IRAK : selon un porte-parole militaire américain

Bagdad a de nouveau « violé à plusieurs reprises » la zone d'exclusion aérienne dans le sud du pays

N'ayant apparemment pas tiré la leçon de l'incident au cours duquel un de ses avions de combat avait été abattu par un F-16 américain dimanche 27 décembre (le Monde du 29 décembre), l'aviation irakienne a « violé à plusieurs reprises », lundi, la zone d'exclusion aérienne située au sud du 32^e parallèle, dans le sud de l'Irak, a annoncé mardi 29 décembre, un porte-parole militaire américain à Ryad.

Le colonel Ron Sconyers a indi-

qué que des avions irakiens avaient pénétré « jusqu'à 20 miles » à l'intérieur de la zone d'exclusion ; mais ils ont « immédiatement rebroussé chemin après avoir été interceptés par la chasse américaine », a-t-il ajouté.

Le même jour, le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, déclarait à l'agence irakienne INA que Bagdad « ne reconnaît pas l'interdiction imposée à son aviation » dans cette zone et qu'il la considère comme « une atteinte à sa souveraineté ». Les autorités irakiennes s'étaient déjà insurgées contre cette interdiction, décidée en vertu de la résolution 688 des Nations unies, le 27 août dernier, à l'initiative des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne. De son côté, la presse de Bagdad a réaffirmé que l'Irak riposterait à « l'agression » américaine « de la manière que la vaillante direction de l'Irak jugera adéquate et à un moment tel que Bush et tous les agresseurs en paieront le prix ». A Washington, un responsable du Pentagone a indiqué que le porte-parole américain Kith Hawk allait regagner la région du Golfe après l'incident de dimanche.

Par ailleurs, l'ONU a confirmé que Bagdad avait « donné son accord de principe » pour que les convois humanitaires vers le Kurdistan soient accompagnés de « gardes » des Nations unies. Il reste cependant à définir « les modalités pratiques » de cet accord. — (AFP)

■ JORDANIE : nouvelle loi restrictive sur la presse. — La Chambre des députés jordanienne a voté, dimanche 27 décembre, par 33 voix sur 60, une nouvelle loi sur la presse, très critiquée par les journalistes et une partie des députés. Selon ce texte, qui définit de nombreux interdits, un journaliste peut notamment être forcé à révéler ses sources devant le pouvoir judiciaire. Toute infraction à cette loi peut entraîner des peines allant jusqu'à un an de prison. Le texte doit encore être examiné par le Sénat. — (AFP)

AMÉRIQUES

Salvador : les mystères du « massacre » d'El Mozote

Des anthropologues cherchent à établir les circonstances de la mort d'un millier de personnes dans ce village en 1981

EL MOZOTE (Salvador)

de notre envoyé spécial

Oradour-sur-Glane ou Timisoara ? Massacre planifié d'une population civile innocente ou opération de propagande montée par un des belligérants pour discréditer l'adversaire ? La recherche de la vérité historique, entreprise par des experts de divers pays dans le village du petit village d'El Mozote (200 kilomètres à l'est de San Salvador), où plus d'un millier de civils auraient été tués par l'armée en décembre 1981, est devenue un enjeu dans le difficile processus de réconciliation nationale en cours au Salvador.

Au premier abord, tout fait penser à Oradour, cette bourgade de la Haute-Vienne où l'armée allemande massacra, le 10 juin 1944, près de 650 personnes, dont un tiers d'enfants. Selon une des rares survivantes d'El Mozote, M^{me} Rufina Amaya (ses quatre enfants, de huit mois à neuf ans, ont été tués au cours des événements de décembre 1981), l'armée salvadorienne aurait procédé à l'extermination de la population du village après l'avoir concentrée dans plusieurs bâtiments, en particulier l'église et le presbytère. Puis la troupe aurait mis le feu pour s'assurer qu'aucun « collaborateur de la guérilla » ne survivrait au massacre.

119 squelettes et 194 douilles

Selon le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), qui contrôlait les montagnes du département du Morazan où se trouve El Mozote, l'opération militaire avait pour objectif « la destruction de la base sociale de la guérilla et s'inscrivait dans le cadre de la stratégie contre-insurrectionnelle mise au point par les États-Unis ». A l'époque, Radio-Venezuela, la station clandestine du

FMLN, avait mené une intense campagne autour de ces événements, décrivant avec force détails « le génocide et les atrocités commises par l'armée ».

L'équipe d'anthropologues spécialisés en médecine légale, qui a entrepris des fouilles le 13 octobre, devra remettre ses conclusions aux trois membres de la Commission de la vérité (un juriste américain et deux personnalités latino-américaines) désignés par les Nations unies et chargés d'enquêter sur les violations des droits de l'homme depuis 1981. Travaillant comme des archéologues, à l'aide de pinces pour dégager, avec d'infimes précautions, les restes humains, les experts ont jusqu'à présent retiré des ruines du presbytère, sur une surface d'à peine 60 mètres carrés, 119 squelettes et 194 douilles de balles. La plupart des victimes sont des enfants de moins de treize ans, mais il reste encore une vingtaine de fosses à ouvrir.

« La position des corps et la trajectoire des balles semblent indiquer que ces gens ont été abattus de très près, sans doute depuis l'entrée du presbytère où ils avaient été regroupés », affirme un des anthropologues de l'équipe argentine spécialisée dans ce type de recherche scientifique. Cette équipe est placée sous la direction de l'Américain Clyde Snow, présent à El Mozote, où sont attendus six experts capables et un représentant de l'Organisation des Nations unies.

Pour le directeur de l'Institut de médecine légale du Salvador, Juan Mateu, qui coordonne le travail des experts, « il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives ». Il estime cependant, à partir des informations disponibles pour l'instant, qu'« il n'y a pas eu de massacre au sens strict du terme, car les victimes n'ont pas été fusillées : elles ont été tuées au hasard au cours de combats qui ont eu lieu jusque dans le village. C'est le résultat d'une violence massive comme celle que vit actuellement l'ancienne Yougoslavie ». La guerre civile (1981-1991) avait rendu impossible toute

enquête indépendante sur le « massacre d'El Mozote ». Mis en cause dans cette affaire, Washington avait affirmé qu'il s'agissait d'une opération de « propagande » montée par le FMLN pour discréditer le gouvernement salvadorien (une jeune dirigée par le démocrate-chrétien Napoleón Duarte, était au pouvoir depuis le putsch militaire d'octobre 1979). A l'époque, l'ambassadeur du Salvador aux États-Unis, Ernesto Rivas-Gallón, avait rebattu la thèse du massacre. Aujourd'hui, il affirme avoir été « victime d'une manipulation lamentable des forces armées ».

Le bureau des droits de l'homme de l'archevêché de San Salvador avait publié, en 1990, un long document décrivant les conditions dans lesquelles « plus de mille personnes avaient été massacrées entre le 11 et le 13 décembre 1981 par les troupes de l'Alliance ». Ce bataillon de lutte contre-insurrectionnelle, formé par les États-Unis, allait de nouveau être mis en cause quelques années plus tard lors de l'assassinat de six jésuites à San Salvador (novembre 1989).

Le document cite les noms des officiers ayant « planifié le massacre », les principaux accusés étant le commandant Roberto Molina, directeur du bureau des droits de l'homme de l'armée, les fouilles réalisées sur les lieux « ne permettent pas pour l'instant de savoir si les victimes sont mortes au même moment et au même endroit, ou si elles ont été enterrées dans des fosses communes à différentes époques ». « Le FMLN, soutient-il, avait un camp d'entraînement à El Mozote pour les « saracinos », ces très jeunes enfants formés au combat par la

guérilla qui les utilisait notamment pour infiltrer nos lignes. Si des enfants participaient aux combats, il est normal qu'on retrouve aujourd'hui des ossements d'enfants avec des perforations de balles. »

Pour l'armée, il ne fait aucun doute que les victimes ont péri sous le feu croisé des combattants, quand elles ne participaient pas elles-mêmes aux combats. Citant les ouvrages récemment publiés par la guérilla, les autorités appellent que la région d'El Mozote était au centre du dispositif militaire du FMLN qui y avait installé son état-major, le « studio » de Radio-Venezuela, une clinique et son principal centre

d'entraînement. « On se termine une action de guerre et on commence une violation des droits de l'homme dans une guerre sauvage comme celle que nous avons vécue », demande un député du parti au pouvoir (drôles), Mario Valiente, ou si l'affaire a été montée en épingle par le FMLN pour ébranler la communauté internationale et discréditer le gouvernement, comme les adversaires du dictateur roumain Ceausescu le firent, en décembre 1989, avec le faux-vrai charnier de Timisoara.

BERTRAND DE LA GRANGE

PÉROU Une série d'attentats du Sentier lumineux a fait au moins cinq morts à Lima

Une série d'attentats attribués au mouvement « Sentier lumineux » du Sentier lumineux et visant notamment deux ambassades a fait au moins cinq morts et vingt-quatre blessés, lundi 28 décembre, à Lima. L'attaque la plus meurtrière s'est produite à la mi-journée, lorsqu'un commando d'une vingtaine de personnes a fait irruption dans une banque du centre-ville, tuant deux policiers et un garde de sécurité. Deux civils ont péri dans la fusillade.

Un peu plus tôt, deux voitures piégées avaient explosé, à une demi-heure d'intervalle, à proximité des ambassades du Japon et de Chine, blessant une vingtaine de personnes et faisant d'importantes dégâts. Au nord de Lima, un autre commando a lancé en fin de journée une attaque contre un commissariat de police. Deux personnes ont été blessées. — (UPI, AFP)

■ ÉTATS-UNIS : le gouverneur de l'Alabama impuissant à démanteler le mouvement des Ku Klux Klans. — Le gouverneur de l'Alabama, le républicain Guy Hunt, a été inculpé lundi 28 décembre pour avoir détourné quelque 200 000 dollars (environ 1,1 million de francs) recueillis pour ses cérémonies d'investiture en 1987. L'inculpation comporte les charges de vol, entente illicite et violations de lois sur l'éthique. Le comptable des cérémonies d'investiture a également été inculpé. M. Hunt, qui reste en fonctions jusqu'à une éventuelle condamnation, a affirmé qu'il était « totalement innocent ». Son service de presse a affirmé que l'affaire était une machination politique montée par l'attorney général (ministre de la justice) de l'État, un démocrate, contre le premier gouverneur républicain de l'Alabama au vingtième siècle. — (AFP)

SCIENTIFIQUES & CROYANTS I



JACQUES ARSAC UN INFORMATICIEN

... il y a quelque chose en dehors de la science.

128 pages - 78 FF

BEAUCHEMIN
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

Le parquet de Lyon en faveur de M. Léo

Les habits neufs de

POLITIQUE

L'affaire de Port-Fréjus

Le parquet de Lyon a requis un non-lieu général en faveur de M. Léotard et des cinq autres inculpés

Le parquet général de Lyon a transmis, lundi 28 décembre, à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, ses réquisitions concernant l'affaire dite de Port-Fréjus, dans laquelle M. François Léotard, ancien maire de Fréjus, et cinq autres personnes sont inculpées d'ingérence, trafic d'influence et corruption. Le parquet général requiert un non-lieu général.

LYON

de notre bureau régional

Le dossier d'instruction de l'affaire de Port-Fréjus avait été transmis le 2 décembre au parquet général. Celui-ci a abouti, lundi 28 décembre, à la conclusion qu'il n'y a, pour certains faits, pas de motif à poursuivre, tandis que d'autres faits sont couverts par la prescription. Il requiert donc un non-lieu

général pour tous les inculpés. Les motivations de ces réquisitions n'étaient pas encore connues mardi matin 29 décembre. On savait seulement que, très détaillées, sur une cinquantaine de pages, elles relevaient des manques dans la facturation des travaux pour la maison de M. Léotard, mais soulignent, selon le défenseur de l'ancien maire, l'acharnement et la malveillance des parties civiles.

L'affaire de Port-Fréjus avait débuté le 22 mai 1990 par la plainte de M. René Espagnol, un promoteur de Fréjus, ancien ami de M. Léotard, qui s'estimaient injustement exproprié et mis à l'écart de ce projet d'aménagement. L'idée de la réalisation d'un nouveau port et de trois mille logements avait d'ailleurs été suggérée à M. Léotard par M. Espagnol. Cependant, le promoteur reprochait, entre autres, au maire de Fréjus, député du Var et ancien président du Parti républicain, d'avoir acquis à un prix avantageux (1,2 million de francs) sa pro-

priété demeure auprès d'un promoteur local, M. Henry Meyer, attributaire d'un lot dans la zone de Port-Fréjus.

Au fil de l'instruction, divers élus ou promoteurs liés à la Société d'aménagement de l'aire de Port-Fréjus (SEMAF), société d'économie mixte maître d'œuvre du projet, avaient été inculpés. L'inculpation de M. Léotard lui-même, en tant que président de la SEMAF, automatique à partir du moment où le parquet général de Lyon avait pris des réquisitions « contre personnes dénommées », lui était signifiée le 29 juin. Elle était très rapidement suivie d'un coup d'éclat de l'inculpé, qui se démit de ses mandats de maire et de député et annonçait qu'il renonçait à toute activité politique tant qu'il n'aurait pas été blanchi. M. Léotard, estimant que le non-lieu ne pouvait lui échapper, avait fait une « rentrée » spectaculaire, le 5 décembre, lors de la réunion du conseil national du Parti républicain.

Avec les réquisitions du parquet,

la partie n'est pas encore définitivement gagnée pour M. Léotard. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon devra dire, en effet, le 19 janvier, si elle suit le ministère public et offre à l'ancien maire de Fréjus le non-lieu qu'il attend depuis son inculpation. La chambre d'accusation suit souvent les réquisitions du parquet général, mais elle s'est autologiquement obligée de le faire. En l'espèce, elle joue le rôle d'un magistrat instructeur, qui peut se conformer aux demandes du parquet ou décider, au contraire, qu'il y a lieu de renvoyer les inculpés devant le tribunal correctionnel.

M. Dorevian : satisfaction

Une troisième possibilité est que la chambre d'accusation décide un supplément d'information en faisant droit, par exemple, à la demande des parties civiles d'une contre-expertise sur la valeur de la propriété de M. Léotard et sur celle des travaux réalisés. Peu probable, puisque l'instruction du dossier a été menée par le président de la chambre d'accusation lui-même, M. Henri Blondet, la solution du supplément d'information pourrait, toutefois, permettre à la chambre d'accusation d'éviter de paraître rendre sa décision sous la pression d'une échec politique, celle des élections législatives de mars.

Les défenses de M. Léotard ne cachent pas la satisfaction de ce dernier. M. Patrick Dorevian voit dans les réquisitions « plutôt un motif de satisfaction en raison du revirement d'opinion du même parquet qui avait requis l'inculpation et qui, aujourd'hui, demande un non-lieu général ». Du côté des parties civiles, en revanche, on ne manquait pas de s'indigner. Ainsi, l'avocat de M. Espagnol, M. François Binet, faisait-il part de sa « stupeur totale en regard du contenu du dossier », avant d'observer que cette réquisition « est, en fait, une décision non-lieu accordée à M. Bernard Tapie ».

ROBERT MARMOZ

M. Lecat est prêt à renoncer à ses fonctions de maire de Fréjus (UDF-PR) de Fréjus depuis le 17 août, en remplacement de M. François Léotard, a déclaré, lundi 28 décembre, qu'il abandonnerait ses fonctions, « conformément à l'engagement pris », dès que la décision de non-lieu « sera officiellement prononcée ». Il a ajouté que M. Léotard, qui a conservé son mandat de conseiller municipal, pourrait être réélu maire cinq jours plus tard. Selon M. Lecat, qui figure parmi les cinq autres personnes inculpées dans l'affaire de Port-Fréjus, les réquisitions du parquet général de la cour d'appel de Lyon confirment « que l'accusation ne reposait sur aucun fondement ».

La préparation des élections législatives

Le professeur Cabrol défendra les couleurs de l'opposition dans l'Aisne

Le professeur Christian Cabrol, président de France-Transplant, a indiqué, lundi 28 décembre, à Guise, dans l'Aisne, qu'il sera le candidat unique de l'opposition UDF aux élections législatives dans la troisième circonscription de ce département. Il tentera ainsi d'enlever le siège détenu depuis 1981 par M. Jean-Pierre Balligand (PS), maire de Vervins, réélu en 1988 avec 64,56 % des voix au second tour de scrutin.

Né le 16 septembre 1925 à Chézy-sur-Marne, dans le sud du département de l'Aisne, M. Cabrol, qui avait soutenu la candidature de M. Jacques Chirac à la présidence de la République en avril 1988, siège au Conseil de Paris, où il a été élu en mars 1989 sur la liste conduite par M. Jacques Toubon (RPR) dans le treizième arrondissement.

Trois personnalités de l'UDF condamnent la cohabitation. — M. Christine Boutin, députée UDF des Yvelines, MM. Alain Maynard, député UDF du Rhône, et Michel Pinton, ancien député général de l'UDF, affirment, dans le *Quotidien de Paris* du 28 décembre, que « la cohabitation version 1993 serait une faute encore plus lourde que la précédente », qui a produit, selon eux, un bilan gouvernemental « maigre » et un bilan électoral « catastrophique ».

A la suite d'un conflit entre fabusiens et jospinistes

La fédération socialiste de la Somme est gérée par un collectif provisoire

AMIENS

de notre correspondant

La fédération socialiste de la Somme est gérée par un collectif provisoire après une crise provoquée par un conflit entre les courants du parti. A égalité chez les mille cinq cents militants socialistes de la fédération, lors du congrès de Rennes, en mars 1990, les courants Fabius et Jospin se partageaient la direction fédérale, la première secrétaire, M. Lise Rochowiak, étant jospiniste. L'appareil fonctionnait à peu près normalement, lorsque, à la suite de l'accord intervenu sur le plan national entre Laurent Fabius et Michel Rocard, au début de cette année, les fabusiens de la Somme, alliés aux rocardiens, sont devenus majoritaires.

Une mésentente s'est installée entre les rocardiens et M. Rochowiak, discorde aggravée par l'imixtion d'un demi-parachuté, M. Christian Nique, fabusien, conseiller technique à la présidence

de la République pour les problèmes d'éducation, à la recherche d'une place de candidat aux élections législatives. Ayant échoué dans cette ambition, M. Nique a essayé de prendre en main la fédération en s'associant avec les rocardiens, devenant ainsi premier secrétaire de fait, sans que M. Rochowiak eût jamais été mise formellement en minorité.

Les instances nationales, particulièrement le premier secrétaire, M. Fabius, n'ont pas suivi le conseiller de l'Elysée dans son « OPA ». De leur côté, les quatre députés socialistes du département ont estimé urgent de mettre un terme à cette guerre intestine à quelques mois des élections législatives. La direction du PS a donc décidé que la fédération de la Somme devrait mettre en place un collectif d'une vingtaine de personnes, représentant toutes les sensibilités. C'est M. Jacques Fleury, député, maire de Roye, qui a été chargé de coordonner l'opération.

MICHEL CURIE

Le budget des régions

Midi-Pyrénées : « Faire plus en dépensant moins »

TOULOUSE

de notre correspondant

« Faire plus en dépensant moins. » Telle était la consigne de M. Marc Censi, président (UDF-PR) du conseil régional de Midi-Pyrénées, en présentant le budget primitif pour 1993, qui a été adopté par 46 voix (UDF et Chasse, Pêche, Nature, Traditions) contre 34 (PC, PS, FN et 1 MRG) et 11 abstentions (Union Ecologie, Verts et MRG). Pour la première fois, ce budget dépasse les 2,5 milliards de francs. La dette représente 300 millions de francs, et l'emprunt pour 1993 s'élève à 493 millions. Mais les autorisations de programme ont été revues à la baisse, 15 % de moins que l'année précédente.

Cette réorientation des interventions régionales s'inscrit dans le droit-fil des recommandations du Conseil économique et social régional, qui préconisait, dans un rapport d'audit de la politique de Midi-Pyrénées, un meilleur ciblage des aides, à travers notamment des

contrats de territoire devant privilégier, selon M. Censi, « les démarches fondées sur l'intercommunalité et sur la notion de projet de développement local ».

Du côté des recettes, on note, pour compenser le manque à gagner dû à la récession économique, une augmentation de la fiscalité directe qui permettra d'engranger 200 millions de francs supplémentaires, soit 24 % d'augmentation d'une année sur l'autre.

Ce budget fait porter ses efforts dans trois domaines : l'environnement (30 millions de francs de crédits de paiement), l'agriculture (138 millions de francs de crédits de paiement, soit une hausse de 35 %) et la formation (avec une enveloppe totale de 1 078 millions de francs). Un contrôle de gestion et une évaluation systématique des interventions régionales ont été décidés afin de « s'assurer de la meilleure utilisation possible de chacun des francs votés ».

GÉRARD VALLÉS

LES RÉFUGIÉS ?

Ils ont dû tout abandonner. Ne les abandonnons pas. Pour en savoir plus :

3615 HCR

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Trois petites lettres contre de grands maux.



Chez KA, la LaserWriter IIg, c'est 9 990 FHT* au lieu de 16 660 FHT !

• Ethernet intégré pour travailler en réseau. Deux fois plus de rapidité, de qualité et de nuances, pour être l'imprimante de toutes les entreprises. Désormais avec la LaserWriter IIg et KA, c'est très économique d'être très performant. (prix TTC : 11 849 F)

Certifié réseaux locaux.

KA l'informatique douce

KA, l'informatique douce, 14 rue Magellan 75008 Paris. Tél. : (1) 44 33 16 00 - Fax : 47 20 34 39

POINT DE VUE

Les habits neufs du keynésianisme

par Julien Dray

AMÉRICAIN, japonais, britannique : pour bon nombre de gouvernements, l'heure est à la relance. L'ère du libéralisme triomphant s'est terminée. Mais invisible et lointain du marché ne suffisent plus à réguler efficacement une économie mondiale soumise à des turbulences permanentes et généralisées. L'urgence est de définir ce qui sera les habits neufs du keynésianisme.

Le « nouvel interventionnisme », tel qu'il semble se dessiner, nécessitera de restaurer l'intelligence de l'Etat. La rigueur de la politique monétaire doit s'adapter et accompagner une stratégie de relance. Pour s'octroyer de nouvelles marges de manœuvre, la France doit se libérer du « carcan monétaire » qui pèse sur son économie.

Baromètre monétaire, le mark a dicté sa loi propre et en conséquence, la monnaie allemande a généré indirectement des turbulences permanentes au sein du SME. Non seulement la politique économique allemande n'est pas vertueuse mais, qui plus est, elle brise la dynamique d'investissement française et accentue, de facto, les tensions sur l'emploi.

La priorité à la relance et à la lutte contre le chômage passe donc par une rupture vis-à-vis de la logique de « diktat » du SME. Sans sous-estimer la rigueur monétaire encore nécessaire, la France doit relayer, en leader, une véritable initiative européenne de relance.

Première décision, la baisse importante des taux (courts et longs) s'affirme comme un impératif de croissance. Là encore, la France ne peut rester à la remorque de l'Allemagne en attendant une improbable baisse des taux allemands. Par le jeu de la baisse des taux et de mesures d'accompagnement nationales appropriées, la relance équilibrée, en France comme en Europe, s'appuiera sur une réduction sensible du coût du crédit aux entreprises. Baisse des taux, réduction du coût des crédits aux entreprises... : une stratégie offensive en faveur de l'investissement se dessine. L'investissement privé et public agit ainsi comme le moteur de la relance équilibrée.

Pour un « interventionnisme intelligent »

L'une des voies complémentaires consiste en un retour aux taux bonifiés permettant des financements privilégiés mais sélectifs. Articulé à des orientations préalables en matière de politique financière (restructuration de la dette immobilière) et de politique industrielle (sélectivité sectorielle et crédits d'impôts), le jeu des taux bonifiés peut amplifier l'effet de la baisse du coût du crédit aux entreprises et permettre une orientation — indirecte et sélective — en fonction des priorités économiques et sociales.

Parallèlement, des mécanismes d'incitation fiscale en faveur de l'épargne longue peuvent être définis. Il convient, globalement, de

desserrer l'ensemble des contraintes qui pèsent sur l'investissement, et ce faisant sur la croissance et l'emploi.

L'interventionnisme intelligent combinera une meilleure allocation des recettes budgétaires (dans le choix des investissements, leur contrôle et leur sélectivité), de nouvelles sources de financement (abandon de la règle du ni-ni, adaptation du système financier...) et la sauvegarde de cette « dose de rigueur » indispensable au maintien des grands équilibres. Les initiatives d'inspiration keynésienne participeront d'une rupture vis-à-vis des dogmes du budgetarisme : gel des déficits, stagnation des dépenses publiques, prudence fiscale et sociale excessive...

Moteur des schémas « keynésiens », la dynamique sera impulsée par les dépenses publiques. Rien que de très classique. L'originalité et l'imagination de l'action de l'Etat résideront donc dans la capacité à définir une nouvelle logique d'allocation et des financements adaptés.

Retour aux « grands travaux »

Il faut sortir des modèles classiques de croissance (jeu capital et travail, dans une mécanique combinatoire mettant souvent en opposition les facteurs de production (remunération déséquilibrée des facteurs, substitution du capital au travail, différentiel de productivité des facteurs...).

Régulateur de la croissance, l'Etat assurera la recherche systématique d'une amélioration de la productivité collective. Echappant aux débats sur le partage salaires/profits et aux oppositions sur le bien-être des « fruits de la croissance », l'Etat est porteur d'un objectif social et économique collectif. Améliorer l'environnement de la croissance, c'est contribuer à la dynamique de relance, à celle de l'investissement et de l'emploi.

C'est dans cette perspective que l'on interprète le retour à la politique de « grands travaux », en faisant l'une des bases de « la productivité collective » renouvelée de l'économie française. Le besoin en équipements collectifs de toute nature (crèches, écoles, équipements hospitaliers, équipements sportifs...) et l'exigence d'une impulsion nouvelle de l'aménagement du territoire (réseaux routiers, fluviaux, télécommunications, transports, etc.) configureront les lignes de force de cette aspiration à une meilleure productivité collective.

Les réserves qu'on oppose très strictement à ce type de stratégie keynésienne tiennent avant tout à l'ampleur, jugée excessive, de l'endettement public. La réponse à ces contre-arguments relève de différents aspects. Tout d'abord, la France, comme on l'a déjà indiqué, bénéficiera de son « comportement vertueux » pour ne pas ajouter à la dynamique budgétaire des tensions inflationnistes excessives.

Deuxième aspect, avant d'accroître le « déficit » budgétaire pour assurer les financements

publics nécessaires, on s'appuiera sur une allocation des ressources mieux adaptée. Ainsi est-il évident, indépendamment de la nouvelle configuration géopolitique mondiale, que les politiques et les budgets militaires doivent être aménagés. Les dépenses militaires produisent, au plan économique et industriel, de moins en moins d'effets multiplicateurs sur le croissance, l'emploi et, d'une manière générale, sur l'industrie. Les efforts d'ajustement classiques sur les secteurs « high-tech » et la recherche et le développement se désolent. En la matière, les objectifs militaires (techniciens) et industriels (s'adapter à des marchés flexibles et différenciés) divergent sensiblement.

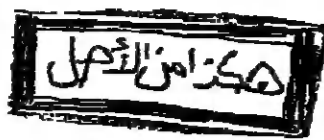
Conjointement à la réduction des budgets militaires, l'allocation des ressources doit être mieux orientée et plus sélective, notamment dans l'industrie. Il s'agit d'affirmer, sans revenir aux controverses classiques, la nécessité d'une véritable politique de recherche et d'une politique industrielle offensive, faisant de l'Etat un incitateur, un soutien à l'investissement privé et un investisseur direct. Les secteurs du bâtiment et des travaux publics, des transports, des télécommunications et surtout les éco-industries doivent bénéficier en priorité de ces actions.

Troisième aspect, l'ensemble des entreprises publiques sont évaluées à plus de 550 milliards. Une part — même minime — d'entre elles doit être rendue à la loi du marché et au financement privé. Leurs activités y incitent (chimie, pharmacie, automobile, informatique...). La règle du ni-ni est dépassée et les privatisations peuvent assurer une marge de liberté et de financement non négligeable, en libérant 60 à 100 milliards de francs à court et à moyen terme.

L'Etat aura, là encore, un rôle régulateur à jouer en dotant le marché financier des moyens d'absorption de ces décisions de privatisation. La dérégulation financière a été excessive et déconnectée de tout impératif de productivité collective. Il faut y remédier et, dans le même temps, mettre en place des mesures d'incitation en faveur de l'épargne longue (fiscale, impulsion de l'épargne salariale, aménagements des fonds de pensions...).

Ce plaidoyer pour une relance équilibrée n'exprime ni une « ignorance » des contraintes qui pèsent sur l'économie française, ni le goût du « mimétisme » et de la relance pour la relance ! Il exprime une autre priorité, une priorité sociale et socialiste : résorber le chômage, au mieux et au plus vite. Ne laissons pas aux populations de toutes obédiences « le terrain du social ». L'échec actuel permet d'affirmer une idée moderne et renouvelée du keynésianisme fondée sur le retour à l'intervention et l'intelligence de l'Etat.

► Député de l'Essonne, Julien Dray est, au sein du PS, l'un des animateurs de la Gauche socialiste.



SOCIÉTÉ

Après l'entrée en vigueur du permis à points

La baisse du nombre des morts sur les routes s'est poursuivie en novembre

En France, au mois de novembre, 788 personnes ont été tuées sur les routes, soit 31 personnes de moins qu'en novembre 1991 (une baisse de 6,1 %), a annoncé lundi 28 décembre le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, M. Georges Sarre. Dans le même temps, 12 797 accidents de la route ont eu lieu (- 2,5 % par rapport à novembre 1991), faisant 17 333 blessés (une baisse de 4,1 %). Pour la seule Ile-de-France, 734 personnes sont mortes dans des accidents de la circulation de janvier à novembre 1992, soit 46 de moins que durant les dix premiers mois de 1991. Ces « bons » chiffres confirment la diminution amorcée depuis cinq mois, date de la mise en service du permis à points.

Après une baisse due à la limitation de vitesse à 50 km/h dans les villes à partir du 1^{er} décembre 1990, les spécialistes de la prévention routière avaient observé avec inquiétude une hausse du nombre de tués sur les routes de campagne aux mois d'avril et mai derniers. Les chiffres de novembre montrent que le permis à points a bel et bien entraîné ce mouvement. Les conducteurs qui se « défoulaient » en dehors des villes, soumis à de nouvelles limitations, semblent s'être assagis. La peur accrue du gendarme avait « sauvé » 528 vies en cinq mois.

Le bilan de novembre fait descendre le nombre de tués sur les routes françaises, au cours des douze derniers mois, à 9 142. Il renforce la tendance sur le long terme : une lente diminution qui s'est amorcée en 1973, date du port obligatoire de la ceinture. A cette époque, avec un trafic deux fois moins important qu'aujourd'hui, la route tuait en effet tous les ans près de 16 000 personnes.

En 1991, le nombre de morts sur les routes était revenu au niveau de 1980 en passant en dessous de la barre des 10 000 (9 617 tués). 1992 voit la baisse se poursuivre.

« Cela place à notre portée le passage en dessous du seuil des 9 000 morts », a déclaré M. Georges Sarre dans un entretien à l'AFP. Si les automobilistes continuent à se montrer moins téméraires au volant et si les conditions climatiques sont favorables, ce seuil pourrait être franchi au mois de février prochain. « Sous l'effet d'une campagne de sensibilisation entreprise depuis plus de quatre ans, a-t-il ajouté, le comportement des automobilistes se modifie. » Ces chiffres, bien qu'encourageants, n'en restent pas moins « alarmants », a conclu le secrétaire d'Etat. Le nombre de tués sur les routes est toujours deux fois plus élevé en France qu'en Grande-Bretagne.

Une circulaire signée par M. François Loncle

Les préfets sont invités à développer le rôle des conseils départementaux de prévention de la délinquance

M. François Loncle, qui a quitté le secrétariat d'Etat à la ville, jeudi 24 décembre, pour celui du Plan à la suite du retour au gouvernement de M. Bernard Tapie (le Monde du 25 décembre), a adressé aux préfets, mercredi 23 décembre, une circulaire qui les invite à « développer de manière très active le rôle des conseils départementaux de prévention de la délinquance », multiplier les diagnostics locaux de sécurité et préparer « une nouvelle génération » de contrats action-prévention entre l'Etat et les collectivités locales. Ce texte retient trois priorités : aider les adultes à retrouver leurs rôles de « parents », prévenir la toxicomanie, et lutter contre la récidive.

Afin de « consolider la génération des adultes dans son rôle naturel », M. Loncle propose de les « revaloriser » en leur confiant des responsa-

bilités au sein de l'école ou dans les quartiers et de les aider à s'organiser et à se rencontrer. Il suggère également de mettre en place des dispositifs « pour conseiller, soutenir les parents confrontés à des difficultés particulières avec leurs enfants (absentéisme scolaire, conflits aigus, toxicomanie...) ».

A propos de la drogue, M. Loncle, qui rappelle que la loi s'impose à tous, estime que la réponse répressive ne trouve d'efficacité que lorsqu'elle est associée à une politique de prévention et de traitement. Il demande donc la création de groupes de travail réunissant les intervenants en toxicomanie, les médecins, les pharmaciens, des représentants de la justice, de la police, de la gendarmerie et du milieu scolaire. M. Loncle souhaite également informer, favoriser l'implantation

de lieux d'accueil et d'écoute, aider les habitants dans une démarche communautaire de quartier, développer la formation des personnes susceptibles de rencontrer des toxicomanes, améliorer la prise en charge de ceux d'entre eux soumis à une mesure de justice, et préparer leur sortie de prison.

Enfin, dans le domaine de la prévention de la récidive, M. Loncle souligne que la médiation pénale permet une convocation rapide de l'auteur du délit par le magistrat et un contrôle de l'indemnisation de la victime par le médiateur, tandis que la réhabilitation par les mineurs délinquants permet, en instaurant une « sanction positive », de favoriser le développement du respect d'autrui et le sentiment d'appartenance à la communauté.

JUSTICE

Le bâtonnier Chanon abandonne la défense de M. Botton

LYON
de notre bureau régional

M. Jean-Marie Chanon, bâtonnier du barreau de Lyon, a annoncé, lundi 28 décembre, par courrier adressé au juge d'instruction Philippe Courroye, qu'il abandonnait la défense de M. Pierre Botton, inculpé et écroué depuis le 14 novembre pour « banqueroute, faux en écritures privées de commerce et de banque, abus de biens sociaux ».

C'est après avoir rencontré le magistrat instructeur que le bâtonnier Chanon a pris sa décision, non sans en avoir préalablement averti son client. M. Pierre Botton, qui doit comparaître, mercredi 30 décembre, le juge Courroye pour une quatrième audition, ne sera donc assisté que de ses avocats parisiens.

Une mise au point du PDG de Dexo SA

Après la publication dans le Monde du 21 novembre d'un article sur l'affaire Botton, nous avons reçu de M. P. Florent, PDG de la société Dexo SA, la mise au point suivante :

- 1) J'ai connu M. Botton à travers la société Pharma Vidéo Santé, 40, rue de La Villette, 69003 Lyon, dans l'année 1986, afin de régler des problèmes d'information médicale auprès des pharmaciens. Après cette date je n'ai plus eu aucun contact avec M. Botton et je n'ai jamais ni dîné ni déjeuné avec lui.
- 2) Je ne connais pas le Vista Palace, où je n'ai jamais mis les pieds.
- 3) Quant à M. Noir, si je connais son existence par la presse, je ne l'ai jamais rencontré. Je n'ai ni déjeuné ni dîné avec ce monsieur, dont je ne partage ni les opinions ni les mêmes valeurs.
- 4) Je trouve inadmissible que l'on puisse associer la société Dexo SA, dont je suis le président-directeur général, aux problèmes concernant les personnes précitées.
- 5) Je ne saurais accepter de servir de justification à des dépenses effectuées par M. Pierre Botton et auxquelles je suis et demeure parfaitement étranger.

CORRESPONDANCE

Une lettre du directeur d'Interland

Après la publication dans le Monde du 21 novembre d'un article intitulé « Une responsabilité à partager », nous avons reçu de M. Alexandre Roussel, directeur de la société Interland, une lettre dans laquelle il écrit :

La société parisienne Interland a les honneurs de la presse pour le lancement de stages agricoles et dans le BTP, destinés à des bénévoles est-européens. En ce qu'il vise à soulager deux secteurs en crise, dont les activités trop saisonnières rebutent nos chômeurs, ce service a suscité la controverse naturelle de ceux qui veulent démanteler l'agriculture et le BTP français. Mais Interland, ce n'est pas ça.

Fondée en 1988-1989 par Alexandre Roussel et Sophie Lemal, elle propose aussi aux PMI en quête de nouvelles implantations à l'étranger un service complet de recherche de partenaires export à un coût très inférieur à ce qu'offrent les banques d'affaires, car basé sur un réseau de collaborateurs vacataires, opérationnels dans le monde entier.

Et c'est aussi à Interland qu'on doit l'organisation de MICR'EXPO, le premier Salon pour encourager et faciliter l'emploi des Français à l'étranger. Cet événement, qui regroupera les firmes offrant des postes expatriés et tous les services permettant de prendre un bon départ vers une carrière européenne ou mondiale, aura lieu au Parc des expositions de Paris-Nord, le week-end du 11 au 13 juin 1993.

« Souhaitons que cette initiative, contribution évidente à la lutte contre le chômage, reçoive l'accueil qui lui est dû. De même que pour les innovations introduites par M. A. Roussel dans la communication internationale des Européens : les premières applications économiques de l'espéranto, la plus facile des langues actuelles, et du latin moderne, synthèse de toutes les langues dérivées du latin, donc comprise a priori aisément. »

FAITS DIVERS

Près de Toulouse

Un détenu permissionnaire tente par la force d'emprunter un hélicoptère

TOULOUSE

de notre correspondant

Un permissionnaire de la maison centrale de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) a tenté, lundi matin 28 décembre, d'emprunter par la force un hélicoptère de la société Hélic-Inter basée à Labège (Haute-Garonne) dans la banlieue sud-est de Toulouse.

L'homme, puissamment armé - il transportait dans des sacs de voyage plusieurs armes de poing, deux fusils à canon scié, trois couteaux - a pris, en otage l'un des pilotes de la société de location d'hélicoptères, Claude Berscheid. Un sort qui devait bientôt partager son épouse et son beau-frère venus par hasard lui rendre visite. Assez peu impressionné, le pilote d'Hélic-Inter est parvenu à déjouer les plans de son agresseur en prenant contact avec le siège de la société et la tour de contrôle de l'aéroport de Toulouse-Montaudou, lesquels se sont identifiés par téléphone comme un simple employé demandant qu'on lui envoie un pilote. Manifestement cédé, cette conversation, qui s'est déroulée au nez et à la barbe du preneur d'otages, a permis aux responsables de la navigation aérienne d'alerter la brigade de gendarmerie la plus proche, celle de Saint-Orens. Deux gendarmes dépêchés sur les lieux ont

déjà affronté le malfaiteur, qui tira sur l'un d'eux, le blessant à un pied. Après une courte bagarre, le deuxième gendarme parvenait, avec l'aide du pilote d'Hélic-Inter, à maîtriser le preneur d'otages.

M. Berscheid ne manque pas d'expérience. En novembre 1990, il avait dû, sous la menace d'une arme tenue par une jeune femme censée prendre des cours de pilotage depuis une semaine, se diriger avec son appareil vers la maison centrale de Lannemezan, où l'écrou d'Hélic-Inter embarquait quatre détenus qui s'étaient liés sur les toits à la faveur d'une évasion calculée de l'été du 7 novembre 1990. Le dernier de la bande avait été repris un mois plus tard.

GÉRARD VALLÉS

Il faut millions de dollars dérobés à New-York. - Des malfaiteurs ont dérobé plus de 8 millions de dollars (environ 43 millions de francs), dimanche 27 décembre, dans les bureaux d'un transporteur de fonds de Brooklyn, après avoir neutralisé un gardien. La plus grande partie du butin est composée de billets de 100 dollars neufs. Selon les enquêteurs, il s'agit du deuxième plus important vol d'espèces jamais commis à New-York : en 1982, 11 millions de dollars avaient été saisis d'un véhicule de transport de fond

DÉFENSE

La prolifération nucléaire en 50 questions

Comment fabrique-t-on une arme nucléaire ? Les savants atomistes ex-soviétiques peuvent-ils devenir des mercenaires nucléaires ? Pourquoi et comment Israël a-t-il développé une politique nucléaire spécifique ? Comment renforcer la lutte contre la fraude et le détournement de matières nucléaires ? Qu'est-ce que le traité de non-prolifération nucléaire ? Ce ne sont que quelques-unes des interrogations que pose M. Marie-Hélène Labbé dans son livre *La Prolifération nucléaire en 50 questions* et auxquelles elle tente de répondre en se voulant pédagogique, avec des phrases accessibles à tous.

Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et chargée de recherche à l'Ecole polytechnique, M^{me} Labbé s'est assurée de l'avis d'experts et de techniciens d'un sujet si pluridisciplinaire, en effet, qu'il est difficile de prétendre le dominer.

Le livre est d'actualité depuis deux événements importants survenus en 1991 : la révélation du potentiel nucléaire de l'Irak et la disparition de l'Union soviétique. Le premier événement a montré à la face du monde qu'un pays pouvait réussir à dissimuler beaucoup de son effort d'équipement en la matière, grâce à la complicité de fournisseurs peu scrupuleux et à l'opiniâtreté d'un leader qui ne l'est pas moins. Le second a contribué à donner des frissons à la planète, dès lors que le sort des armements nucléaires de l'ex-URSS ne semble pas, aujourd'hui encore, avoir été radicalement scellé.

Dans sa conclusion, M^{me} Labbé hésite à trancher entre sa lucidité,

que d'aucuns assimileront à du pessimisme quant au caractère inévitable de la prolifération, et son optimisme, qui lui fait reconnaître quelques exemples où la communauté internationale - à travers le Conseil de sécurité de l'ONU ou l'Agence internationale de contrôle de Vienne - est parvenue à bloquer ou à suspendre le processus déclenché.

JACQUES ISNARD
► *La Prolifération nucléaire en 50 questions*, de Marie-Hélène Labbé, éditions Jacques Bachelin, 348 pages, 140 F.

Les Verts contre le projet Joxe de nouvelle Fondation pour les études de défense. - M. Christian Brodhag, membre du collège académique des Verts et président du groupe au conseil régional Rhône-Alpes, a dénoncé « l'absence de stratégie française de défense par le complexe militaire-industriel » (le Monde du 27-28 décembre). « La décision de Pierre Joxe, a-t-il expliqué dans un communiqué, lundi 28 décembre, de dissoudre la Fondation pour les études de défense nationale et de la remplacer par une Fondation pour les études de défense financée par dix industriels de l'armement est un recul. »

« Aérospatiale vend des avions-écoles à l'Espagne. - Le groupe Aérospatiale, par l'intermédiaire de sa filiale Socata, a vendu quatre avions monomoteurs du type Tobago TB-10 à la société publique espagnole pour la formation aéronautique. Ce contrat a été conclu pour un montant total de 227,5 millions de pesetas (équivalent de 10 millions de francs environ).

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

DIAGONALES

« Nous attendons pour minuit un rendez-vous en duplex avec... devinez qui ? »

C'était la nuit du 31 décembre 2000. La dernière soirée du siècle et du millénaire était animée en plusieurs langues par le champion européen des émissions de variétés. La quarantaine grisonnante, l'homme portait sur le visage une gaieté chiffonnée qu'on ne connaissait qu'aux présentateurs de jeux et de chansons dans les pays riches depuis une vingtaine d'années, un sourire usé d'avoir charmé des milliers de gens invisibles, pour rien, pour appuyer des annonces à voix portée, comme au cirque : « Les revirements d'Australie, leurs trempées volantes ont fait frémir les cinq continents, je vous demande de les applaudir très fort, j'ai nommé... » Et, les dents scintillant, les cymbales explosant, les poches des yeux se plissant, de même que le smoking secoué par un pas de claquettes, trois-quatre, le micro sans fil se leva vers le ciel, et j'ai nommé... »

« Tout a fait, parfaitement, absolument : notre chaîne et ses partenaires Machin-Chose vous donnent rendez-vous à minuit pile avec... j'ai nommé : le pape ! »

Des informations venues de toute la planète avaient ponctué ce « century-supershow », qui avait coûté, tenons-nous bien, le prix d'un porte-avion : c'était d'un comité d'éthique par les marchands de voitures d'occasion (le On les applaudit, en nos temps où se perdent les repères moraux) ; 228 cassez-le-fou inobscure en ex-Yougoslavie (« Le cœur se serre, mais cet appel doit être la fête de l'espérance ») ; un appel de l'abbé Pierre et de Vanessa Paradis en faveur des sans-abri (« quelle que soit leur couleur de peau »).

Une ovation avait salué le « quelle que soit ». Depuis plusieurs trimestres, le public présent à ce genre de spectacle n'avait plus besoin de se

Réveillon

manifeste. Un sondage instantané calculait les réactions moyennes des téléspectateurs, dont braves, fiers et silences émus étaient aussitôt recensés à l'antenne par synthétiseurs.

Ces derniers avaient enregistré un record historique de larmes rentrées lors d'un pot-pourri des images les plus fortes du siècle. Des pointes à 89 % de satisfaites avaient été atteintes pour l'homme-oiseau tombant de la tour Eiffel, l'explosion en vol de la fusée Challenger, l'agonie d'une souris blanche au coussin de l'Institut Pasteur, un boxeur pleurant le coma de son adversaire, et Sour Teresa embrassant le commandant Cousteau sur un tas d'ordures.

Au fond du plateau, à peine éclairés par les globes vert bouteille d'un semblant de bibliothèque en trompe-l'œil, étaient assis deux Prix Nobel, trois académiciens, quatre professeurs au Collège de France, cinq agrégés de médecine (reconnaisables à leur stéthoscope pendant sur des blouses d'hôpital), ainsi que Danièle Sallenave (« Il nous fallait une femme, non ? »), Bernard-Henri Lévy et Philippe Sollers.

En une minute trente (« Je sais, c'est court, mais notre public populaire, les exigences de l'horaire... »), les membres de cet « intello-panel scientifique désigné » avaient dû classer les événements qui les avaient le plus frappés en mille ans. Dante, Hiroshima, le dernier Mondial ou (la clause avait décidé plus d'un) la punition de leur dernier ouvrage.

Après quoi le panel avait planché sur un

thème choisi par sondage : « Le vingt et unième siècle sera-t-il, ou non, religieux ? » L'émission inaugurait un système voulu par l'Audimat, lequel tolérât du culturel à condition qu'il ne morde pas sur les variétés : des débats d'idées étaient régulièrement montrés en fond de décor, mais sans le son, afin de rassurer les foules sur l'avenir de la pensée, sans faire tomber l'écoute. Les intellectuels faisaient pendant, côté cour, aux danses qui se trémaussaient en permanence, côté jardin.

Ce spectacle muet de grands esprits en train d'escalader les cimes du concept, le public l'avait trouvé « valorisant » (52 %), « sécurisant » (66 %) et même « hyper-génial » (72 %) ; « sans opinion » (6 %). Un retraité se disant agnostique avait téléphoné en direct pour comparer l'effet d'apaisement produit sur lui par le « panel » à la découverte d'un couvent inoccupé, lors d'une marche au montgros.

« Je, oui, non ? »
Peu avant minuit, un brouhaha fit lever le sourcil du présentateur chiffonné. Par erreur, la règle avait bécoté à l'antenne les conversations des grands esprits. « Notre siècle aura connu ce désastre, lança une voix gonflée de colère prophétique, la fin des livres, donc des mots, seules sources de sens indispensables ! » « Envoyons une invitation au Monde », proposait une autre voix, où grondait le goût des revanches assénées.

L'animateur fut sauté de l'incident technique par les coups de minuit, qui firent shunter le tumulte du panel. Il put enchaîner avec l'annonce du duplex prévu - enfin, presque : « Finir le millénaire en compagnie de Sa Sainteté, ce fut été pas mal, non ? Mais savez ce que c'est, les allés du direct... Pas perdu au change, puisque... [Les dents scintillaient, le smoking tremblait sur un pas de claquettes, cymbales j'ai nommé : Ed-die Bar-clay !]

Le Monde
EDITIONS

GREILSAMER
PRÉSENTE

le procès
DU
SANG
contaminé

DOCUMENTS

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Un rapport du ministre de la recherche et de l'espace

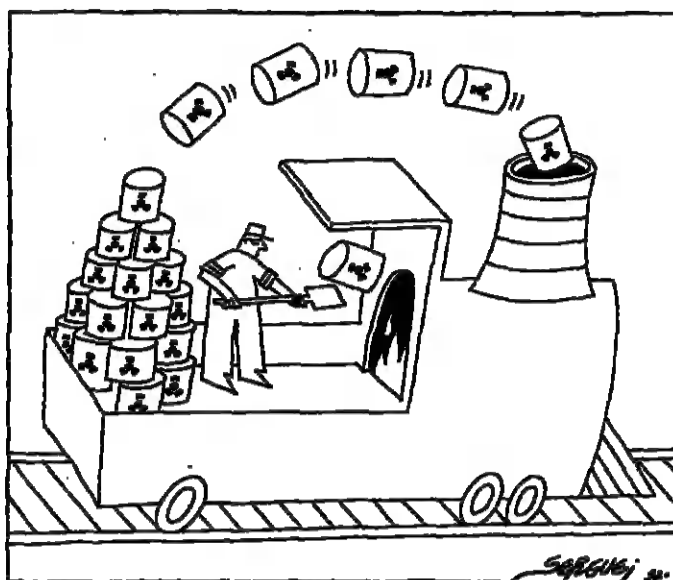
Superphénix est indispensable aux études sur la gestion des déchets radioactifs, estime M. Hubert Curien

Le réacteur à neutrons rapides Superphénix et son pré-décesseur Phénix sont indispensables aux études visant à diminuer les stocks de plutonium et de certains déchets radioactifs issus des centrales nucléaires, estime M. Hubert Curien, dans un rapport remis récemment au premier ministre. Le ministre de la recherche et de l'espace propose la mise en place d'un « programme de recherches diversifiées » sur la gestion des déchets radioactifs ouvert à toutes les solutions actuellement envisageables.

Après avoir décidé, le 29 juin, de geler pour plusieurs mois Superphénix, le surintendant contesté de Creys-Malville (Isère), M. Pierre Bérégovoy avait demandé à M. Hubert Curien de préparer « un rapport sur l'incinération des déchets et les conditions dans lesquelles Superphénix pourra y contribuer » (le Monde du 1^{er} juillet). Dans le document qu'il vient de lui remettre, le ministre de la recherche et de l'espace conclut : « Il faut poursuivre les recherches techniques et l'évaluation économique concernant les réacteurs à neutrons rapides (comme Superphénix) qui apparaissent aujourd'hui comme la seule voie pour réduire efficacement le stock de plutonium et d'autres actinides ».

M. Curien tient, cependant, à préciser que ces propositions se situent dans le droit-fil de la loi du 30 décembre 1991, « qui édicte un moratoire de quinze ans avant tout stockage souterrain, prévoit un programme de recherche et développement à conduire pendant cette période ». S'il souligne les acquis du programme électronucléaire français, le ministre met aussi en exergue « les difficultés et les incertitudes » qui concourent, en France comme ailleurs, les réacteurs à neutrons rapides (RNR) et la gestion des « produits de fin de cycle » issus des combustibles irradiés.

Certains pays, comme les États-Unis et la Suède, ont décidé d'enfouir directement ces combustibles usés. C'est la solution la plus économique. Mais, estime le rapport, elle présente plusieurs inconvénients : stockage de volumes plus importants de produits hautement radioactifs et gaspillage de l'énergie encore exploitable de l'uranium et du plutonium enfouis avec les déchets.



La France et le Japon ont préféré le retraitement qui permet de récupérer les matières fissiles. Un seul réacteur à eau pressurisée (REP) du type de ceux qui équipent le parc électronucléaire français traite cha-

que année 21 tonnes de combustibles usés contenant 20 tonnes d'uranium enrichi à 0,9 %, réutilisable ; 260 tonnes de plutonium ; 21 kilos d'actinides mineurs (neptunium 237, américium, curium) et

750 kilos de produits de fission (césium 135, technétium 99, zirconium 93). Actinides mineurs et produits de fission, qui constituent les déchets hautement radioactifs à vie longue (plusieurs centaines de milliers d'années), sont vitrifiés pour un enfouissement profond ultérieur.

Reste le plutonium, « porteur de grands risques de prolifération ». Ses possesseurs se trouvent devant un dilemme, écrit M. Curien dans son rapport. Ou ils le considèrent comme un déchet et l'enfouissent, ou ils le brûlent. Sous forme de combustible MOX (mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium) dans les REP, ou directement dans les réacteurs à neutrons rapides (RNR) de type Superphénix, mais fonctionnant en « sous-générateurs ».

Imagines au début des années 70 pour produire (en surrégénérateurs) plus de plutonium qu'ils n'en consomment et représenter ainsi une source d'énergie inépuisable, les RNR ont perdu tout intérêt économique à court et moyen terme en raison de l'effondrement des cours de l'uranium. Cette nouvelle utilisation leur redonnerait un certain avenir. Selon le rapport Curien, la mise en œuvre d'un parc mixte de REP et de RNR incinérateurs (à raison d'un RNR pour 2 à 4 REP) pourrait permettre la stabilisation du stock de plutonium français à 300 tonnes environ, alors que nous en produisons actuellement quelque 13 tonnes par an. Les RNR permettraient aussi d'assurer la destruction d'une quantité notable d'actinides mineurs.

Cette solution n'est envisageable qu'au prix de quinze à vingt ans de recherche pour résoudre les nombreux problèmes techniques en suspens et d'une sérieuse évaluation technico-économique, souligne le rapport. Ces études, dans lesquelles Superphénix et Phénix, son prédécesseur construit à Marcoule, joueraient un rôle central, doivent constituer l'un des axes des recherches prévues par la loi du 30 décembre 1991, sur « l'aval du cycle », estime M. Curien. Les autres axes porteraient sur les sites de stockage, les procédés de retraitement poussé, l'optimisation des réacteurs actuels et futurs pour minimiser la radioactivité des produits de fin de cycle, et la « transmutation » des produits de fission en substance à « durée de vie » plus courte.

J.-P. D.

Echéances

par Jean-Paul Dufour

Le rapport de M. Hubert Curien relance, en pleine période des fêtes, la procédure réglementaire pour un éventuel redémarrage de Superphénix. Sa publication devrait contribuer à rassurer les responsables de la NERSA et d'EDF, exploitants du surrégénérateur de Creys-Malville (Isère), ainsi que les parlementaires européens de la France engagés avec elle dans des recherches sur la filière des réacteurs à neutrons rapides. La décision du 29 juin de « geler » Superphénix leur avait fait craindre, en effet, un « enterrement » définitif sous la pression des écologistes.

« Une enquête publique sera menée dès que possible », précise aujourd'hui le premier ministre dans un communiqué (le Monde du 28 décembre). En pleine préparation des élections législatives de mars, donc. Les populations locales, majoritairement favorables au redémarrage pour des raisons

économiques, devraient y être sensibles. Les opposants vont, évidemment, faire campagne contre toute remise en marche. Mais comment contester une démarche qui se réclame de la « transparence » et s'appuie sur une loi votée l'an dernier au Parlement à une écrasante majorité, toutes tendances confondues ?

Le temps joue pour M. Bérégovoy. « Au vu du dossier de l'exploitation et des observations rassemblées pendant l'enquête publique, l'autorité de sûreté rendra un avis définitif sur le contenu des travaux nécessaires. La décision du gouvernement sera prise en fonction des conclusions de l'enquête publique et de l'avis de l'autorité de sûreté », rappelle le premier ministre dans son communiqué. Selon des experts, tout cela pourrait prendre « quelques mois ». Jusqu'en avril, par exemple.

MÉDECINE

Aux États-Unis

La nouvelle définition du sida va entraîner une forte augmentation du nombre de malades déclarés

NEW-YORK

de notre correspondant

Le Center of Disease Control (CDC, Centre de contrôle des maladies) d'Atlanta (Géorgie), vient d'arrêter une nouvelle définition du sida, applicable au 1^{er} janvier 1993, qui risque d'augmenter considérablement le chiffre des cas de sida déclarés aux États-Unis. Le CDC a obtenu que les personnes contaminées par le virus du sida soient considérées comme malades dès lors que leur taux de lymphocytes (CD4+) est inférieur à 200 par millimètre cube – soit un cinquième du niveau normal chez une personne en bonne santé. Jusqu'à présent, il fallait attendre l'apparition de certains signes cliniques caractéristiques – vingt et une maladies étaient répertoriées pour que les personnes séropositives puissent entrer dans la catégorie des malades. Le CDC ajoute à la liste la tuberculose, la pneumonie récurrente et le cancer généralisé à partir du col de l'utérus. Le passage au stade déclaré de la maladie peut en effet prendre de longs mois, pendant lesquels la plupart de ces patients ne bénéficient d'aucun traitement particulier ni d'aucune couverture médicale autre que celle d'une assurance volontaire, de plus en plus difficilement accordée par les assureurs.

L'application d'une nouvelle définition du sida, à partir du 1^{er} janvier 1993, va entraîner une forte augmentation du nombre de cas de sida déclarés aux États-Unis : d'après les estimations du CDC, ils devraient progresser de plus de 50 %. Depuis le début de

la pandémie, plus de 230 000 cas de sida ont été notifiés au CDC (on compte déjà 150 000 décès) et le nombre des séropositifs est estimé à plus d'un million de personnes dans le pays. Dans un premier temps, la nouvelle disposition devrait provoquer un surcoût économique important dû au prix des doses de CD4+ (150 dollars, soit 820 F environ) ainsi que des frais médicaux supplémentaires pris en charge par les pouvoirs publics. En 1991, le gouvernement fédéral a consacré plus de 1,5 milliard de dollars à la seule prise en charge des malades du sida, sur un budget total de 3,7 milliards, majoré de 20 % l'année suivante et englobant également l'effort de recherche et de prévention.

SERGE MARTI

□ Réapparition de l'épidémie de choléra en Argentine. – L'état d'alerte a été décrété par les autorités sanitaires argentines, lundi 28 décembre, après la réapparition de l'épidémie de choléra dans trois provinces du nord du pays, aux frontières de la Bolivie et du Paraguay. Le ministre argentin de la santé et de l'action sociale, M. Julio Cesar Amos, a fait état de quarante-quatre nouveaux cas en cinq jours, précisant qu'aucun malade n'était décédé. Il a déclaré à nouveau l'état d'urgence (le Monde du 25 avril). Les congés des personnels de santé des régions concernées ont été suspendus. Cinq cent trente-quatre cas de choléra ont été recensés depuis le début de l'épidémie, déclarée en janvier dernier. – (AFP, Reuter.)

EN BREF

□ La Chine va lancer un satellite de télécommunication pour Hongkong. – La Chine lancera un satellite de télécommunication pour une entreprise de Hongkong, a indiqué, mardi 29 décembre, le quotidien chinois China Daily. Aux termes du contrat, le satellite, construit par la société américaine Hughes Aircraft et appartenant à la compagnie Asia Pacific Communications, sera mis en orbite par une fusée chinoise Longue Marche-3 en juin 1994. Le lancement, qui coûtera environ 40 millions de dollars, s'effectuera de la base de Xichang (sud-ouest de la Chine). – (AFP.)

□ SKI ALPIN : l'Autrichienne Petra Kronberger abandonne la compétition. – Petra Kronberger, championne olympique de slalom et du combiné aux Jeux olympiques d'Albertville, a annoncé, lundi 28 décembre, qu'elle mettrait un terme à sa carrière. Agée de vingt-trois ans, l'Autrichienne a justifié sa décision par un manque de motivation, estimant qu'elle avait inscrit toutes les grandes épreuves de ski alpin à son palmarès. Championne du monde de descente en 1991, Petra Kronberger a enlevé à trois reprises la Coupe du monde féminine de ski alpin (90-91-92). Elle n'avait pour meilleur résultat, cette saison, qu'une troisième place dans le slalom de Steamboat-Springs, aux États-Unis. – (AFP.)

REPRODUCTION INTERDITE

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Assurance et système d'information

Paris - Cette importante société de conseil a pour vocation de proposer une offre globale de services autour de logiciels standards. Elle complète sa gamme et vient d'acquiescer la licence exclusive d'un nouveau produit destiné aux compagnies d'assurances IARD. Elle recrute le responsable de cette nouvelle activité.

Après prise de connaissance du produit, vous définirez la stratégie de développement, élaborerez le business-plan. Responsable de votre centre de profit, vous en assurerez le développement commercial, la gestion administrative et financière, la logistique technique ainsi que le management de l'équipe.

Homme d'expérience et de terrain doté d'une formation supérieure, vous êtes un professionnel motivé par le lancement et le développement d'une activité. Votre compétence est celle d'un professionnel de l'assurance à forte sensibilité informatique et entraîné aux contacts commerciaux, ou celle d'un informaticien ayant une parfaite connaissance du monde de l'assurance IARD. Vous savez conduire des négociations à haut niveau et collaborer avec des interlocuteurs de compétences diverses. Vous cherchez la réussite et mobilisez les moyens mis à votre disposition pour atteindre les objectifs. Excellente maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier sous référence C.168/M à notre conseil Catherine Charvet, OBERTHUR CONSULTANTS 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

VILLE DE PUTEAUX
(Hauts de Seine 92800)
42766 habitants
recrute un

INGENIEUR EN CHEF

Responsable de la Direction
Environnement Voirie

Mission : Sous la responsabilité du Directeur Général des Services Techniques, il assurera directement la gestion et la coordination des services :

VOIRIE - ESPACES VERTS - NETTOIEMENT

Profil : ■ Connaissance et expérience sérieuses de chantiers de Voirie ■ Budget et Marchés Publics ■ Sens des responsabilités et des relations humaines ■ Sens du service public et de l'organisation

Avantages : ■ Rémunération statutaire ■ Prime de technicité ■ 13ème mois hors prime

Lettre de motivation et C.V. (copie des diplômes) sont à adresser à Monsieur le Maire 131, rue de la République - 92800 PUTEAUX

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Le FIDA
Fonds International du développement agricole
(Nations Unies) (Rome, Italie)
cherche

CONSEILLER TECHNIQUE
(CONDITION DE LA FEMME ET DEVELOPPEMENT) P5

Principalement chargé de développer des méthodes innovantes de conception de projets d'investissement pour développer des activités économiques viables à la ferme, hors exploitation ou dans le cadre de micro-entreprises au profit des femmes rurales pauvres, le titulaire devra en particulier :

- mener des analyses socio-économiques et institutionnelles de la conception de projets d'investissement pour développer des activités économiques viables à la ferme, hors exploitation ou dans le cadre de micro-entreprises au profit des femmes rurales pauvres ;
- mener des analyses d'approches participatives au développement communautaire pour favoriser l'implication des femmes dans la prise de décisions ;
- mener, dans une perspective de parité entre les sexes, des analyses de systèmes ruraux de production, d'organisations, d'institutions rurales et de procédures de prêt et de conditions de prêt intéressant les femmes rurales ;
- développer des méthodes pratiques de promotion de la participation des femmes aux opérations de prêt du Fonds tout au long du cycle des projets.

QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE: Diplôme d'études universitaires de troisième cycle ou titre équivalent en développement agricole, économie, sociologie, développement rural ou discipline analogue. Dix à quinze ans d'expérience de l'élaboration et du financement de projets agricoles, y compris une expérience de terrain dans des pays en développement. Une expérience des institutions financières internationales, ainsi que du développement des savoir-faire participatifs des femmes dans les organisations rurales serait un atout.

LANGUES: Excellente connaissance de l'anglais et connaissance pratique du français, de l'arabe ou de l'arabe.

TRAITEMENT DE BASE NET ANNUEL: de 46 433 à 61 453 USD, plus indemnité de poste de 22 381 à 29 620 USD.

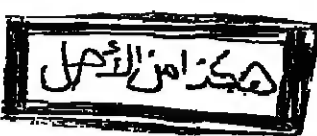
DURÉE DE L'ENGAGEMENT: deux ans.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION: aussitôt que possible
Prévoir d'envoyer deux exemplaires d'un résumé détaillé en français à :

Division du Personnel - FIDA
Via del Serafico 107, 00142 Rome (Italie) - Télécopie: (06) 5043463

Date limite de présentation des candidatures: 15 janvier 1993
Il ne sera accusé réception qu'aux candidats qui auront été présélectionnés.

LES CANDIDATURES FÉMININES SONT PARTICULIÈREMENT ENCOURAGÉES



PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Par jugement (contradictoire) rendu le 22 mai 1992, la 15^e Chambre du Tribunal Correctionnel de NANTERRE a condamné :
- M. MEKERCKE Didier, né le 5 novembre 1955 à PARIS 20^e, demeurant 67, rue Philippe-de-Girard 75018 PARIS, à la peine de 18 mois de prison avec sursis et 20 000 F d'amende pour FRAUDE EN VUE DE SE SOUSTRAIRE A L'ETABLISSEMENT OU AU PAIEMENT DE L'IMPOT, OMISSION DE PASSATION DANS UN LIVRE COMPTABLE D'ECRITURES INEXACTES OU FICTIVES.
Le Tribunal a ordonné l'affichage à la mairie du domicile sur des panneaux prévus à cet effet et la publication au Journal officiel et dans le Monde.
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.
LE GREFFIER.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Par jugement (contradictoire) rendu le 7 juillet 1992, la 11^e Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS, a condamné pour FRAUDE FISCALE - OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES, à la peine de HUIT MOIS d'emprisonnement avec sursis :
- M. GALL-PAPA Joël Elie Georges, né le 6 février 1949 à CHARENTON-LE-PONT VAL-DE-MARNE, directeur technique, demeurant 7, avenue de Gravelle à CHARENTON-VAL-DE-MARNE.
Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamnation la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel et dans le Monde et Le Figaro.
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.
NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Par jugement (contradictoire) rendu le 6 juillet 1992, la 11^e Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS, a condamné pour FRAUDE FISCALE - OMISSION D'ECRITURE DANS UN LIVRE COMPTABLE, à la peine d'UN AN d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant 3 ANS avec obligation de se soumettre aux dispositions de l'article R 55 al. 1.3 du C.P.P. et à 10 000 F d'amende :
- M. VERDIER Philippe Jean-Jacques, né le 21 mars 1935 à SAINT-LEURENT-EN-CAUX (Seine-Maritime), agent en architecture, demeurant 37, rue des Longs-Près à BOULOGNE-BILLANCOURT (92).
Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamnation la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel et dans le Monde et Le Figaro.
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.
NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Par jugement (contradictoire) rendu le 24 juillet 1992, la 23^e Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS, a condamné pour EMPLOI D'UN ETREANGER NON MUNIT D'UNE AUTORISATION DE TRAVAIL SALAIRE-EXECUTION D'UN TRAVAIL CLANDESTIN :
- à payer une amende de 15 000 F.
- M. DU LIA Rang, né le 19 novembre 1963 à ZHEJIANG Chine (République populaire), maroquinier, 72, rue du Château-d'Eau à PARIS 10^e.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Par jugement (contradictoire) rendu le 30 novembre 1990, en date du 10 juillet 1992, la 11^e Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS, a condamné pour FRAUDE FISCALE - OMISSION DE PASSATION D'ECRITURE COMPTABLE, à la peine d'UN AN d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende :
- M. EPSTEIN Daniel, né le 1^{er} juin 1943 à PAU (Pyrénées-Atlantiques), chirurgien dentiste, demeurant 199, rue de Valenciennes à PARIS 15^e.
Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamnation la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel et dans le Monde et Le Figaro.
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.
NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Par jugement (contradictoire) rendu le 7 juillet 1992, la 11^e Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS, a condamné pour FRAUDE FISCALE - OMISSION DE PASSATION D'ECRITURES DANS UN LIVRE COMPTABLE, à la peine de SIX MOIS d'emprisonnement avec sursis :
- M. SALESSE Solange Jacqueline Eliane, née le 10 avril 1945 à VILLEURBANNE (Rhône), vendeuse, demeurant 30, rue des Ormes à FAREMOUTIERS (Seine-et-Marne).
Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamnation la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel et dans le Monde et Le Figaro.
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.
NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY

Par jugement en date du 21 janvier 1992, aujourd'hui définitif, la 15^e chambre du T.G.I. de BOBIGNY a condamné :
- LANCELIN Georges, né le 7 avril 1946 à LANGAIS (37), demeurant 8, rue des Tanneurs, TOURS (37), à la peine de 10 000 F d'amende ;
- ordonne la publication de ce jugement dans le Monde et Le Figaro ;
- ordonne l'affichage du jugement pendant huit jours aux portes de l'entreprise ;
- déclare civilement responsable la S.A. LOCAPOSE FRANCE, pour infraction aux mesures générales de sécurité - bâtiment et travaux publics. Pour extrait conforme.
LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Par jugement en date du 1^{er} juillet 1992 (sur opposition-jugement du 4 mars 1992), la 11^e Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS, a condamné pour FRAUDE FISCALE - OMISSION D'ECRITURE DANS UN LIVRE COMPTABLE, à la peine d'UN AN d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant 3 ANS avec obligation de se soumettre aux dispositions de l'article R 55 al. 1.3 du C.P.P. et à 10 000 F d'amende :
- M. VERDIER Philippe Jean-Jacques, né le 21 mars 1935 à SAINT-LEURENT-EN-CAUX (Seine-Maritime), agent en architecture, demeurant 37, rue des Longs-Près à BOULOGNE-BILLANCOURT (92).
Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamnation la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel et dans le Monde et Le Figaro.
Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.
NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

Par jugement du 11 février 1992, aujourd'hui définitif, la 15^e chambre du T.G.I. de BOBIGNY a condamné :
- HUBERT Christian, né le 5 septembre 1950 à RENNES (35), demeurant Les Ravines - LA TOUSSAIE-FONTCAUVERT (73), à la peine de 10 000 F d'amende ;
- pour blessures involontaires avec incapacité temporaire supérieure à trois mois ; Accident de travail ;
- infraction aux règles de sécurité relatives aux travaux sur les toitures - bâtiment et T.P.

EXTRAIT DES MINUTES D'UN JUGEMENT DE POLICE

Par jugement rendu par défaut et en premier ressort par le tribunal d'instance de Montreuil-sous-Bois, en date du 17 mars 1992 :
- M. VARTAN Edmond, né le 5 septembre 1937 à SOFIA (Bulgarie), gérant, demeurant 8, rue de l'Est, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, a été déclaré coupable des contraventions de non-paiement des cotisations patronales ; rétrocession de précompte, rétrocession par les articles L. 244.1 et R. 244.4 et R. 244.3 du Code de la Sécurité sociale, pour la période du deuxième trimestre 1991.
Le tribunal l'a condamné à une amende de 1 500 F pour rétrocession de précompte et trois amendes de 300 F pour non-paiement des cotisations patronales ; a fixé au minimum la contrainte par corps s'il y a lieu de l'appliquer ; a dit y avoir lieu à l'affichage et à la publication du présent jugement dans le Monde et Le Parisien aux frais du prévenu.
Pour extrait conforme.
LE GREFFIER.

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12 ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS

Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Tapez I M P

CARNET DU Monde

Décès

- Nous apprenons la disparition de

M^{me} BONDIL, née René Guillot, pieusement décédée le 23 décembre 1992, à Beauvais, dans sa quatre-vingt-troisième année et vous remercions le souvenir de son époux, le

général Marcel BONDIL, décédé le 22 juin 1970.

La cérémonie religieuse à Beauvais (Oise) et l'inhumation à Passy-Grigny (Marne) ont eu lieu, le 24 décembre, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Christian Got, Vivier-le-Comte, 51700 Passy-Grigny.

M^{me} Anne-Françoise Bondil, 34, chemin de la Bonnevaude, 13009 Marseille.

- Ruthélie et Yves Bobbot, René Brau, ont la douleur de faire part du décès de

Eliane BRAU, née Papet.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin, le jeudi 31 décembre 1992, à 10 h 30.

90, boulevard Noy, 75018 Paris, 173, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris.

- Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Georges BRET,

survenu le 26 décembre 1992, à Sunnyvale, Californie (Etats-Unis).

- Geneviève, Noël, Michel, Jean-Louis, Gilbert et Daniel Cahen, ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès subit de

Pauline CAHEN, née Olivier, dite Annette Blais, pour ses compagnons d'infortune, enfants abandonnés, pupilles de l'Etat, fondatrices des associations Droit des pupilles de l'Etat à leurs origines et Cénologiques-Abandonnés.

survenu le 27 décembre 1992, à l'âge de soixante-trois ans.

Elle rejoint ainsi son mari,

Claude CAHEN, décédé le 18 novembre 1991.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, le jeudi 31 décembre, à 11 heures.

62, avenue Carnot, 91600 Savigny-sur-Orge. Le Cheset, 71550 Roussillon-en-Morvan.

- Nantes.

L'équipe de la Tribune de Loire-Antenne 2.

L'immeuble tristesse de faire part du décès de son amie

Jocelyne CHATELLIER,

qui fut pendant six ans l'artisan indispensable et chaleureuse de son aventure hebdomadaire.

Ses obsèques ont eu lieu mardi 29 décembre 1992, dans l'intimité, à Saint-Lyphard (Loire-Atlantique).

- M^{me} Marie-France Foulquier, son épouse, Grégory, Philippe, Estela, Nicolas, ses fils et sa belle-fille, M^{me} René Dardel, sa mère, ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy DARDEL, président-fondateur du Centre du conteneur et du transport intermodal,

survenu le 19 décembre 1992.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 22 décembre, en l'église réformée d'Angers.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean, XVII, 24.

Closier de la Broserie, 49460 La Vieux-Cantony, 29, rue Chevalier, 95160 Montmorency.

- M^{me} Keller, M. et M^{me} Bernard Maillet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Charles Matton et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Tibor KELLER, survenu le 18 décembre 1992.

Il a été inhumé au cimetière du Montparnasse, dans la plus stricte intimité.

- M. et M^{me} Hervé DUPONT-MONOD, Clara, Sylvère, Juliette, M. Jean-André Dupont, M. le docteur et M^{me} Marc Monod, Toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Germain,

survenu le 22 décembre 1992, à l'âge de dix ans.

L'inhumation a eu lieu le 26 décembre, au Mas-du-Moulinet-du-Cros, après le culte célébré au temple de Valeraugue (Gard).

17, rue de Rungis, 75013 Paris.

- M. le président Claude Amis, Le conseil d'administration des caisses d'épargne de mutualité sociale agricole.

La direction générale Et M. le professeur Portos, s'associent à la douleur de M^{me} Fages et de sa famille, et font part du décès, le 8 décembre 1992, du

docteur Jacques FAGES, médecin national adjoint.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire en l'église Saint-Augustin, Paris-8^e, le vendredi 8 janvier 1993, à 11 h 15.

- M. François Blonde, et sa famille, Le professeur Olivier Blety, M. et M^{me} Thierry Blety, ses enfants, Thomas et Marie, Natacha, Nadia, Katia et Camille Blety, ses petits-enfants, M. Pierre Mariotti et sa fille, M^{me} Marie-Thérèse de Ricou, M. et M^{me} Raymond Garrau et leurs enfants, ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Elisabeth FLEURY-BLONDE, née Mariette,

survenu le 24 décembre 1992, à Paris.

Les obsèques religieuses ont eu lieu en l'église Saint-Germain-des-Près, sa paroisse, dans l'intimité.

10, rue de Seine, 75006 Paris.

- M. et M^{me} Paul Caureau, M. et M^{me} Philippe Caureau, M. et M^{me} Gilles Caureau, La direction Et l'ensemble du personnel de la SA Biscuits Caureau, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean HIRTZ,

de M. et M^{me} Jean-Noël HIRTZ, de leurs trois enfants, Aurélie, Olivier (dix ans), Laurence (cinq ans),

survenu accidentellement le 25 décembre 1992.

Ils remercient bien vivement toutes les personnes qui ont eu l'honneur de leur adresser des lettres de condoléances et des prières pour eux.

Une messe de huitaine sera célébrée en leur paroisse d'Auzay (Vendée), le dimanche 10 janvier 1993, à 10 heures.

- M. Alain Hubert, son épouse, M. et M^{me} Benoît Hubert, M. et M^{me} Bernard Emouf, M^{me} Solange, Natalie, Arnette Hubert, ses enfants, Lucile, Marine, Servane, Antoine, ses petits-enfants, Les familles Hubert, Blavignac, Thiaud, Noël, Legay, Gervais, Nodon, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Alain HUBERT, née Colette Blavignac,

le 27 décembre 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 30 décembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

95, boulevard Raspail, 75006 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-98

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du Journal, 15, rue Faguet, 75015 Paris

Tél : 206 806 F Télécopieur : 45-86-77-13 Tarif de la ligne N.T.

Tarifs rubriques : 100 F Abonnés et adhérents : 80 F Communications diverses : 105 F Thèmes étudiants : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Les obsèques auront lieu le mercredi 30 décembre, à 14 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Henri WOLF, née Louise Lévy,

survenu à Rouen, le 26 décembre 1992.

Les obsèques auront lieu le mercredi 30 décembre, à 14 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Raymond Letouzey, Sylvie et Jean-Michel Bodier, Stéphanie Vermont, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond LETOUZEY, directeur photographe,

survenu dans sa soixante-huitième année.

Le service religieux aura lieu en l'église Saint-Pierre de Neuilly (Hauts-de-Seine), le mercredi 30 décembre 1992, à 13 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Ivry-sur-Seine.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

71, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly.

- M^{me} Colette Marty, son épouse, M^{me} Pierrette Thikian, sa fille, M. Charles-A. Thikian son petit-fils, Les familles parentes et alliées, Sa filleule, Ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Dominique MARTY, artiste peintre,

survenu le 23 décembre 1992, à l'âge de soixante-seize ans.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

On se réunira à sa mémoire, en l'église réformée du Luxembourg, 38, rue Madame, Paris-6^e, le mardi 19 janvier 1993, à 18 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Henri-Barbus, 75003 Paris, 8, rue de la Tuilerie, 75220 Vitrolles.

- La famille Nafai, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. André-Georges NATAF,

survenu à Paris-3^e, le 24 décembre 1992.

Selon la volonté du défunt, l'incinération a eu lieu le 29 décembre, au crématorium du Père-Lachaise.

- M^{me} Louis Promeyrat, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis PROMEYRAT,

survenu le 22 décembre 1992.

Après un service religieux, l'inhumation a eu lieu au cimetière de Galland (Eure-et-Loir).

19, rue de la Haquinrière, bâtiment C, 91440 Bures-sur-Yvette.

- Le directeur de l'Ecole d'architecture du Languedoc-Roussillon à Montpellier.

Le président Et les membres du conseil d'administration.

Les professeurs Et les personnels administratifs ont la tristesse de faire part du décès, survenu brutalement le 24 décembre 1992 à Toulon (Méditerranée), de

Jean-François ROSTAND, ingénieur des travaux publics, professeur en sciences et techniques de la construction, responsable de l'antenne pédagogique de Saint-Denis-de-la-Réunion.

- M^{me} André Tulli, Jean-Marie et André Tulli, Philippe et Christine Tulli, Jean-Paul et Madeleine Fichère, Roger et Elisabeth Tulli, ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

André TULLI, général de brigade aérienne, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 21 décembre 1992, dans sa soixante-troisième année.

7, avenue Baquis, 06000 Nice.

- Le docteur et M^{me} Louis-Michel Wolf, M. et M^{me} Gérard Wolf, M. et M^{me} Jacques Wolf, M. et M^{me} Didier Wolf, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri WOLF, née Louise Lévy,

survenu à Rouen, le 26 décembre 1992.

Les obsèques auront lieu le mercredi 30 décembre, à 14 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

GUY BROUTY

Remerciements

- Les obsèques de mon mari

Jean PINEL, doyen du Conseil supérieur de la magistrature,

ont été marquées par la considération, l'amitié, l'affection de tous ceux qui l'avaient connu.

Dans mon immense tristesse, c'est un grand réconfort.

Que toutes et tous en soient profondément remerciés.

M^{me} Jean Pinel.

Anniversaires

- Il y a neuf ans

Françoise GAUTHIER-VERMOT-DESROCHES

mourut du cancer.

Qu'il l'en souvienne.

Pierre Gauthier, 91450 Etolles.

- Il y a huit ans que tu es parti

Mamuel,

que l'absence est longue !

- Aujourd'hui 30 décembre

Jean MORPAIN

aurait soixante et un ans.

Sa famille, Ses amis pensent à lui.

Manifestations du souvenir

Lieslette KOLZ,

nous a quittés ce 1^{er} novembre 1992.

Ses amis pensent à elle avec émotion ce 30 décembre où elle aimait les réveils.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, nous prient de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 5943

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Qui peut celer. - II. Un homme qui était souvent sur les dents. - III. Sur une côte bretonne. Particule. - IV. N'était pas lâché d'un oeil. Dans un tableau de Vélazquez. - V. Pourrait s'attaquer à tout un « quartier ». Pronom. - VI. Utile pour le golfier. Valeur du silence. - VII. Bien dit. - VIII. Sont lancés dans l'intention de blesser. - IX. Qui n'aura aucune suite. Pas annoncé. - X. Agrandi l'ouverture. Partie de campagne. - XI. Symbole. Pas divisé.

VERTICALEMENT

1. Des « trucs » à dormir debout. - 2. On peut y aller pour le peu. Une salade en mer. - 3. Aller de pis en pis. Fit sauter. - 4. Dieu. Adverbe. Femme de lettre. - 5. Au début d'une épitaphe. Un sultan magnifique. - 6. N'est pas donné par la polissonnière. A fourni une certaine noblesse. - 7. En Allemagne. Divinité. Entre trois et quatre. - 8. Participe. L

SCIENCES • MEDECINE

Des oiseaux malades de la peste

Une épidémie très contagieuse commence à sévir dans l'est de la France. Le dispositif d'alerte est en place

POUR les épidémiologistes vétérinaires, aucun doute : plus aujourd'hui permis. Tout a commencé à Mulhouse (Haut-Rhin), il y a quelques semaines, à l'occasion d'une exposition de volailles. Les oiseaux ont été touchés par une maladie très contagieuse. L'origine d'une épidémie qui s'est étendue depuis peu dans l'est du

A la mi-décembre, les services vétérinaires de la Colmar confirmèrent la présence, en Alsace et dans différents départements voisins, de plusieurs cas de « maladie de Newcastle », une affection hautement contagieuse, également connue sous le nom de « pseudo-peste aviaire ». Alertés, les services du ministère de l'Agriculture ont pris immédiatement une série de mesures pour circonscrire la mal, véritable menace sanitaire et économique.

La maladie de Newcastle est une affection virale pouvant toucher tous les oiseaux, mais non transmissible à l'espèce humaine. Son haut degré de contagiosité fait qu'elle peut provoquer une mortalité très élevée dans les élevages industriels de poulets de chair, ainsi que dans les élevages de poules pondeuses et reproductrices, tout comme chez les dindes et les pigeons. Le groupe de virus responsable de cette maladie agit également sur l'ensemble des oiseaux de basse-cour, les oiseaux sauvages et les multiples catégories d'oiseaux, exotiques ou non, qui sont régulièrement l'objet d'expositions et de concours.

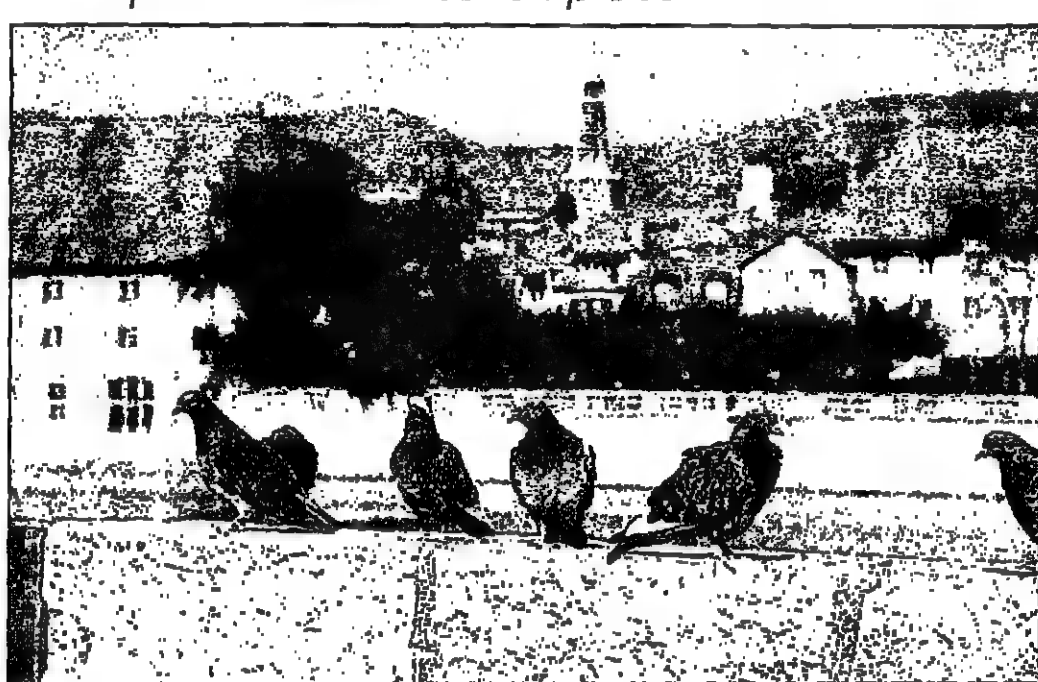
Alors, résumé simple ne peut être fait : la symptomatologie de la pseudo-peste aviaire. Tout dépend en effet du pouvoir pathogène de la souche virale infectante et du statut immunitaire de l'oiseau. Après l'installation de différents symptômes plus ou moins graves (digestifs, nerveux, comportementaux...), la mortalité peut, avec les micro-organismes très virulents infectant des oiseaux non vaccinés (non vaccinés), atteindre 100 % en quelques jours. A l'inverse, certains

oiseaux peuvent résister à cette infection et, « porteurs sains », véhiculer les germes viraux et favoriser l'extension de l'épidémie. En outre, hypothèse, la maladie ne doit nullement être sous-estimée. « La maladie de Newcastle représente un danger majeur pour tous les pays d'élevage intensif car elle peut causer des pertes économiques élevées », explique le *Semaine vétérinaire* datée du 24 février 1990, qui rappelle que, de 1961 à 1986, une épidémie « particulièrement meurtrière » de pseudo-peste aviaire a été observée chez les pigeons. « La grande contagiosité de la maladie et son importance économique évidente » ont ainsi « justifié sa classification parmi les maladies épidémiques à déclaration obligatoire, comme la fièvre aphteuse et la peste porcine ».

Expositions interdites

Une harmonisation européenne des politiques nationales de lutte contre cette maladie est en cours. Actuellement, certains pays de la CEE pratiquent une politique de non-vaccination et d'éradication de la maladie ; d'autres ont opté pour une politique de vaccination. La menace virale est toutefois suffisamment importante pour que la CEE ait pris, le 14 juillet dernier, un ensemble de mesures destinées à éradiquer dès le 1^{er} octobre 1993 (1). C'est ainsi, par exemple, que la découverte d'un cas de maladie de Newcastle impose à cette date et à la mort, sur place et sans délai, de tous les oiseaux de la souche concernée. Les volailles mortes ou mises à mort et tous les œufs doivent être détruits.

La réglementation de la CEE prévoit aussi, à partir de cette même date, qu'en cas de suspicion d'une épidémie, « on détruit toutes les matières et tous les déchets, les aliments, les œufs et les fientes susceptibles d'être contaminés », et que l'on recherche, pour les détruire, les viandes de volaille provenant de



Déjà de 1981 à 1986, les pigeons ont été particulièrement touchés par une épidémie de pseudo-peste aviaire.

l'exploitation et abattus au cours de la période pendant laquelle la maladie. Les mêmes mesures doivent être prises vis-à-vis des

L'apparition de la maladie de Newcastle impose encore à cette date la délimitation d'une zone de protection de plusieurs kilomètres autour des exploitations concernées. Il faudra alors limiter toutes les exploitations situées dans la zone, contrôler les mouvements des animaux et des œufs à couvrir, limiter les déplacements des personnes et des véhicules, empêcher les « mouvements d'œufs » ainsi que les foires, les marchés, les expositions et autres ras-

semblements de volailles ou d'autres oiseaux.

C'est dans ce cadre que le ministère de l'Agriculture vient d'imposer la destruction des oiseaux de tous les élevages situés par les premiers foyers épidémiques observés en France, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle et de la Haute-Saône, ainsi que la désinfection des locaux, réalisée sous l'égide des services vétérinaires départementaux. Toutes les installations du type de celles qui ont été organisées à Héliopol, en Jordanie, pour un rassemblement, sur l'ensemble du territoire national, « Ces manifestations sont très fréquentes, nous a expliqué

Alain Pierrard, de la direction générale de l'élevage, en matière d'agriculture. On en compte chaque année plusieurs dizaines rassemblant de très nombreux éleveurs amateurs qui se passionnent pour l'élevage de poules, de coqs, de paons, de faisans, de canards ou de différents oiseaux exotiques ».

Selon un vétérinaire, « les amateurs - souvent des personnes âgées - qui élèvent ces types d'oiseaux, sont très amoureux de leurs animaux. Ils ont fait des efforts de recherche, de déplacements, d'expositions. Chaque week-end, de tels éleveurs se déplacent sur de très longues distances. L'interdiction du ministère de l'Agriculture vise ainsi à bloquer

possibilité de transmission de souches virales de la maladie de Newcastle, d'un point à un autre du territoire.

« Pour parti, fites du fin d'année ou pour des défilés en « parade d'alerte », précise Jean-Claude Picault, du laboratoire central de diagnostic avicole et porcine de Ploufragan (Côtes-d'Armor). C'est le site de référence qui a confirmé la nature des souches virales suspectées en Alsace et dans l'est de la France. La maladie épidémique de Newcastle observée en France remonte à une quinzaine d'années. Pour l'heure, on ne compte aucune épidémie dans les élevages industriels, ni tel ou tel plus ou moins pourrait craindre de sérieuses conséquences économiques dans la région où ces données épidémiologiques indiquent des tendances négatives en matière d'exportation d'œufs et de volailles. Les précautions prises au sein de l'agriculture, tout comme dans les milieux vétérinaires spécialisés, et la France ne indemne la maladie de Newcastle depuis une quinzaine d'années, il n'en est pas de même de l'Allemagne, du Pays-Bas, de l'Irlande, de la Belgique, du Portugal ou du Royaume-Uni.

Enfin, cette forme de pseudo-peste aviaire, la question posée est celle de savoir s'il convient de généraliser la vaccination par vaccination en l'imposant aux éleveurs de renne ou aux éleveurs d'agoutis. Une telle protection, aujourd'hui efficace, n'aurait-elle aucun effet sur les oiseaux sauvages qui pourraient devenir les vecteurs d'un mal épidémique à l'égard des humains et violent pour l'environnement ?

JEAN-YVES NAU

(1) La directive de la CEE relative des mesures de lutte contre la maladie de Newcastle a été publiée au *Journal officiel* des communautés européennes daté du 5 septembre 1990.

La caverne d'« Ali-Eauze » en album

Un des plus riches trésors gallo-romains jamais découverts est présenté dans un superbe livre-référence, en attendant de l'être bientôt dans un musée local

AUCH
notre correspondant

DÉCOUVERT il y a sept ans, dans la plus ancienne capitale de la Novempopulanie gallo-romaine, le trésor d'« Ali-Eauze » (Gers) (1), considéré comme le plus important de la région. Les chercheurs français et européens ont, sept années durant (sept années qui ont paru très longues aux Elusates privés de leur trésor), fait nettoyer, ausculté, classé, scannerisé, passé au tamis les débris de la civilisation gallo-romaine. Les techniques et les connaissances contemporaines viennent de la présenter à la mairie de la petite ville.

Coup de pelle ou simple « coup de bol » ? Le résultat est le même. Le 11 octobre 1985, un fabuleux trésor gallo-romain datant du III^e siècle après Jésus-Christ est mis au jour, au cours d'une fouille de sauvetage, dans une zone circulaire de cinquante centimètres de diamètre, la proximité de la gare d'Eauze. Les Elusates dormaient depuis quel que dix-sept siècles sur un véritable tas d'or, d'argent et de bijoux.

Le trésor d'Eauze, selon les scientifiques, est la plus importante découverte du siècle dans ce domaine. C'est aussi la première fois que l'intégrité d'un tel trésor est récupérée. Dans le domaine monétaire, la découverte est constituée de 13 000 monnaies, soit une masse de cent vingt kilos d'alliage cuivre-argent, sans oublier six monnaies d'or, émises au cours d'une période allant du règne de Commode, qui régnait en 177 après Jésus-Christ, à ceux de Gallien et Postume, qui régnèrent en 260.

Les bijoux, retrouvés dans une petite boîte en bois, manifestement appartenant à une femme riche, comprennent un bracelet en or orné d'émeraudes, saphirs, grenats et perles de verre, un collier de pièces en or, un phylactère (amulette), trois bracelets en fil d'or, six bagues et anneaux, cinq paires de boucles d'oreilles, six anneaux en or. S'y ajoutent sept bijoux en bronze, dont un anneau, deux bracelets et un pendentif. Les chercheurs ont également découvert, dans la zone, quatre épées en fer et un couteau en bronze. Le trésor est donc d'une richesse inouïe.

En attendant, le trésor « parle » à nos contemporains à travers un livre économique. Il apporte en effet un éclairage déterminant sur l'opulent passé gallo-romain d'Eauze. Il nous familiarise avec la

figure des empereurs, de leurs épouses et de leurs familles pour les périodes dites des « empereurs adoptifs » ou dynastie sévère (98-192), de la dynastie des Sévères (193-235), de « l'empire militaire », caractérisée, comme son nom l'indique, par l'apparition de nombreux régimes éphémères (235-283), et enfin de l'empire « païen » (260-273) qui marque l'avènement du Postume. Nombreux de pièces du trésor constituent de véritables témoignages de la vie politique, militaire et culturelle de l'époque, à l'image de ce médaillon en bronze frappé à Rome en 172-173 à l'effigie de l'empereur Marc Aurèle, commandeur des victoires des légions romaines sur les Quades (un peuple germanique).

Enfin, comment ne pas évoquer, grâce aux pièces numismatiques et surtout aux éléments de parure féminine, la vie quotidienne d'un puissant noble gallo-romain au III^e siècle du Bas-Empire...

Les recherches archéologiques prudentes au sujet de l'enfouissement du trésor. A

Un travail de... Romain

« Au risque de choquer les amateurs qui pratiquent l'archéologie, nous avons voulu offrir un livre scientifique et esthétique. Ce livre, écrit par le spécialiste des spécialistes, s'ouvrant à un public assez large. Un pari ambitieux, mais qui a été réalisé par l'équipe pluridisciplinaire qui, sous la houlette du service régional d'archéologie de Midi-Pyrénées, a conçu le très bel ouvrage-référence du trésor d'Eauze (1).

Le trésor d'Eauze a été découvert par l'Association de promotion du patrimoine archéologique et historique de Midi-Pyrénées à Auch.

l'objet d'une souscription et d'un premier tirage de 1 000 exemplaires. Il comprend 612 pages, dont 96 planches de reproductions en noir et blanc, et 44 en couleur. Plus de sept millions d'efforts et de recherches ont été réalisés : un véritable travail de... Romain.

D. H.

(1) Le livre est vendu en librairie au prix de 100 F. Mais on peut encore l'obtenir au prix de souscription (150 F) en s'adressant directement à l'Association de promotion du patrimoine archéologique et historique de Midi-Pyrénées à Auch.

L'or de Montans

ALBI

de notre correspondant

UN collection unique de quarante pièces d'or datant du III^e siècle après Jésus-Christ vient d'être découverte sur le site gallo-romain de Montans, dans les environs de Gaillac (Tarn). L'opération pour les poteries qui ont inondé par millions l'Europe romaine jusqu'à la quatrième moitié du III^e siècle, et surtout de poterie à l'âge du fer, l'ancien oppidum de Montans est placé sous la surveillance de la DRAC (direction régionale de l'archéologie culturelle) Midi-Pyrénées et la direction régionale des antiquités historiques.

Trente « aurei » l'effigie de Tibère

C'est lors de la réfection de la chaussée de la rue principale du village de huit cents habitants que la découverte a été effectuée. Thierry Martin, chercheur toulousain, surveillait les travaux lorsqu'il a repéré une poterie intacte sous le godet d'un bulldozer qui raclait le sous-sol. C'était d'un esclave d'une dizaine de centimètres de diamètre qui, après nettoyage, révélait son trésor parfaitement conservé après vingt siècles de sommeil à l'abri des intempéries et de la lumière.

Il s'agit de trente « aurei » l'effigie de Tibère, chef d'Auguste, deux de Caligula et deux de Claude, plus une à l'effigie du fils de ce dernier, Antonia. D'un poids total approchant les 300 grammes, ces pièces d'or relancent l'intérêt des fouilles complémentaires sur ce site jusqu'ici peu mis en valeur, malgré sa richesse historique, en raison de la réticence des élus locaux.

JEAN-PIERRE BARJOU

DANIEL HOURQUEBIE

(1) Eauze, prononcer [eoz], le nom contemporain de la ville vient de l'antique Elusae.

(2) Les expositions, la publication du livre-référence, la création du musée, sont financées par la ville d'Eauze (3 364 000 F), l'Etat (3 848 140 F), la région (140 000 F), le département (757 000 F).

CULTURE

Paroles de comédiens

La saison théâtrale de janvier se prépare. Certains acteurs se rejoignent, ils sont de la même famille

Trois comédiens répètent : Evelyne Didi, la reprise du *Désir sous les armes*, drama biblico-paysan d'Eugène O'Neill, créé au Théâtre national de Bretagne en mai dernier (le Monde daté 3-4 mai), superbe et brutal, à la fois concret et fantasmagorique. Il se donne aux Américains de Nanterre du 9 janvier au 12 février.

André Wilms travaille sur une nouvelle version d'*Imprégnation*, grand rôle de maître, grand cri

de rage signé Michel Deutsch, « testé » pour les membres de Théâtre ouvert, au Festival d'Avignon 1991. *Imprégnation II* se joue du 5 au 31 janvier à la Bastille, tandis que du 11 janvier au 5 février Charles Berling, après avoir enchaîné trois spectacles avec Jean-Louis Martinelli, se lance dans le rôle, sur un texte d'humour léger qu'il a choisi, adapté avec Jean-Jacques Friau : *le Chasseur de l'été*, de J. J. Tournier.

L'on a regroupé ces trois-là, c'est qu'ils

appartiennent à une même famille. Ils se sont rencontrés au TNS alors dirigé par Jean-Pierre Vincent et organisés en « collectif » sur le modèle de la *Compagnie de Berlin*, autour d'une équipe permanente d'acteurs, chaque membre ayant un pouvoir de décision.

Charles Berling y est arrivé à la fin, Evelyne Didi et André Wilms y ont été leurs classes, et ont travaillé jusqu'au bout. Ils se sont retrouvés sur l'aventure des APA (Acteurs producteurs

associés), une réunion de comédiens pendant leur temps de recherches menées collectivement. L'aventure a duré de 1988 à 1990 et va reprendre : les APA ont posé leur candidature à la direction de l'Athénée. Sans espoir, simplement pour dire qu'ils sont vivants, en bonne santé, et qu'ils veulent continuer. On en revient toujours là, au besoin de respirer contre la machine de l'artifice.

Evelyne Didi

Ce n'est pas tant la solitude que craint Evelyne Didi. Elle n'a jamais travaillé en étranger, mais une équipe. Tout au long de sa carrière, elle a toujours été entourée. A l'écran, elle se sent moins à l'aise. Avec *Kaurismäki* (avec qui elle a tourné *la Vie de bohème*) c'est sans problème, mais dans le même sens. Sinon, ne trouver à l'intérieur de l'image me gêne. Mais je suis comédienne, je ne vais pas nier le cinéma. Evelyne Didi reconnaît avoir eu la chance de vivre au TNS une expérience qui lui a donné la base et les armes pour se lancer à des metteurs en scène vraiment exigeants, à des rôles vraiment rudes. Dans *Désir sous les armes*, elle est cette femme qui, avec un calme étonnant étouffe son bébé dans son berceau : « *Imprégnation* j'avais joué l'écrou pour Jean-Pierre Vincent, puis la *Méthode* de Miller pour Jean-Jacques Friau. J'ai vraiment fait le tour des fantasmes maternels. A Rennes, j'étais seule. Je me sentais si bien dans ce rôle que je pourrais jouer le calme. Ça m'a permis de comprendre l'impossible, les fûts divers étonnants, une espèce d'inconscience tranquille. La régression ne se fait pas forcément dans l'hypocrisie. A présent, j'ai mon rôle, et j'ai du mal à retrouver ce sentiment. La direction de Matthias Langhoff s'appuie sur les comportements. Il s'intéresse au côté humain des personnages, comme la plupart des gens avec qui j'ai travaillé. A l'exception de Jourdain, peut-être, d'ailleurs préoccupé par l'esprit du texte. »

Entre le travail collectif retrouvé avec les APA et celui plus traditionnel avec des metteurs en scène qui ne le sont pas, Evelyne Didi tente d'équilibrer. Elle a besoin des deux. Elle a également besoin de franchir les frontières géographiques et professionnelles : « J'aimerais réaliser un film, fabriquer des livres, leur faire traverser une histoire. Je n'ai rien de moi-même plus à l'aise derrière la caméra qu'en devant. En revanche, la scène de théâtre ne me tente pas du tout. J'ai seulement envie de rassembler des gens, proposer des textes, aménager un espace. J'espère y parvenir avec le TNS à partir de l'année dernière l'AFAA (association française d'action artistique) a envoyé Evelyne Didi en mission d'étude dans plusieurs théâtres sibériens. Elle y a rencontré des troupes incroyables et d'autres qui ne le sont pas. Aux Américains, elle a vu la pièce de Michel Deutsch, *Dimanche*, description stylisée d'une petite bourgeoisie provinciale : « Ils se sont emparés des personnes, les ont transformés, ont pris leur destin à leur compte. J'ai recueilli un matériel que j'aimerais mettre à la disposition de groupes qui s'en serviraient chacun à sa manière. Ce serait plein de surprises et d'enseignements. Un bon nouveau départ pour les APA. »

André Wilms

Le rêve des APA revient sans cesse chez Evelyne Didi. Un rêve né, lui, en réaction à un mal vécu du théâtre. « Les directeurs de théâtre se conduisent en directeurs de casting. Ils font une distribution autour d'un nom censé remplir la salle. Les jeunes ne sont plus frustrés que par l'absence d'égalité des salaires. Nous, dans ce domaine, nous avons déjà donné. Nous connaissons le système, disparu plus brutalement que le mur de Berlin. Il n'empêche, la frustration existe. Les gens se plaignent beaucoup, à quoi bon. On cherche des solutions, même provisoires. »

Le travail d'André Wilms, Michel Deutsch, *Imprégnation II*, met à la situation de l'acteur. Moins par la machine de la scène que par le climat de l'aventure. « Un espace de liberté, une prolongation d'adolescence. C'est vrai, j'ai la nostalgie de l'époque où l'on pratiquait ce type de théâtre. Les seuls copains, des philosophes venaient, on discutait, ça aidait, ma culture générale (rire). A présent, on essaie de concilier l'inconciliable : la carrière individuelle, et le travail collectif. Sur *Imprégnation II*, un rock est

très vite rejoint. Les jeunes ne sont pas si vite rejoins. Ils ont besoin de temps, de temps où ils peuvent travailler ensemble, et d'ailleurs. »

André Wilms refuse farouchement le catastrophisme, dit optimiste. Il a un espoir dans les nouveaux venus, de François Tanguy à Stéphane Braunschweig, comprend qu'ils se montrent réticents à l'égard des comédiens d'expérience : « Ils sont plus humbles que nous l'avons été. Mais ils doutent de rien. Il faut leur dire aussi que notre génération n'a pas fait de cadeaux à la facilité. Elle a donné de la rage. Les jeunes sont là, il faut les laisser travailler et venir d'eux-mêmes. Qu'est-ce que ça veut dire, d'ailleurs, les jeunes-les-vieux ? Ça ne fait pas des catégories de pensée. Nous devons reconstituer des familles dans un parti pris de radicalité, loin du rousonnement consensuel. Nous devons nous montrer potémiques, y compris avec nos anciens amis. Les grandes institutions nous rejettent, malgré vingt ans de bons et loyaux services. Leur cahier des charges s'est alourdi, elles bétonnent. »

La contestation anti-institutionnelle n'est plus de mise en ce temps où il devient difficile de ne pas être reconnu des autorités, ne serait-ce que par une autorité de convention. Les réticences ont été pratiquement l'entrisme ont été entrés dans le système, et s'y trouvent bien. Mais la machine du squat : « Prendre les brèches, naviguer dans les eaux-là, c'est un spectacle à risque, mais qui nécessite une répétition et peuvent répondre plus rapidement aux mutations du monde. »



Evelyne Didi.



André Wilms.



Charles Berling.



Clotilde Debayer.

Le cocon de Clotilde Debayer

Clotilde Debayer répète *Marie d'Isaac Babel*, portrait d'une jeune femme en train de travailler sur les films d'un empire. La pièce date de 1932 et l'histoire se passe dans les années 30. Elle a été jouée en 1975, à un moment où le théâtre était en crise. Elle a été jouée à la Bastille, mais des moyens moins importants que ceux des Américains de Nanterre. Confirmation de ce que l'argent et les statuts n'ont pas grand-chose à voir avec les options théâtrales. Clotilde Debayer n'est pas passée par le TNS, mais Jean-Pierre Vincent, un professeur de théâtre, a été son maître. Elle a eu peur de l'artifice. Elle éprouve la même d'être entourée, c'est même pour elle la raison qu'elle a choisi de travailler avec Jourdain. Elle arrive au Cours Florent, où elle a fait ses débuts, avant de se lancer dans une carrière d'actrice. Elle a été une jeune comédienne qui a passé par le concours du Conservatoire, et a été reçue à l'entrée. Mais par vanité que par passion, elle ne veut pas d'un emploi apparemment plus convenu. Ainsi Camille d'On ne badine pas avec l'amour. « Les scènes-types du concours de beauté, quand il y en avait un : « Je vous aime mais je ne veux pas souffrir. » Une telle scène qu'il faut faire preuve de

courage pour s'y attaquer. « Il m'a poussée, et c'est la passion, je me suis passionnée pour se débarrasser de l'artifice, pour se débarrasser de ces stéréotypes à nous, à l'école, convaincant, puisque les metteurs en scène ont demandé un spectacle qui a longtemps tourné et s'est joué à Paris au Théâtre de la Ville. Arrivé à l'époque, Jean-Pierre Vincent a été très surpris. Un cycle de pièces. Après les Caprices de Marianne et Fantasio, il a repris *Imprégnation* et *Imprégnation II*. »

Ce que Clotilde Debayer entend d'un metteur en scène, c'est une ligne à suivre. C'est qu'il lui donne le fil, l'envie, la force, le courage d'aller à l'avant. Au Théâtre, elle cherche la famille : « Je suis l'unique de ma famille. J'ai toujours été avec des acteurs autour de moi. J'aime retrouver une certaine complicité, ça arrive et ça disparaît. La plus grande bonheur, je l'éprouve dans le remue-ménage des répétitions, dans tout ce qui se passe autour de moi. Mais je ne joue pas, je suis une marionnette, et j'ai peur de ne plus jamais jouer. Je ne joue plus, la sécurité d'une troupe. La troupe, ce n'est pas la famille. »

Charles Berling

Répondre aux questions du monde, se tenir en relation avec le monde, quelle que soit la génération, c'est une nécessité. Quand Charles Berling avait quinze ans, à Toulouse, il faisait partie de la troupe de théâtre de son lycée, et allait jouer des pièces militantes dans les rues. En 1975, le TNS représentait pour lui un art. Il est parti pour Strasbourg où un projet s'est présenté au Conservatoire de la ville, à la fois comme comédien. Son fils Philippe avait fait l'INSAS, le Conservatoire national du théâtre, il s'y est présenté, et a été admis. « L'école est ouverte à toutes les influences. Aujourd'hui je me dis qu'il m'a beaucoup préparé à la réalité du théâtre que n'aurait pu le faire celle de l'école. »

C'est avec Charles Berling a pu jouer *Passage hagar*, dernier spectacle des Mirabelles, troupe de travestis fantasques autant que poétiques. Il a connu grâce à l'indirectement à Patrick Chéreau qu'il était allé voir à Bayreuth où il préparait le Ring : « Je savais qu'il devait monter Péguy. Il m'a dit que se bloquer deux ans sur un petit rôle ne servait à rien. Mieux valait un grand rôle dans un petit spectacle. J'en ai donc écrit un, et l'ai mis en scène avec des élèves de l'INSAS. Les Mirabelles l'ont vu et m'ont engagé. »

Comme on s'échappe pas à son destin, Charles Berling retrouve le TNS. Evelyne Didi le voit dans un *Dibbouk* monté à l'INSAS, le recommande à Jean-Pierre Vincent, qui l'engage pour ses *Derrières Nouvelles* de la peste, son dernier spectacle à Strasbourg, en 1983, juste avant d'être nommé à la Comédie-Française. « Je suis allé à Bayreuth, j'ai pris une histoire, celle de *Mirabelles*, celle du TNS en tant que collectif. J'appartiens à une génération intermédiaire, passée entre un d'esprit des années 60-70, le désir d'appartenir à un groupe, et la mentalité des années 80, le chacun pour soi, l'individualisme. J'ai joué avec Sobel, Régis, François, des tas de metteurs en scène très bien. Passer de l'un à l'autre ne manque pas d'intérêt, mais après quelque

« a l'impression de... On ne va pas au bout d'un travail, on se sépare. La nécessité est ailleurs. »

« La nécessité de... Charles Berling participe aux APA, il compte bien continuer, dit que ce n'est pas possible. Entre temps, il a rencontré Jean-Louis Martinelli, avec qui il a joué *le Maman* et *le Putain*. Une histoire, à l'Eglise, à l'Eglise. Plus qu'une relation de metteur en scène à comédien, s'est instaurée une association d'esprit. « Je me suis engagé sur la parole d'où son autre rapport au travail. On ne s'arrête pas à un spectacle, on s'engage. Un jour, une histoire aussi aura un fin, mais elle m'aura beaucoup apporté. »

Dans le monde des lions, Charles Berling est seul en scène. De mégalomanie ? Peut-être l'enlève de ne plus être uniquement acteur, de réaliser un projet. « Depuis longtemps je fais seulement ce qu'on me demande. Je suis toujours prêt à faire, mais en cas où on ne me demande rien. Je m'exerce. C'est ça aussi, les APA : se déplacer, ne pas s'emprisonner, se cantonner à une ligne. Cela dit, j'ai déjà fait quelques mises en scène, mais pour le moment, je n'y pense pas. Les Mirabelles incapables de rester un an et demi à plancher sur un texte, à trouver des salles, de l'argent. »

A quoi rêvent pour l'année qui vient ? Les comédiens ont de la décentralisation, et qui appartiennent à la catégorie des privilégiés travaillant régulièrement ? Ni à devenir des stars médiatiques, c'est évident. Ni à nager dans le luxe, ils savent que la situation ne peut pas durer. Ils ont pris le pouvoir, celui du metteur en scène, sur un spectacle, encore moins celui d'un metteur en scène, ou de troupe. D'ailleurs, la troupe dans sa forme traditionnelle ne les tente pas. C'est peut-être le signe d'un profond changement général. La dernière décennie du vingtième siècle serait-elle une période de transition ?

COLETTE GODARD

« Nouveau mouvement de grève à la Comédie-Française. Un mouvement de grève, lancé par les accessoires CGT, a contraint l'administration à annuler les deux spectacles prévus pour le 30 décembre salle Molière. Les places vendues pour *Le roi s'amuse*, de Victor Hugo, en matinée, et le diptyque *Molière*, en soirée, seront reportées ou remboursées au Théâtre de la Ville. (Tél. : 40-15-00-15.)

« Deux nouveaux membres à la Comédie-Française. L'Assemblée générale de la Société des comédiens français a accepté la promotion de deux nouveaux sociétaires, Thierry Haucisse, pensionnaire depuis le 1^{er} juin 1986, et Jean Dautremay, depuis le 1^{er} septembre 1991. D'autre part, Marcel Bozonnet, nommé directeur du Conservatoire à partir du 1^{er} janvier 1993, a été élu président de la société.

MUSIQUES

« Paris 1993 se prépare. Depuis le 1^{er} janvier et jusqu'au 31 janvier, pour chaque place de concert achetée, une donation sera versée au Théâtre de Paris. Cette opération se poursuivra jusqu'au 31 janvier, dans toutes les salles, et propose une quarante-neuf œuvres de musique classique, contemporaine et de jazz. Le mensuel *le Monde de la musique* publie, à cette occasion, une plaquette recensant les concerts programmés de cette initiative.

« Le Monde ARTS ET SPECTACLES

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELAIN Théâtre Musical de Paris Lundi 4 Mardi 5 Mercredi 6 Jeudi 7 Vendredi 8 Samedi 9 Dimanche 10	MIDIS MUSICAUX JEUNES CHANTEURS FRANÇAIS à 4 : Mirella OLMEDA Mezzo-soprano Christophe LAFRANCE Piano MAHLER, BIZET MARTINI à 8 : Thierry FELIX Baryton « Grande Prix Internationale » Maurice PIKULSKI Piano SCHUMANN MOZART, BRAHMS RAVEL
AUDITORIUM CHATELAIN Mercredi 6 Jeudi 7 Vendredi 8 Samedi 9 Dimanche 10	OLAF BAER Baryton « Grande Prix Internationale » Maurice PIKULSKI Piano SCHUMANN MOZART, BRAHMS RAVEL

« Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements : 46-62-74-43

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 DÉCEMBRE

Cours relevés à 11 h 15

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

28/12

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Recherch net	VALEURS	Emission	Recherch net	VALEURS	Emission	Recherch net
Obligations						Etrangères														
Emp.Ét. 6.9% 78	99 70	4 68	C.I.T.R.A.M. 8%	2000	.....	Promette 83	391	.....	Accion	200 35	195	France	447 35	434 30	Ponsa Coles	2289 87	2297 80	Coat	2289 87	2297 80
10.80% 79/84	107 35	3 43	Comptex	895	905	Publicité	510	521	Accionaria C.	30003 25	30003 25	Franc. Pans.	98 71	98 61	Ponsa Casson	695 70	695 70	Prima	695 70	695 70
Emp.Ét. 13.4% 84	103 80	.....	Cat Lyonn. Alcan	3360	.....	Refineries	135 10	.....	Accionaria D.	20003 25	20003 25	Franc. Negoci	1071 88	1040 87	Prima Oil	1180 31	1189 14	Prima Oil	1180 31	1189 14
Emp.Ét. 12.2% 84	100	12 16	Cat. Ind. P&S	487	.....	Rouge	151	.....	Amberg	7083 57	7080 16	Franc. Assoc.	37 14	37 14	Prima Oil	117 18	117 18	Prima Oil	117 18	117 18
10.25% sans SS	.....	8 20	Cat. Ind. P&S	9 50	.....	S.A.C.E.R.	800	.....	Amphib	837 93	819 34	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
OAT 10% 5/2000	111 30	8 21	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.A.	800	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
OAT 5.5% 12/1987	.....	0 43	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
OAT 5.5% 11/1986	104 28	0 84	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
PTT 11.2% 86	105 70	0 80	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
PTT 10.30% 86	100 80	0 71	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
PTT 10.30% 86	110 40	0 11	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	100 41	7 72	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	98 40	4 22	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	4 22	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	97 20	4 22	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	96 35	4 22	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	103 80	5 90	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	110 10	0 78	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	970	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans.	44 10	44 24	Prima Oil	21063 97	21063 97	Prima Oil	21063 97	21063 97
CHX 10 5 1978	.....	.....	Cat. Ind. P&S	.....	.....	S.A.F.I. Alcan	170	.....	Assoc.	1169 44	1169 44	Franc. Pans								

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

The image shows the front cover of a book titled "IMAGES ECONOMIQUES DU MONDE 1982-83". The title is printed in large, bold, white capital letters against a dark background. Below the title, there is smaller text indicating it is a "Publications de la Commission Economique pour l'Europe". At the bottom, the publisher's name "L'ARCHE" is visible. The book is shown at an angle, revealing its thickness.

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Du burlesque à la comédie américaine : le Manoir hanté (1920), d'Harold Lloyd, Haunted House (1921), la Maison de la peur (1930), 18 h 30 ; Rita bien (1956, v.o. s.t.), de Blake Edwards, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

PALAIS DE TOKYO

MERCREDI

Histoire permanente du cinéma : l'Homme du Sud (1945, v.o.), de Jean Renoir, 18 h 30 ; Le Vent (1928), de Victor Sjöström, 21 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Le Cinéma mexicain : María Sabina, Mujer Espiritu (v.o. s.t.), de Nicolás Esquivel, 14 h 30 ; La Vie criminelle d'Archibald de la Cruz (1955, v.o. s.t.), de Luis Bunuel, 17 h 30 ; Lola (1986, v.o. s.t.), de María Novaro, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (42-26-34-30)

MERCREDI

I love Paris, Paris vu par les Américains : Belle Époque : l'Exposition de 1900 à Paris (1900), Assassinats en tous genres (1958, v.o.), de Neil Denard, 16 h 30 ; Occultation de Paris : Universal Newsreel (1930-1932, v.o.), juin 1940, Arise my Love (1940, v.o.), de Mitchell Leisen, 18 h 30 ; Libération de Paris : Opening of stage door carmen (1945, v.o.), Paris brûle-t-il ? (1966) de René Clément, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34) ; Studio 28, 18 (45-06-36-07).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-64-72-71) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

BASIC INSTINCT (v.o.) : UGC Triomphe, 8 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

BEAU PÈRE (Fr.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-25-12-08) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

BETHOVEN (Fr.) : Club Gaumont (Publics Matignon), 8 (42-56-72-78) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

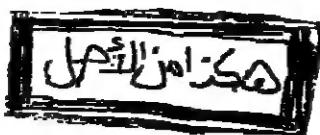
LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.) : George V, 8 (45-52-41-48, 36-65-70-68) ; v.o. : Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

LES FILMS NOUVEAUX

L'ATLANTIDE. Film français de Bob Swaim : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Hautes-Seines, 1 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (42-36-83-83, 36-65-70-68) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton, 8 (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-65-70-68) ; Montparnasse, 14 (43-25-12-08).

EN ROUTE POUR MANHATTAN. Film américain de Paul Bogert, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Opéra, 2 (42-71-52-36) ; UGC Denton,



20 ■ Mercredi 30 décembre 1992 ■

Le Monde

Les affrontements au Cambodge

Les Khmers rouges durcissent le ton et sont accusés par l'ONU d'un nouveau massacre de Vietnamiens

Les Khmers rouges ont tué quatorze Vietnamiens lors d'une attaque contre un village de la province de Kompong-Chhnang, a annoncé, mardi 29 décembre, un porte-parole des Nations unies à Phnom-Penh. Par ailleurs, le dirigeant khmer rouge Khieu

Samphan, réagissant lundi aux sanctions imposées par l'ONU contre son mouvement, a affirmé que ses troupes ne laisseraient pas les « bérêts bleus » établir des postes de garde dans les régions sous son contrôle. Enfin, l'ONU a demandé au régime de

Phnom-Penh de mettre fin aux violences contre les partis politiques à la suite de l'attaque à la roquette d'un bureau du FUNCINPEC, mouvement du prince Sihanouk, au cours de laquelle deux personnes ont été tuées.

« Les hommes sont encore plus dangereux que les scorpions »

SALA-VICHEY

de notre envoyé spécial

« Les hommes sont encore plus dangereux que les scorpions », le policier bulgare a déjà tué quatre scorpions dans la chambre qu'il partage avec deux de ses collègues. Pourtant, des moustiquaires isolent complètement la pièce. Mais les « CivPol » - les représentants de la police civile de l'APRONUC, l'autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge - redoutent encore davantage les tirs de mortier ou de roquettes. Quelques nuits auparavant, ils ont failli évacuer l'endroit. « Vous comprenez, poursuit-il, les Khmers rouges aiment prendre pour cible les croisements routiers ».

Tout un petit monde est installé au croisement de Sala-Vichey, à 20 kilomètres au nord de Kompong-Thom, sur la RN 12, piste rugueuse et poussiéreuse parsemée de pontons en bois dont, de bon matin, les CPAF - les forces armées du régime de Phnom-Penh - assurent l'« ouverture ». Les Khmers rouges traversent la piste de nuit et pourraient, sans jamais, poser quelques mines au passage.

Pour les six « CivPol » - trois Bulgares qui débrouillent en anglais et trois Colombiens - samedi est jour de congé. Leur bicoque retapée - « à nos frais », dit un Bulgare - occupe l'un des angles du croisement des pistes. La maison du représentant de Phnom-Penh occupe un autre. Dans un troisième angle, une villa abrite les observa-

teurs militaires de l'APRONUC. Le lieutenant-colonel autrichien Sinter y brosse un portrait peu amène de la situation. « Si la guerre doit reprendre, c'est ici », avertit l'un de ses adjoints, le commandant Daly, un « marine » américain qui a fait, il y a plus de vingt ans, le Vietnam.

Jusqu'à une dizaine de kilomètres au nord de Sala-Vichey, la RN 12 est tenue par les 3 500 hommes de la 5^e division de Phnom-Penh, deux bataillons de troupes régionales d'environ 400 hommes chacun, et un peu moins de 500 miliciens. La division 616 des Khmers rouges opère à l'ouest de la piste, et leur division 802 à l'est. La 616 est commandée par un jeune général, Men Rong, un chef de qualité. Le commandement de la 802 aurait été repris, mais personne n'en est trop sûr, par l'unionjambiste mais redoutable Ta Mok, qui dirige l'appareil khmer rouge dans le nord du Cambodge.

« Les forêts appartiennent à tout le monde »

« Des unités très mobiles », souligne le lieutenant-colonel Sinter. La 616 opère jusque sur les rives du Tonlé Sap, le « Grand Lac », et dans la province de Kompong-Chhnang, où l'une de ses compagnies est bien implantée entre les deux cordons ombilicaux terrestres que sont la voie ferrée et la RN 5, qui relient la

capitale à l'ouest du pays. Ce sont encore des éléments de la 616 qui ont défilé pendant trois jours, début décembre, six observateurs de l'ONU au sud-ouest de Kompong-Thom. La 802 est présente dans l'est de la province de Kompong-Thom et dans celle, voisine, de Kompong-Cham.

L'APRONUC pense que ces unités khmères rouges comptent entre deux mille et trois mille hommes chacune. Si ces estimations étaient exactes, les Khmers rouges, qui disposent de plus de vingt divisions dans le pays, n'auraient plus qu'à gouverner le Cambodge une fois l'ONU partie. Ce n'est pas le cas. « De 450 à 500 pour la 802 », estime, pour sa part, le général Neng Eng, commissaire politique de la 5^e division des CPAF.

Quand les Khmers rouges ont pris le pouvoir en 1975, Neng Eng terminait sa deuxième année de sciences économiques à l'université de Phnom-Penh. Il a survécu à trois années de travaux forcés dans les forêts. Après la chute des Khmers rouges, il a fondé une école d'officiers à Hanol. « Les hasards de la vie », résume-t-il dans un français qu'il n'a pas entièrement oublié. Berchette grisonnante, il semble connaître son affaire. « Face à nous, la 802 ne déploie que cent à cent cinquante hommes. Le reste de la division opère dans la province de Kompong-Cham », dit-il.

Que se passe-t-il plus au nord ? Personne ne le sait trop. La 5^e division tient une position d'artillerie à 7 kilomètres au nord de Sala-Vichey. Au-delà, c'est-à-dire peu avant d'atteindre la province septentrionale de Preah-Vihear, la piste est coupée. « Nous n'avons que des forces régionales à Preah-Vihear et je ne communique pas avec elles », dit le général Eng. La « piste Pol Pot », du nom du chef des Khmers rouges, descend ainsi jusqu'au centre du Cambodge en suivant l'axe de la RN 12. « Les forêts, juge un observateur de l'APRONUC, appartiennent à tout le monde ». Fin novembre, dans le secteur de Sala-Vichey, les bombardements étaient quotidiens. « Jusqu'à cent obus par roquette par jour », raconte l'officier autrichien. Le calme est revenu, début décembre, « en raison, probablement, de quantités limitées de munitions ».

« Un pays cassé »

Chacun s'habitue à cette fausse paix. Le long de la RN 12, 9 300 paysans, le plus souvent en famille, campent dans des pilotes sur pilotis. Des « personnes déplacées de l'intérieur », selon la terminologie officielle. Autrement dit, des gens qui ont fui les combats ou, plus simplement, dont les champs ont été minés. Leur présence est une aubaine pour les « postes de contrôle » des CPAF. Ceux qui empruntent la RN 12 leur paient une dîme, quelques cigarettes, de la menue monnaie, « une

fois, raconte l'officier autrichien, je suis tombé sur deux soldats qui viciaient une fille sur le bord de la route. Je leur ai dit d'arrêter. L'un a braqué son arme sur moi. Je lui ai dit : « Je ne suis pas armé et tout ce que tu peux faire, c'est me tuer ».

La compagnie indonésienne installée à Sala-Vichey prend également son parti de cette drôle de guerre. Elle était venue pour récupérer les armes des factions en présence. Deux cent quinze CPAF ont été, à ce jour, démobilisés à Sala-Vichey. Le bilan est dérisoire. Le capitaine Joko et ses hommes ont dressé leur campement, impeccable, à la limite d'un champ de mines. Pour l'atteindre, il faut traverser le QG de la 5^e division de Phnom-Penh, ensemble de vieux basquesments protégés par une barrière.

Faute de recueillir des armes et de démobiliser des Cambodgiens, l'officier indonésien, qui a appris le khmer, est devenu un homme de relations publiques. Il s'entend bien avec toutes les factions. « Je suis neutre », résume-t-il dans un grand sourire. Déplacés quelque part au Cambodge, ses hommes mènent une vie de casernes en attendant d'aller « dégrader » à Phnom-Penh à l'occasion d'une permission.

« Welcome to the peace city » bienvenue dans la cité de la paix, peut-on lire sur une banderole accrochée par les « bérêts bleus » indonésiens à l'entrée de Kompong-Thom. A l'ouest, les Khmers rouges franchissent la RN 6, qui relie Kompong-Thom à Siem-Reap, et la coupent de temps à autre. A l'est, ils ont fait sauter, en novembre, un pont réparé peu auparavant par le génie chinois sur la route de Phnom-Penh. Depuis début décembre, des éléments de leur division 802 exercent davantage de pression aux alentours de la route de Phnom-Penh, notamment sur les équipes de l'APRONUC chargées d'enregistrer les électeurs.

Peuplée d'un demi-million d'habitants - environ un Cambodgien sur quinze - la province de Kompong-Thom se situe en limite du « pays utile » formé par le Tonlé Sap et le Mékong. Son contrôle est capital pour les factions en présence. « La situation y demeure difficile », convient, pour sa part, M. Yasushi Akashi, le « patron » japonais de l'APRONUC. Les pensionnaires de Sala-Vichey ne disent pas le contraire. « Un pays cassé », dit un observateur militaire de l'APRONUC qui vient de passer six semaines sur les pistes de jungle du nord-ouest de la province.

JEAN-CLAUDE POMONTI

En Allemagne L'écrivain Günter Grass quitte le SPD

L'un des plus grands écrivains allemands vivants, Günter Grass, dont le livre le plus connu est *Le Tambour*, a indiqué, lundi 28 décembre, dans un entretien à la chaîne de télévision ARD, qu'il avait démissionné du Parti social-démocrate (SPD) pour protester contre le récent revirement de cette formation à propos de la limitation du droit d'asile. Après les avoir rejoints pendant de longs mois, le SPD, actuellement dans l'opposition, a finalement cédé aux demandes des chrétiens-démocrates du chancelier Helmut Kohl et accepté en novembre le principe d'une modification de la Constitution pour restreindre le droit d'asile en Allemagne, le plus libéral en Europe.

L'écrivain, âgé de soixante-cinq ans, membre du SPD depuis 1982 et sympathisant de cette formation depuis les années 60, a justifié sa décision en affirmant que le revirement de la direction du parti était « irresponsable » et relevait de « l'hypocrisie ». Il s'agit, selon lui, d'une « rupture » de la tradition social-démocrate, dont il impute la responsabilité au président du SPD, M. Björn Engholm, qu'il juge « trop mou ». (AFP)

Nouvelle mesure de rétorsion chinoise contre Paris

Pékin interdit à la ville de Canton de faire appel à des sociétés françaises pour construire son métro

Pour protester contre la vente de Mirage à Taiwan, le gouvernement chinois a interdit à la municipalité de Canton de faire appel à des sociétés françaises pour la construction de son métro. Cette mesure, annoncée, mardi 29 décembre, par un journal pro-communiste de Hong-kong, intervient une semaine après que Pékin a demandé à Paris de fermer son consulat général dans la métropole du sud. Le même jour, le quotidien économique britannique *Financial Times* a fait de M. Deng Xiaoping son « homme de l'année » pour son rôle dans la relance des réformes économiques chinoises, en dépit d'un aspect « politiquement incorrrect » dû à son action répressive.

PÉKIN

de notre correspondant

En mesure de rétorsion contre la vente de Mirage 2000-S à Taiwan, Pékin a ordonné aux autorités de Canton de rejeter toute participation française à son projet de métro. Le maire de la capitale de Chine méridionale, cité, mardi 29 décembre, par le quotidien pro-chinois de Hongkong *Wen Wei Po*, a pris soin de rejeter sur le gouvernement central la responsabilité de cette décision. La France était sur les rangs, parmi de nombreux candidats, pour ce projet évalué à 1 milliard de dollars, mais ses offres passaient pour être jugées trop coûteuses par les Chinois.

Cette décision suit l'ordre donné à la France de fermer son consulat général à Canton (le *Monde* du 24 décembre). Elle survient alors que la presse de Pékin attaque quotidiennement le gouvernement français - plutôt que la France en général - pour avoir « foulé aux pieds les normes établies dans les relations internationales » et provoqué « l'indignation du peuple chinois » en autorisant la vente de chasseurs à Taiwan. « Alors que la Chine offre un marché potentiel

énorme (...) la détermination du gouvernement français de servir en priorité ses intérêts les plus étroits le conduira à ingérer des fruits amers », prévenait encore lundi l'agence Chine nouvelle.

Le commentaire soulignait en particulier que l'argument de Paris selon lequel le déficit marqué de son commerce avec Pékin avait provoqué ce geste était « une excuse sans fondement » puisque les exportations françaises en Chine croissent plus vite que le montant total du commerce bilatéral. Les experts français font cependant valoir que les chiffres présentés par les Chinois ne correspondent en général pas à ceux qui leur servent, à eux, de référence.

On peut s'attendre que Pékin mette sur le compte de ce différend tout nouveau refus d'acheter des équipements français ne provoquant pas son enthousiasme. Cependant, ainsi que l'a montré la récente conclusion du protocole d'assistance financière (le *Monde* du 25 décembre), ceci ne devrait pas empêcher d'accepter des offres qui lui paraissent intéressantes de la part de firmes françaises, surtout si elles sont associées d'argent frais.

Aucun des commentaires publiés n'a fait allusion à cet aspect des relations entre Paris et Pékin. Par ailleurs, en concentrant ses attaques sur l'actuel gouvernement, la Chine semble vouloir ménager l'avenir, dans l'espoir que les élections de mars 1993 amèneront au pouvoir une équipe avec laquelle il lui serait possible de se réconcilier sans paraître se dégrader.

Certains observateurs estiment que cette dégradation des rapports devrait amener la France à réexaminer la structure de ses exportations en Chine. Après les fameux « grands contrats », ces ventes ont été principalement financées par l'Etat français et n'ont guère coûté d'argent à la Chine. Si l'on excepte le cas particulier du Japon, ou de la participation allemande à la construction du métro de Shanghai, la France est, parmi les pays occidentaux, le seul à recourir de manière aussi systématique à cette méthode.

FRANCIS DERON

Une riposte attendue

En apparence, la perte du contrat du métro de Canton est un nouveau coup pour la France : voir passer sous son nez un marché qui se montait à 3 milliards de francs pour le seul matériel roulant, ainsi que le génie civil de cette ligne de 18 km n'est pas réjouissant. Mais le coup était attendu : les autorités chinoises avaient clairement affirmé à M. Christian Blanc, alors PDG de la RATP et à ce titre négociateur principal sur les dossiers des métros de Canton et de Pékin, que la vente de Mirage à Taiwan signifierait la fin des ambitions françaises.

Celles-ci, au demeurant, ne semblaient pas très grandes. Comme à leur habitude, les Chinois faisaient leur langue, leurs fournisseurs éventuels : les offres remises

en juillet devaient donner lieu à décision en décembre ; on parle aujourd'hui de février 1993. Les candidats ne sont plus sûrs que le métro soit attribué en bloc, mais peut-être en lots.

Tous les commentateurs français font donc preuve de prudence tant « le métro change vite en Chine », se rappelle-t-on, que les autorités chinoises ont toujours subi entre Pékin et Canton, que les ponts ne sont pas de tout coup entre les entreprises françaises et les autorités chinoises. On se souvient aussi que, battus par les Allemands pour la construction du métro de Shanghai, les Français sont revenus comme sous-traitants et qu'ils n'en étaient pas forcément malheureux.

Al. F.

EN BREF

■ Fin de la visite privée de M. Mitterrand en Turquie. - M. François Mitterrand a quitté Istanbul lundi 28 décembre, en fin de matinée. Avant son départ, le président de la République, en visite privée en Turquie depuis mercredi, s'est entretenu avec son homologue turc M. Turgut Ozal, des problèmes d'intérêt commun, dont la situation en Bosnie-Herzégovine, a indiqué la présidence turque. - (AFP)

■ M. Fitterman (PC) s'excuse pas « des formes appropriées d'intervention militaire ». - M. Charles Fitterman, membre du bureau politique

du PCF, chef de file des communistes « réformateurs », juge « absolument inacceptable », dans une déclaration à la *Tribune-Le Progrès*, la politique de « purification ethnique » menée dans l'ex-Yugoslavie et souligne que les dirigeants serbes en portent aujourd'hui « la responsabilité principale ». « Sans exclure, s'il y a lieu, des formes appropriées d'intervention militaire mais uniquement sous l'autorité de l'ONU et avec le concours d'instances et de forces européennes », il souhaite qu'une action politique européenne forte soit « développée d'urgence ».

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12
ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS
Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Tapez 1 M P

SOMMAIRE

DÉBATS

Institutions : « Vars la V^e République », par Michel Durefour ; « Le tabou levé », par Michel Gauron ; « Immunité légitime », par Alain Vivien ; François Mitterrand : « Un combat honorable à mener contre soi-même », par Ali Magoudi 2

ÉTRANGER

La guerre civile en Bosnie 3
Ethiopie : les mille plaies de l'empire 4
Le sort des Palestiniens expulsés : « Que l'arrive-t-il, Israël ? », un point de vue de Marek Hater 6
Salvador : les mystères du « massacre » d'El Mozote 6

POLITIQUE

L'affaire de Port-Fréjus : le parquet de Lyon a requis un non-lieu en faveur de M. Léonard et des cinq autres inculpés 7
Un point de vue de Julien Dray : « Les habits neufs du keynésianisme » 7

SOCIÉTÉ

La baisse du nombre des morts sur les routes s'est poursuivie en novembre 8

Les préfets invités à développer le rôle des conseils départementaux de prévention de la délinquance 8
Diagonales : « Réveil », par Bertrand Poirot-Delpech 8
Aux Etats-Unis, la nouvelle définition du sida va entraîner une forte augmentation du nombre de malades déclarés 9

SCIENCES • MÉDECINE

Des oiseaux malades de la peste : la caverne d'« Ali-Euze » en album • Un point de vue du professeur Maxime Schwartz sur le dépistage du sida : « L'Institut Pasteur a rempli sa mission » 11 et 12

CULTURE

La saison théâtrale de janvier se prépare. Portrait de quatre comédiens : Evelyne Didi, André Wilms, Charles Berling, Clotilde Deboyser 13

ÉCONOMIE

Zenith Data Systems pourrait perdre un contrat de 4 milliards de francs aux Etats-Unis 14
La baisse des effectifs dans le bâtiment en 1991 14
Le secours de l'Allemagne 15

Services

Abonnements 12
Annonces classées 9
Carnet 10
Marchés financiers 18 et 17
Météorologie 19
Mots croisés 10
Radio-télévision 19
Spectacles 18

La télémaquie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 décembre 1992 a été tiré à 464 131 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Arts et spectacles » : l'architecture des châteaux bordelais

Entre audace et tradition de quant-à-soi, entre folles architecturales, restauration de bon ton et conservatisme, voyage dans des châteaux bordelais. Et aussi, un entretien avec Jane Birkin à l'occasion de la sortie de l'intégrale de ses chansons, et un portrait du chorégraphe Angelin Preljocaj.